

Rapport financier semestriel 2021



Sommaire

1 Rapport semestriel d'activité

- Examen de la situation financière et des résultats
- Principaux facteurs de risques et incertitudes



2 États financiers consolidés résumés



3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle



4 Attestation de la personne responsable

Rapport semestriel d'activité

1



Examen de la situation financière et des résultats

SOMMAIRE

1.	FAITS MARQUANTS	7
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	7
1.2	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE	10
1.2.1	Evolution de l'environnement bancaire	10
1.2.2	Evolution de l'environnement assurantiel.....	13
1.2.3	Evolution des tarifs du courrier et du colis.....	14
1.2.4	Evolution non tarifaire du courrier et du colis.....	15
1.2.5	Evolution tarifaire de la presse.....	15
1.2.6	Cadre économique des quatre missions de service public.....	15
1.2.7	Epidémie de Covid-19, état d'urgence sanitaire et conditions d'exercice des missions de service public ¹⁶	
1.2.8	Brexit	16
1.3	DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS ET ACQUISITIONS	17
1.3.1	Services-Courrier-Colis.....	17
1.3.2	GeoPost/DPDgroup	18
1.3.3	La Banque Postale.....	19
1.3.4	Le Réseau La Poste	22
1.3.5	La Poste Mobile.....	24
1.3.6	Le Numérique	24
1.3.7	L'immobilier	25
1.3.8	Le Groupe La Poste	26
1.4	EMISSIONS OBLIGATAIRES	27
1.5	ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE	27
1.5.1	Gouvernance	27
1.5.2	Contribuer au développement et à la cohésion des territoires et favoriser l'inclusion sociale	28
1.5.3	Promouvoir un numérique éthique, inclusif et frugal	29
1.5.4	Œuvrer à l'accélération de la transition écologique pour tous	30
1.5.5	Un engagement au service des clients	31
1.5.6	Un engagement sociétal reconnu et récompensé	31
1.6	LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE	32

1.6.1	Dialogue social	32
1.6.2	Formation et évolution professionnelle	33
1.6.3	Santé et qualité de vie au travail	34
1.6.4	Offre sociale et logement	35
2.	INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE	36
2.1	PROPOS INTRODUCTIF	36
2.2	DEFINITIONS DES IAP	36
2.2.1	EBITDA ajusté	36
2.2.2	Free cash-flow	36
2.2.3	Dette nette	36
2.2.4	Evolution à périmètre et change constants (évolution organique)	36
2.2.5	Résultat d'exploitation y compris quote-part des sociétés sous contrôle conjoint	37
2.2.6	Dette nette/Capitaux propres	37
2.2.7	Ratio Common Equity Tier 1 (CET 1)	37
2.2.8	Liquidity Coverage Ratio (LCR)	37
2.2.9	Coefficient d'exploitation	37
3.	SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	38
3.1	IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE SUR L'ACTIVITE DU GROUPE	39
3.2	PRODUITS OPERATIONNELS	39
3.3	RESULTAT D'EXPLOITATION	41
3.4	RESULTAT FINANCIER	42
3.5	RESULTAT NET	42
3.6	VARIATION DE LA DETTE NETTE	42
4.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	43
4.1	SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	43
4.2	SERVICES-COURRIER-COLIS	44
4.2.1	Activité Courrier	44
4.2.2	Activité Colis	45
4.2.3	Activité Filiales Branche Services-Courrier-Colis	45
4.2.4	Résultat d'exploitation	46
4.3	GEOPOST	46
4.3.1	Activité GeoPost/DPDgroup	47
4.3.2	Résultat d'exploitation	47
4.4	LA BANQUE POSTALE	48

4.4.1	Activités commerciales	48
4.4.2	Performance opérationnelle	51
4.4.3	Structure financière	57
4.5	LE RESEAU LA POSTE	58
4.5.1	Réseau La Poste	58
4.5.2	La Poste Mobile	60
4.6	NUMERIQUE	60
4.6.1	Chiffre d'affaires	61
4.6.2	Résultat d'exploitation	62
4.7	AUTRES SECTEURS	62
4.7.1	L'Immobilier	62
4.7.2	Supports et structures	63
4.7.3	Charges non affectées	64
5.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	65
5.1	RESULTAT FINANCIER	65
5.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE	66
6.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	68
6.1	FREE CASH-FLOW	69
6.1.1	EBITDA ajusté	69
6.1.2	Achats d'actifs corporels et incorporels	70
6.1.3	Cessions d'actifs corporels et incorporels	71
6.1.4	Autres éléments du Free Cash-Flow	71
6.2	VARIATION DE LA DETTE NETTE	72
6.2.1	Incidence des opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers sur la dette nette du Groupe	73
6.2.2	Dividendes versés par le groupe en 2021	73
6.3	VARIATION DE LA TRESORERIE	74
6.4	DETTE BRUTE	76
6.5	DETTE NETTE	77
6.6	CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE	78
6.7	NOTATION FINANCIERE	79
7.	PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE	80
7.1	PERSPECTIVES	80
7.2	EVENEMENTS POST CLOTURE	80

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants

1.1 Environnement économique et financier

Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France et chez ses principaux voisins européens. Les cours du pétrole et les taux de change, vis-à-vis du dollar US, de la livre sterling, du rouble, du réal brésilien et du zloty en particulier, sont également importants pour le Groupe à l'international. Enfin, le Groupe est sensible, pour ses activités de bancassurance, à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers.

Une économie mondiale tirée au premier semestre 2021 par les Etats-Unis

Si le premier temps de la reprise fut chinois, dès le printemps 2020, le premier semestre 2021 a été marqué par le dynamisme de l'économie américaine dopée par le soutien budgétaire. Ce sont plus de 20 points de PIB qui ont été injectés dans l'économie à ce jour. La distribution de chèques aux ménages américains a d'ailleurs plus que compensé les pertes de revenu des salariés privés d'emploi en 2020 et début 2021. Dès la mi-2021, l'économie américaine devrait ainsi avoir retrouvé le niveau d'activité qui aurait prévalu sans la crise. Dans ce contexte porteur, l'inflation a nettement accéléré (5 % sur un an en mai). Outre un important effet de base sur le prix du pétrole, des hausses de prix très marquées mais sans doute en partie réversibles (pour les voitures d'occasion notamment) ont tiré à la hausse l'inflation sous-jacente (+3,8 % sur un an hors énergie et produits alimentaires). Du fait de la reprise tardive de certains secteurs très intensifs en main-d'œuvre (surtout les activités de loisirs et l'hébergement-restauration), il manquait cependant encore 7,6 millions d'emplois en mai 2021 par rapport à février 2020 (date d'entrée dans la crise sanitaire), dont 6,5 millions dans le secteur privé.

En Chine, la progression de l'activité se fait en revanche un peu moins vive, au-delà des effets de base. La phase de rattrapage intense s'est plutôt concentrée sur la seconde partie de l'année 2020. Le PIB n'a que mollement progressé au 1^{er} trimestre par rapport à fin 2020. La reprise est par ailleurs déséquilibrée, portée uniquement par la demande extérieure et les entreprises.

Au Japon, le PIB en volume a reculé au 1^{er} trimestre 2021. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont notamment pesé sur la croissance. A quelques jours des Jeux Olympiques de Tokyo, moins de 10 % des Japonais étaient pleinement vaccinés fin juin.

Dans les pays émergents la situation économique et sanitaire reste contrastée et parfois compliquée du fait notamment d'un développement plus lent que dans les pays développés des campagnes de vaccination et/ou de leur moindre efficacité. Toutefois, le PIB a progressé au 1^{er} trimestre dans certains pays très touchés par la Covid (Brésil, Inde). Les tensions sur les prix alimentaires sont très pénalisantes pour les ménages des pays émergents.

Au total, la production industrielle mondiale est sur une pente instantanée de progression un peu moins vive qu'au second semestre 2020, traduisant probablement la fin de la phase aigüe du rattrapage dans certains pays et des contraintes sur l'offre (par exemple en termes d'approvisionnement de certains composants) qui brident la production. Les tensions sur les prix des matières premières restent fortes mais se sont un peu apaisées récemment.

Zone euro : des contraintes sanitaires encore marquées début 2021

Les premiers mois de cette année ont été marqués en Europe par une 3^{ème} vague épidémique qui a culminé entre février (Espagne) et avril (Allemagne, France). Les gouvernements ont ainsi été contraints de renforcer les mesures prophylactiques. Outre-Rhin, les contraintes ont même été plus fortes que lors du premier confinement au printemps 2020. Il en est résulté une contraction du PIB

au 1^{er} trimestre. Pour l'ensemble de la zone euro, le PIB se situait début 2021 5,5 % sous son niveau de fin 2019. Les pays les plus exposés au tourisme affichaient un retard encore plus marqué (9,4 % pour l'Espagne). Mais à partir du printemps, une réouverture progressive des économies s'est de nouveau engagée, ce qui s'est traduit par une nette amélioration du climat des affaires dans les services et le commerce en mai et juin. De son côté, l'industrie est restée tirée par la reprise internationale. Les chefs d'entreprise font état d'une augmentation du taux d'utilisation des capacités de production, ce qui nourrit des perspectives plutôt optimistes sur l'investissement. Les différentes mesures de soutien à l'économie prises par les gouvernements ont permis d'éviter une envolée du chômage et une explosion du nombre de défaillances d'entreprises.

En dépit d'un important effet de base sur les prix de l'énergie, l'inflation est restée contenue. En mai-juin elle avoisinait 2 % sur un an mais l'inflation sous-jacente est demeurée sage (0,9 % sur un an).

France : nouveau recul du PIB au 1^{er} trimestre mais une éclaircie s'est dessinée à partir du mois de mai

Après un recul du PIB désormais estimé à 8 % en 2020, du jamais vu depuis la seconde guerre mondiale, les contraintes sanitaires ont encore pesé sur l'activité en début d'année, le PIB affichant de nouveau une contraction au 1^{er} trimestre. Par rapport à fin 2019, il était ainsi en retrait de 4,7 % sur les trois premiers mois de l'année. Dans un contexte de consommation contrainte, les Français ont de nouveau mis de côté une « surépargne » que l'on peut évaluer à environ 25 milliards d'euros qui s'ajoutent aux 95 milliards d'euros accumulés en 2020¹. Les chiffres d'avril ont montré un net fléchissement de la consommation des ménages suite à la fermeture de nombreux commerces. Cependant, la normalisation progressive de la vie économique et sociale à partir de mi-mai, permise par une nette diminution des nouvelles contaminations et la montée en puissance de la campagne de vaccination (33,5 millions de personnes vaccinées fin juin), s'est traduite par un nouvel optimisme des chefs d'entreprise du secteur tertiaire. Comme dans les autres pays européens, l'industrie a été tirée par la reprise internationale, avec toutefois des difficultés spécifiques dans certains secteurs. Dans l'aéronautique, elles semblent en passe de progressivement s'atténuer avec la réouverture des relations internationales mais elles revêtent une dimension plus structurelle dans l'automobile dans le cadre de la transition énergétique. Dans un contexte économique et sanitaire difficile, l'économie française a malgré tout réussi à créer des emplois au 1^{er} trimestre 2021 (88 000 dans le secteur privé), ramenant la réduction des effectifs depuis fin 2019 à 209 800 (243 400 dans le secteur privé). A noter par ailleurs une belle résilience du marché immobilier, les prix des logements anciens affichant une hausse de 5,9 % sur un an au 1^{er} trimestre, sous l'effet notamment de taux d'intérêt toujours attractifs. La hausse des prix à la consommation en juin s'est établie à 1,5 % sur un an malgré le renchérissement de l'énergie, l'indice sous-jacent ne progressant que de 0,9 % (chiffre de mai).

Net raffermissement du prix du pétrole

Après s'être effondré au printemps 2020 (le prix du baril de Brent était tombé sous les 10 US \$ en avril), le prix du brut s'est progressivement redressé. Fin octobre 2020, l'annonce par le laboratoire Pfizer de l'efficacité de son vaccin avait dopé les marchés financiers et tiré à la hausse le prix du brut. Devant des perspectives de demande soutenue par la reprise économique, cette tendance haussière s'est prolongée au cours de la première partie de l'année 2021. Le prix du baril a ainsi atteint 75 US \$ fin juin. Dans ce contexte, les pays producteurs, qui avaient nettement réduit leur offre au cœur de la crise, l'ont progressivement rehaussée. Les membres de l'OPEP+ (pays de l'OPEP et Russie notamment) ont progressivement ajusté à la hausse leurs quotas.

¹ Ces chiffres sont obtenus en faisant la différence entre le niveau d'épargne observé et le niveau qui aurait été atteint si le taux d'épargne était resté à son niveau de 2019.

Tendance toujours haussière pour les Bourses

Après une chute de 20 à 30 % des indices boursiers américains et européens au printemps 2020, ces derniers se sont redressés, les investisseurs ayant été favorablement impressionnés par les plans de soutien budgétaire et le caractère très accommodant des politiques monétaires. Fin 2020, la perspective d'une vaccination efficace contre la Covid-19 avait donné un second souffle à la reprise boursière. Ce mouvement haussier s'est globalement poursuivi sur la première moitié de 2021, en dépit des hésitations liées à l'émergence d'une troisième vague en Europe et des difficultés sanitaires rencontrées par certains pays, comme l'Inde. Les nouvelles mesures de soutien budgétaire adoptées aux Etats-Unis et le développement rapide des campagnes de vaccination ont été deux catalyseurs puissants. Sur le plan microéconomique, les très bons résultats des entreprises au 1^{er} trimestre, aux Etats-Unis mais aussi en Europe, ont également eu un effet très positif. Longtemps en retrait par rapport à leurs homologues américains, les indices européens se sont aussi redressés avec en perspective une amélioration de la situation sanitaire et économique. Le CAC 40 a ainsi affiché une augmentation de 17,2 % au cours des six premiers mois de 2021, faisant plus que compenser le recul de 2020 (-7,1 %).

Frémissement des taux américains mais des politiques monétaires toujours très accommodantes

Tiré par le redressement de l'économie américaine et l'idée que cela pourrait se traduire par davantage d'inflation, les taux longs américains ont commencé à se redresser fin 2020, après avoir touché un point bas légèrement au-dessus de 0,5 % en août 2020. Le rendement des *T-Notes* à 10 ans a sensiblement augmenté jusqu'à fin mars pour atteindre 1,75 % (alors qu'il dépassait 3 % à l'automne 2018). Mais ce mouvement s'est temporisé au 2^{ème} trimestre, les investisseurs semblant se convaincre du caractère transitoire de la poussée inflationniste. Le taux à 10 ans américain est ainsi revenu autour de 1,5 % fin juin. La Fed (la banque centrale américaine) n'a pas donné de signe de réduction immédiate et brutale du soutien monétaire. La normalisation monétaire devrait être graduelle. Il devrait en être de même du côté de la BCE qui a d'ailleurs un peu augmenté ses achats d'actifs au printemps dans le cadre de son programme d'urgence face à la pandémie afin de calmer les pressions haussières qui commençaient à s'exercer sur les taux européens. Le rendement de l'OAT 10 ans, qui avait terminé l'année 2020 en territoire négatif, s'inscrivait autour de 0,15 % fin juin.

Dans ce contexte, les taux interbancaires de la zone euro sont restés étales. L'Eonia, ancré sur le taux de la facilité de dépôt, a été en moyenne de -0,48 % en juin alors que l'Euribor 3 mois (le taux auquel les grandes banques se prêtent pour une durée de trois mois) a été en moyenne de -0,54 % sur la même période.

Oscillation du dollar avec en ligne de mire la politique de la Fed

Avec la remontée des taux américains, le dollar s'est raffermi contre l'euro au premier trimestre, passant de 1,22 \$/€ fin 2020 à 1,17 \$/€ fin mars. Puis, avec la détente des taux américains, le mouvement s'est inversé. Début juin, le taux de change entre les deux monnaies retrouvait le niveau de fin décembre. Courant juin, l'euro s'est un peu effrité contre le billet vert, avec en perspective une normalisation sans doute un peu plus précoce de la politique monétaire outre-Atlantique. La parité euro/dollar avoisinait 1,19 \$/€ fin juin.

La monnaie américaine a suivi un mouvement similaire contre le yen. Ce dernier termine finalement le mois de juin à 110,6 yens/\$ après être passé sous la barre des 103 yens/\$ début janvier.

Le billet vert avait aussi retrouvé une tendance haussière contre le yuan au cours des trois premiers mois de l'année. De son côté, le dollar de Hong-Kong, qui doit évoluer dans une bande étroite comprise entre 7,75 et 7,85 HKD/\$ compte tenu du régime de change semi-fixe avec la monnaie

américaine, s'est très légèrement déprécié début 2021, avant de refaire en sens inverse le chemin parcouru au printemps. Fin juin, la parité entre les deux monnaies s'établissait à 7,76 HKD/\$.

Face à la remontée des taux américains, les devises émergentes ont plutôt bien résisté. Cela s'est toutefois fait au prix d'une remontée des taux directeurs de certaines banques centrales (modérée en Russie et au Brésil). Le rouble russe a bien enregistré une dépréciation contre le billet vert au 1^{er} trimestre suite à la détente des taux américains mais il s'est raffermi ensuite à la fois sous l'effet de la détente des taux américains et des trois hausses successives du taux directeur de la banque centrale (de 4,25 % à 5,50 %) entre mars et juin. Fin juin, le dollar s'échangeait contre 73,3 roubles russes (74,3 roubles/\$ fin décembre), après un pic à 77,5 début avril. Le réal brésilien s'est bien un peu déprécié contre le billet vert en début d'année mais il s'est ensuite renforcé pour terminer le mois de juin à 4,97 réaux par dollar soit quasiment au niveau de fin décembre. Outre les actions de la banque centrale, la hausse des prix des matières premières a été un autre facteur de soutien.

En Europe, le zloty a connu en mars une phase de dépréciation contre l'euro du fait d'une accélération de l'inflation polonaise. Bien que la banque centrale ait laissé son taux directeur inchangé, le zloty s'est un peu renforcé, terminant le mois de juin à 4,52 zlotys/€ (4,55 fin décembre). La banque centrale polonaise est apparue suffisamment convaincante concernant le caractère transitoire de cette accélération de l'inflation. De son côté, la livre sterling s'est un peu raffermie contre l'euro dans le courant du 1^{er} semestre pour atteindre 0,86 £/€ fin juin contre 0,90 £/€ en moyenne en décembre 2020, avec l'idée que la clarification des relations avec l'Union européenne dans le cadre de l'accord sur le *Brexit* et la montée en puissance rapide de la campagne de vaccination allaient se traduire par un vif rebond de la croissance économique. L'augmentation rapide du nombre de cas de Covid 19 en juin avec le développement du variant delta a toutefois tempéré ce mouvement.

1.2 Environnement réglementaire

1.2.1 Evolution de l'environnement bancaire

Instruction de l'ACPR relative au reporting de la production des crédits immobiliers

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) a publié le 29 janvier 2021 l'instruction n°2021-I-02 relative à la surveillance des risques sur les crédits immobiliers en France. Celle-ci abroge les précédentes instructions n° 2011-I-14 et n° 2020-I-02 et présente les nouvelles modalités de reporting des productions de crédits immobiliers.

Cette instruction fait suite à la publication, le 27 janvier 2021, de la recommandation n°R-HCSF-2021-1, du Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF), relative à l'octroi de crédits immobiliers résidentiels en France modifiant la recommandation n°R-HCSF-2019-1 publiée en 2019. Les principales modifications sont les suivantes :

- le taux d'effort acceptable des emprunteurs est désormais de 35 % (contre 33 % dans sa précédente recommandation) ;
- la maturité du crédit ne doit pas excéder 25 ans auxquels peuvent désormais s'ajouter 2 ans de différé d'amortissement lorsque la date de prise de possession du bien diffère de celle de l'octroi du crédit ;
- la flexibilité admise sera à présent de maximum 20 % (contre 15 % en 2019) du montant de la production trimestrielle de nouveaux crédits et devra profiter pour 80 % aux acquéreurs de leur résidence principale et pour 30 % aux primo-accédants.

Le suivi de la recommandation du HCSF se fera au travers du reporting CREDITHAB défini dans l'instruction n°2021-I-02 de l'ACPR. Ce modèle présente les productions mensuelles de crédits

immobiliers des établissements de crédit et des sociétés de financement selon l'objet de l'opération de crédit et de la localisation du bien.

L'instruction est entrée en vigueur le 1er mars 2021 pour les établissements dont les encours de crédits immobiliers excèdent 4 milliards d'euros. Les autres établissements devront, quant à eux, mettre en œuvre cette instruction à compter du 1er janvier 2022.

Arrêté du 6 janvier 2021 relatif au dispositif de contrôle interne en matière de LCB-FT

L'arrêté du 6 janvier 2021 ²relatif au dispositif de contrôle interne en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) et de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques, a été publié au Journal Officiel le 16 janvier 2021.

Il vient préciser les exigences applicables à certains organismes assujettis aux obligations de LCB-FT et de gel des avoirs tels que ceux appartenant notamment au secteur bancaire et au secteur des services de paiement et de monnaie électronique, ainsi qu'au secteur des assurances, de certains prestataires de services d'investissement et les prestataires de services sur actifs numériques.

Ce texte détaille les différentes exigences applicables en matière de LCB-FT et de gel des avoirs, telles que reprise dans le Code monétaire et financier et dans l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des établissements financiers (banques, services de paiement, services d'investissement) régulés par l'ACPR.

Le texte a pour objectif de compléter les dispositions de l'ordonnance 2020-115 de transposition de la 5e directive LCB-FT et devrait s'assurer de la conformité de la France aux recommandations du GAFI de 2012, mis à jour le 23 octobre 2020.

Il abroge :

- Le chapitre III de l'arrêté du 3 novembre 2014 « Dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme » ;
- L'ensemble des articles relatifs à la LCB-FT dans le Code des assurances, le Code de la mutualité et le Code de la sécurité Sociale ;
- Les différents règlements du Comité de la réglementation bancaire et financière relatifs aux obligations de vigilance en matière de chèques aux fins de LCB-FT.

Les principaux apports sont :

L'organisation du dispositif LCB-FT : l'arrêté vient apporter des exigences supplémentaires quant aux éléments devant être contenus dans les procédures de LCB-FT.

Le gel des avoirs : l'arrêté rappelle les exigences minimales en matière de dispositif de gel des avoirs que les procédures internes des organismes doivent inclure.

Le contrôle interne : l'arrêté stipule que les organismes d'assurances dépendant du régime dit « Solvabilité II » doivent intégrer dans leurs dispositifs de contrôle interne les nouvelles exigences en matière de contrôle interne.

² L'arrêté du 6 janvier 2021 a été modifié en ces articles 15 et 17 par l'arrêté du 25 février 2021 qui vise à assurer la cohérence des termes utilisés dans l'Arrêté du 3 novembre 2014 et l'arrêté du 6 janvier 2021. L'arrêté du 25 février 2021 entre en vigueur le 28 juin 2021

Les dispositions applicables aux Groupes : l'arrêté cite également des exigences applicables à certains groupes, et plus particulièrement aux entreprises mères.

Le rôle des dirigeants : l'arrêté précise aussi le rôle des dirigeants effectifs et de l'organe de surveillance des organismes assujettis.

L'arrêté est entré en vigueur le 1^{er} mars 2021. Les organismes assujettis disposent d'un délai d'un an à compter de sa publication pour mettre en conformité leurs contrats d'externalisation et conclus avant le 1^{er} mars 2021.

Restrictions aux distributions pour les établissements de crédit et les sociétés de financement

L'arrêté du 25 février 2021 relatif aux restrictions de distributions applicables aux établissements de crédit et aux sociétés de financement et modifiant l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif aux coussins de fonds propres a été publié au Journal Officiel le 6 mars 2021 et est entré en vigueur au lendemain de sa publication.

Cet arrêté introduit deux méthodologies distinctes de calcul permettant de déterminer le montant maximal de dividendes distribuables en fonction des fonds propres de catégorie 1 de l'établissement concerné. Ces méthodologies de calcul s'appuient sur l'exigence globale de coussin de fonds propres et l'exigence de coussin de ratio de levier.

Le texte précise également qu'un calcul spécifique doit être mis en place dans le cas où certaines exigences de fonds propres ne seraient pas respectées et que le collège de résolution de la Banque de France devrait limiter la distribution de dividendes.

Contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement

L'arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au dispositif et contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissements soumises au contrôle de l'ACPR a été publié au Journal Officiel le 6 mars 2021.

L'enjeu de cette révision est la transposition de certaines dispositions de la directive CRD 5 et la mise à jour du texte de plusieurs orientations de l'EBA relatives à la gestion du risque informatique (EBA/GL/2019/04) et au dispositif de contrôle des activités externalisées (EBA/GL/2019/02).

Les modifications sur l'arrêté sur le contrôle interne portent principalement sur :

- L'organisation du contrôle interne
- Les exigences en matière d'agrégation des données
- Les nouvelles exigences de diffusion d'informations
- Le renforcement des exigences en matière de gestion du risque informatique.

L'arrêté entre en vigueur le 18 juin 2021.

L'article 241-2, portant sur les résultats de l'évaluation des administrateurs, entre en vigueur le lendemain de la publication du présent arrêté au Journal officiel de la République française.

Actualisation du traitement du ratio de levier par la BCE

La BCE a mis à jour, le 7 mai 2021, son orientation concernant la mise en œuvre du cadre de politique monétaire de l'Eurosystème (orientation sur la documentation générale) afin de prendre en compte la modification introduite par le règlement CRR2³ sur le ratio de levier.

En effet, le ratio de levier devient à partir du 28 juin 2021 une exigence de fonds propres contraignante au titre du pilier 1 conformément aux articles 1(46) et 3(2) de CRR2.

Le traitement du ratio de levier dans le cadre de la BCE relatif aux contreparties aux opérations de politique monétaire de l'Eurosystème sera aligné sur celui appliqué actuellement aux exigences de fonds propres au titre du pilier 1, composées du ratio de fonds propres de base de catégorie 1, du ratio de fonds propres de catégorie 1 et du ratio total de fonds propres.

Le changement s'applique à compter du 28 juin 2021.

Prolongement des mesures d'allègement du ratio de levier des banques jusqu'en mars 2022

La BCE a annoncé le 18 juin 2021 que les banques de la zone euro sous sa supervision directe pourront continuer de bénéficier de l'exclusion de certaines expositions sur banque centrale du ratio de levier. Cet allègement du ratio de levier, mis en place à partir de septembre 2020, pourra se poursuivre jusqu'en mars 2022 (la date limite initiale avait été fixée au 27 juin 2021).

Cette décision intervient après que le conseil des gouverneurs de la BCE ait évoqué une réponse aux circonstances macroéconomiques exceptionnelles provoquées par la pandémie de Covid-19.

Les banques qui décideront d'exclure les expositions de banques centrales devront recalibrer l'exigence de ratio de levier de 3 % de façon à ce que seules les expositions sur banques centrales accumulées depuis le début de la pandémie bénéficient effectivement de cet allègement du ratio de levier. En d'autres termes, seule l'augmentation des expositions sur banques centrales depuis fin 2019 donnera lieu à un allègement du ratio de levier.

1.2.2 Evolution de l'environnement assurantiel

Entrée en vigueur du règlement « Disclosure » le 10 mars 2021

Le 10 mars 2021, le règlement Disclosure, ou SFDR⁴ (Sustainable Finance Disclosure Regulation) est entré en vigueur.

Le SFDR impose aux acteurs des marchés financiers une série d'obligations d'identification de risques de « durabilité » et de publication d'information en matière de « durabilité ». Il s'appliquera à ces

³ Règlement (UE) n°2019/876 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n°575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication

⁴ Règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers, aussi appelé règlement « Disclosure » ou SFDR. Il s'agit d'un règlement européen qui a pour ambition d'encadrer à plusieurs niveaux l'intégration des enjeux ESG (Environnementaux Sociaux et de Gouvernance) par les acteurs des marchés financiers.

acteurs et aux produits présentés comme « durables » mais aussi, dans une moindre mesure, aux produits financiers classiques.

La réglementation SFDR se résume essentiellement à deux types d'informations :

- au niveau de l'entité juridique, par exemple la mise à jour de l'information précontractuelle ;
- au niveau du produit financier : comment sont intégrés les critères ESG⁵ dans les décisions investissements, et l'impact sur les rendements des risques de leur prise en compte.

L'ensemble des produits financiers est concerné par les articles 6 et 7 du règlement, qui encadrent les informations ESG à communiquer. Pour les organismes assureurs cela concerne les Unités de Compte.

L'autre point important du règlement est la définition des PAI (Principal Adverse sustainability Impacts), les principales incidences négatives en matière d'impact. Les RTS (Regulatory Technical Standards) sont venus préciser les 18 indicateurs de risque de durabilité et leurs métriques associées.

D'un point de vue opérationnel, le 10 mars 2021 est entrée en vigueur une première série d'obligations visant essentiellement la mise à disposition de politiques ESG sur les sites internet des entités et la mise à jour de la documentation pour les trois types d'actifs financiers.

Cette étape de mars est clé mais elle sera suivie d'autres échéances, renforçant progressivement le niveau de détail communiqué pour chaque produit, en janvier 2022 et en janvier 2023.

1.2.3 Evolution des tarifs du courrier et du colis

Des évolutions tarifaires métropole, outre-mer et internationales du courrier et du colis ont eu lieu le 1^{er} janvier 2021 suite à l'avis n°2020-0767 rendu par l'Arcep le 23 juillet 2020. L'ensemble de ces évolutions respecte l'encadrement tarifaire de la période 2019-2022, fixé par la décision n°2017-1252 du 26 octobre 2017, qui limite à 5 % chaque année l'évolution moyenne des tarifs du service universel.

Au 1^{er} janvier 2021, La Poste a augmenté les tarifs courrier de 4,7 %⁶ en moyenne sur l'ensemble des courriers relevant du service universel et hors service universel. Le tarif de la première tranche de poids de la Lettre prioritaire est passé de 1,16 euro à 1,28 euro tandis que celui de la première tranche de poids de la Lettre verte est passé de 0,97 euro à 1,08 euro. Pour tenir compte des usages de ses clients, La Poste a décidé de renforcer l'avantage tarifaire proposé par la Lettre verte qui représente 65 % des envois ordinaires des particuliers en 2020. Cet avantage a été porté à 20 centimes en 2021 par rapport à la Lettre prioritaire, contre 19 centimes en 2020.

Sur le périmètre du service universel, les tarifs de la gamme de courrier de gestion ont augmenté de 3,9 %, et ceux du courrier publicitaire de 1,4 % afin de soutenir la compétitivité du média courrier.

Les tarifs des colis pour les envois domestiques des particuliers ont augmenté de 1,6 % en moyenne mais la première tranche de poids 0-250 g du Colissimo France Grand Public reste stable à 4,95 euros depuis 2018 pour conforter l'accessibilité de l'envoi de petits objets. Au 1^{er} janvier 2021 les envois de moins de 2 kg représentaient plus des trois quarts des volumes de colis envoyés par le grand public.

Toujours dans le respect de l'encadrement tarifaire 2019-2022 précité, des évolutions tarifaires du colis Outre-mer ont eu lieu le 1^{er} avril 2021 suite à l'avis favorable de l'Arcep n°2021-0292 en date du 4 mars 2021. La crise sanitaire de la Covid-19 ayant provoqué une hausse des coûts du fret aérien dû à la raréfaction de l'offre de transport aérien à destination de l'Outre-mer, La Poste a augmenté de 20 %

⁵ Environnementaux Sociaux et de Gouvernance

⁶ 4,8 % en moyenne sur la base du chiffre d'affaires courrier donnant lieu à trafic.

les tarifs des Colissimo Outre-mer au départ de la Métropole, d'Andorre et de Monaco vers les départements d'Outre-mer et les collectivités d'Outre-mer gérées par La Poste (Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy).

1.2.4 Evolution non tarifaire du courrier et du colis

Depuis le 1^{er} janvier 2021, La Poste propose une nouvelle offre en nombre destinée aux entreprises dans le catalogue du service universel postal. Cette offre dénommée Courrier Industriel Premium est une offre de courrier industriel de gestion qui simplifie la production du courrier chez les clients, notamment en allégeant les modalités de dépôt, et renforce leur communication multicanal en rendant chaque courrier unique, pilotable et interactif grâce à un dispositif de marquage innovant de Smart Data.

Suite à l'avis favorable n°2020-0789 de l'Arcep du 28 juillet 2020, la Lettre en ligne a évolué avec un parcours internet plus simple et plus moderne, et un enrichissement de l'offre (augmentation du nombre de pages maximum, option de suivi...). Sa structure tarifaire a été rénovée pour rendre l'offre plus lisible et plus attractive pour les clients.

Le 1^{er} avril 2021, et suite à l'avis favorable n°2021-0292 précité, La Poste a introduit dans le catalogue du service universel une offre Colissimo économique Outre-mer. Cette dernière ajoute, pour les particuliers souhaitant acheminer des colis vers les départements d'Outre-mer, une offre particulièrement abordable car acheminée par voie principalement maritime.

1.2.5 Evolution tarifaire de la presse

Pour l'année 2021, le gouvernement français a décidé d'une augmentation tarifaire de 1 %, avant prise en compte de l'inflation de référence, des prestations de transport et de distribution de la presse assurées dans le cadre de la mission de service public de La Poste, pour toutes les familles de presse.

La Poste a soumis un projet tarifaire conforme à cette décision, qui a été homologué par une décision du ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance du 22 décembre 2020, prise après l'avis n°2020-1492 de l'Arcep.

Ainsi, au 1^{er} janvier 2021, les tarifs ont augmenté en moyenne de 0,92 %, après prise en compte de l'inflation de référence (-0,08 %), pour chacune des familles de presse : la généralité des publications titulaires d'un certificat d'inscription à la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (CPPAP), les publications d'information politique et générale (PIPG), et les quotidiens à faibles ressources publicitaires (QFRP).

1.2.6 Cadre économique des quatre missions de service public

Actuellement, trois des quatre missions de service public donnent lieu à une compensation publique. Toutefois, ces compensations sont inférieures, parfois de façon significative, aux coûts nets ou au déficit de ces missions et donc à la charge qu'elles représentent pour La Poste. En 2019, l'ensemble des missions de service public confiées à La Poste ont représenté une charge non compensée proche de 850 millions d'euros.

La poursuite de la baisse des volumes en 2019 a accentué le déficit du compte du Service universel apparu en 2018. Cette tendance structurelle a été aggravée par les effets de la crise sanitaire. Le compte du service universel s'est donc établi en 2020 à - 1114 millions d'euros en coûts complets, contre -526 millions d'euros en 2019, -365 millions d'euros en 2018 et +146 millions d'euros en 2017. Le

poinds économique que représente désormais le service universel pour La Poste implique de trouver un dispositif de juste compensation.

Dans ce contexte, la commission des affaires économiques du Sénat a adopté le 31 mars 2021 un rapport sur « l'avenir des missions de service public de La Poste », qui formule 28 propositions pour garantir un juste financement des quatre missions de service public confiées à La Poste, améliorer la qualité des services rendus aux usagers et envisager de nouveaux services répondant à un fort besoin social.

Parallèlement, La Poste, en tant qu'opérateur du service universel postal, et l'Etat ont engagé des réflexions de manière à déterminer les conditions de l'adaptation et de la pérennité de cette mission de service public. Dans ce contexte, M. Jean Launay a remis le 27 mai 2021 le rapport sur les mutations du service universel postal et l'avenir des missions de service public de La Poste pour lequel le ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance l'avait missionné.

1.2.7 Epidémie de Covid-19, état d'urgence sanitaire et conditions d'exercice des missions de service public

Dans le contexte soudain, imprévisible et exceptionnel créé par la pandémie de Covid-19 et compte tenu de l'état de crise sanitaire qui a été instauré une première fois le 24 mars 2020, La Poste a dû adapter les modalités d'exercice des missions de service public pour assurer, en toutes circonstances, la sécurité des clients et des postiers.

Ces aménagements se sont traduits temporairement par la réduction du nombre de jours de distribution, par la fermeture de certains points de contact postaux et par l'adaptation des conditions de distribution de certains envois postaux. La Poste a également été conduite à prioriser certaines activités, notamment à destination des personnes les plus fragiles et les plus éloignées.

A la suite des mesures présentées par le Président de la République le 31 mars 2021 pour limiter l'aggravation de la crise sanitaire, La Poste a pris toutes les mesures permettant de maintenir la distribution du courrier, des colis et de la presse, ainsi que l'accueil des clients dans ses bureaux de poste, dans le strict respect des mesures barrières sur l'ensemble du territoire. Dès que les conditions en ont été réunies, les services ont été rétablis pour rejoindre un fonctionnement aussi normal que possible. Toutefois, le strict respect des mesures de précaution sanitaire limite toujours la capacité de La Poste à délivrer la qualité de service de la distribution par rapport à la situation antérieure au déclenchement de la pandémie.

En application de l'article R1-1-12 du Code des postes et des communications électroniques, La Poste a informé régulièrement le ministre chargé des postes et l'Arcep des mesures prises et des délais nécessaires pour rétablir le service. Cette information a été assurée les 2 avril, 2 juin, 15 juillet, 23 octobre, 24 novembre 2020 et 13 avril 2021.

1.2.8 Brexit

Le 24 décembre 2020, un accord de commerce et de coopération a été conclu entre l'Union Européenne et le Royaume Uni et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Il permet de régler les relations commerciales dans un contexte qui signe la fin de la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne. Les expéditions doivent faire l'objet d'une documentation détaillée, d'une déclaration en douanes, de possibles contrôles et potentiellement de la collecte de la taxe sur la valeur ajoutée. La frontière irlandaise est bien confirmée comme étant en mer d'Irlande.

GeoPost a opté pour une organisation en clusters qui se fonde sur un dédouanement dans le pays d'importation / exportation. Les premières semaines de janvier ont été difficiles avec de nombreux enjeux techniques à surmonter.

1.3 Développements, partenariats et acquisitions

1.3.1 Services-Courrier-Colis

1.3.1.1 Acquisition de TimeOne

En mai 2021, Isoskèle filiale du Groupe La Poste est devenue actionnaire à 100 % de la société TimeOne, permettant au groupe La Poste de renforcer son offre destinée aux marques, entreprises et organisations non gouvernementales (ONG) avec un accompagnement stratégique et opérationnel sur l'ensemble des étapes du parcours client : de leur recrutement à la création de liens durables entre les marques et leurs clients.

TimeOne a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 28 millions d'euros en 2020.

1.3.1.2 Rachat des minoritaires des sociétés eShopWorld, EDE et Axeo

En mars 2021, Asendia filiale du Groupe La Poste est devenue actionnaire à 100 % de la société eShopWorld (ESW). Basée à Dublin, ESW est le leader du e-commerce transfrontalier de bout-en-bout, permettant aux marques d'optimiser l'expérience e-shopping international proposée à leurs clients en s'appuyant notamment sur la puissance des nouvelles technologies et une chaîne logistique performante. L'acquisition à 100 % d'ESW est une nouvelle étape dans la stratégie d'Asendia visant à simplifier et fiabiliser le e-commerce transfrontalier, permettant ainsi d'offrir aux marques internationales une présence locale.

ESW a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 900 millions d'euros en 2020.

En avril puis en juin 2021, Le Groupe La Poste est monté au capital d'EDE Next, suite au rachat d'intérêts minoritaires (22 %) portant ainsi la participation du Groupe à 97,65 %.

Le Groupe La Poste est devenu actionnaire à 100 % de la société Axeo, suite au rachat des minoritaires (24 %) intervenu en juin 2021.

1.3.1.3 Mise en production de la plateforme Colissimo Île-de-France Sud

La Poste a inauguré en avril 2021 à Montereau-sur-le-Jard (Seine-et-Marne), sa 5ème plateforme « nouvelle génération » de tri colis.

C'est désormais la plus grande plateforme postale de traitement de colis en France en termes de surface mais aussi de capacité de traitement (37 000 colis par heure), en moyenne 3 fois plus importante que les plateformes de précédente génération.

Cette nouvelle plateforme, particulièrement innovante en matière de prévention des accidents du travail, reprend une partie de l'activité de la plateforme Colissimo de Moissy située dans le même département. Cette dernière sera transformée en plateforme mixte incluant une activité de livraison des colis.

La plateforme Colissimo Ile-de-France Sud, joue un rôle essentiel dans l'optimisation de la gestion des flux, avec une fonction de « Hub » qui regroupe les flux de plusieurs plateformes de tri de colis avec son propre flux à destination d'une même plateforme. Cette organisation permet d'optimiser le transport des colis en réduisant le nombre de kilomètres parcourus et donc les émissions de CO₂ associées.

1.3.1.4 *La Poste se mobilise pour la distribution des plis électoraux*

La Poste a réussi un défi logistique pour le second tour des élections régionales et départementales en livrant 100 % des plis électoraux distribuables ⁷ remis par les prestataires (imprimeries, routeurs...) dans les délais. Suite à la demande de la société Adrexo, et après accord du ministère de l'Intérieur, La Poste a pu reprendre en urgence la distribution de 3,7 millions plis supplémentaires qui relevaient des zones initialement attribuées à Adrexo. Cette performance a été rendue possible grâce à la mise en place d'un dispositif exceptionnel qui a mobilisé environ 50 000 postiers et a permis à La Poste de distribuer une grande majorité des plis, non pas en 48 heures comme cela était prévu mais parfois en moins de 24 heures.

Le Groupe La Poste à travers l'engagement et le sens de la coopération des postières et des postiers, a contribué à rendre possible cette opération importante dans la vie démocratique de la France.

1.3.2 **GeoPost/DPDgroup**

1.3.2.1 *Prise de participation majoritaire de Speedy AD*

DPDgroup a pris le 19 mars 2021 une participation majoritaire au capital de Speedy AD avec désormais 69,81 % du capital, renforçant ainsi sa présence en Bulgarie et en Roumanie. Speedy est un acteur de référence sur le marché bulgare du colis/express qui a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 135 millions d'euros en 2020.

1.3.2.2 *Acquisition de BK Pharma Logistics et BK Sneltransport*

Le 30 avril 2021, DPD Pays Bas est devenu actionnaire à 100 % de BK Pharma Logistics et BK Sneltransport, deux experts du transport en température contrôlée de produits alimentaires et pharmaceutiques. Cette acquisition stratégique permet à DPD Pays Bas de pénétrer un marché qui requiert une expertise approfondie et un environnement spécifique, et d'étendre sa gamme de services. Les deux sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires d'environ 7,5 millions d'euros en 2020.

1.3.2.3 *Cession de Tigers*

En avril 2021, DPDgroup a cédé le Groupe Tigers Ltd (278 millions d'euros de CA en 2020), opérateur logistique de distribution mondiale.

1.3.2.4 *Partenariat stratégique entre Lenton Group et Hainan Airways*

En mars 2021, Lenton Group a initié un accord d'un an avec Hainan Airlines sur le transport aérien de colis entre la Chine et la France. Face à l'essor des achats en ligne et à l'augmentation constante des volumes, les deux entreprises unissent leurs forces pour affréter des vols réguliers à raison de deux aller-retour hebdomadaires. Ce partenariat illustre la stratégie 2025 de DPDgroup d'être un accélérateur de la croissance du e-commerce international, en développant un réseau mondial interconnecté, des livraisons responsables et des solutions digitales.

1.3.2.5 *Pickup et Carrefour : Lancement d'un nouveau modèle de drive piéton*

Pickup et Carrefour ont signé en juin 2021 un partenariat en vue de lancer un nouveau concept de drive piéton baptisé Pickup drive. Le nouveau service permettra aux clients de retirer leurs courses alimentaires et leurs colis au même endroit dans son quartier. Le premier point a été ouvert dans le 19e arrondissement de Paris.

1.3.2.6 *Pickup : lancement des boîtes à colis connectées pour le domicile*

En avril 2021, Pickup a élargi son offre en mettant sur le marché une nouvelle solution de livraison consistant à installer des boîtes à colis connectées pour les maisons individuelles et les immeubles collectifs afin de simplifier la réception des colis. Complémentaires aux boîtes aux lettres, elles

⁷ La Poste doit faire face à un taux de plis "non distribuables" (déménagement non enregistré par le fichier électoral de la commune, adresse incomplète etc)

permettent aux particuliers de faciliter la réception de leur colis 24h/24 et 7 jours/7 quel que soit l'opérateur de livraison.

1.3.2.7 Stuart : Lancement d'une expérimentation d'entrepôt mobile avec la Ville de Paris pour limiter l'impact environnemental de la logistique en milieu urbain

En avril 2021 Stuart a lancé, avec la Ville de Paris et la Mairie du 15^{ème} arrondissement, un projet expérimental d'entrepôt mobile sur un emplacement de stationnement dédié afin de limiter les émissions carbone, les nuisances sonores et la congestion du trafic liées à la livraison urbaine. Un véhicule de grande contenance (de 12 à 20 m³) stationné sur un emplacement publique vient répartir les colis dans des vélos équipés de remorques à assistance électrique (K-Ryole) pour réaliser des tournées de livraison efficaces et écoresponsables dans les zones les plus proches. Ce nouveau modèle logistique permet de rapprocher le plus possible la marchandise du consommateur et favorise la livraison du dernier kilomètre à mobilité active. A terme, cette expérimentation pourrait renforcer une offre de livraison le jour même ou sur rendez-vous, essentielle aux commerçants et e-commerçants.

1.3.3 La Banque Postale

Dans un environnement économique complexe, marqué par la pandémie et des taux toujours bas, La Banque Postale continue de se transformer et de se développer tout en réaffirmant une ambition citoyenne au service d'une transition juste répondant aux enjeux environnementaux, sociétaux, territoriaux et numériques.

1.3.3.1 Poursuite de la stratégie de développement de partenariats à l'international

CNP Assurances a annoncé le 4 mars 2021 la signature d'un accord avec le groupe Aviva pour l'acquisition d'activités d'assurance vie en Italie. CNP Assurances poursuit sa stratégie de développement à l'international et consolide sa présence sur le marché de l'assurance vie en doublant ainsi sa part de marché en Italie. Cette opération permettra également de renforcer le partenariat entre CNP Assurances et UniCredit S.p.A au travers de Aviva S.p.A, complétant leur partenariat existant au travers de la société CNP UniCredit Vita S.p.A, faisant de CNP Assurances le 5^{ème} assureur sur le marché italien de l'assurance vie, avec une part de marché estimée à 6% en termes de chiffre d'affaires. La réalisation de la transaction reste soumise à différentes conditions suspensives, dont notamment l'obtention des autorisations des autorités réglementaires compétentes en matière prudentielle et de concurrence.

CNP Assurances a annoncé le 31 mars la finalisation de son nouvel accord de distribution exclusif d'une durée de vingt ans dans le réseau de Caixa Econômica Federal (CEF), portant sur le produit consórcio. CNP Assurances a annoncé que les opérations de closing prévues par le protocole d'accord signé le 13 août 2020 avec Caixa Econômica Federal et Caixa Seguridade ont été finalisées, notamment avec le paiement d'un montant de 250 MR\$ (équivalent à 39,3 M€) au bénéfice de Caixa Econômica Federal. Une nouvelle société commune a été créée. Elle sera intégrée par mise en équivalence dans le périmètre du groupe CNP Assurances. Les droits de vote seront répartis à hauteur de 50,01 % pour CNP Assurances et de 49,99 % pour Caixa Seguridade, et les droits économiques à hauteur de 25 % pour CNP Assurances et de 75 % pour Caixa Seguridade. L'opération est toujours en cours d'examen par la Banque centrale brésilienne (BACEN), et les activités de la nouvelle société commune ne commenceront donc qu'une fois qu'elle aura émis son autorisation.

1.3.3.2 La Banque Postale, une banque citoyenne et inclusive

La Banque Postale et ses filiales La Banque Postale Asset Management et CNP Assurances se mobilisent aux côtés des pouvoirs publics pour accompagner la reprise économique du pays dans les secteurs stratégiques affectés par la crise sanitaire en participant à plusieurs initiatives de place. Ces actions visent à soutenir les entreprises, TPE, PME ou ETI, de l'industrie ou du service, dans les

domaines de la santé (recherche, infrastructures, logistique et services), de la transition numérique et des nouvelles technologies.

Le Groupe La Banque Postale soutient l'économie avec les Prêts Participatifs Relance. Ces prêts participatifs sont adaptés aux besoins des entreprises souhaitant investir et développer leur activité. Ils ont une maturité de 8 ans, plus longue que les prêts classiques auxquels les entreprises ont d'ordinaire accès. Ils offriront un différé d'amortissement long de 4 ans minimum. Ils seront très « subordonnés », au sens où seules les participations en capital le seront davantage : il s'agit donc de quasi-fonds propres. Ce nouvel outil permettra aux PME et ETI de renforcer leur structure financière et de financer leur développement.

La Banque Postale démocratise l'accès à la propriété et devient ainsi le premier établissement bancaire à promouvoir le modèle du bail réel et solidaire (BRS) au niveau national, alternative à la propriété du sol. Cette opération de financements en BRS concerne 78 logements sociaux à Cannes La Bocca et à La Croix Valmer avec le Groupe Gambetta, pionnier du logement coopératif, acquéreur du terrain et promoteur, et Crédit Logement, qui sera caution du crédit immobilier réalisé auprès des particuliers.

CNP Assurances et EDF Invest ont signé en janvier 2021 un accord avec Orange pour la fibre en zone rurale visant à l'acquisition de 50 % du capital d'Orange Concessions. Cette société a été constituée par Orange pour regrouper ses investissements de fibre optique situés dans des Réseaux d'Initiative Publique en France, dont le périmètre englobe à ce jour plus de 4,5 millions de foyers répartis sur 23 réseaux régis par des contrats long terme avec des collectivités locales.

1.3.3.3. *La Banque Postale, LA banque de la finance durable*

Engagée en faveur d'une finance durable, La Banque Postale soutient les projets de transition écologique des particuliers, des entreprises et des collectivités. Dans ce cadre, La Banque Postale a initié une démarche de refinancement par émissions d'obligations vertes et s'est fixé un objectif de zéro émission nette à horizon 2040 sur l'ensemble de ses activités bancaires. La Banque Postale finance exclusivement des projets d'énergie renouvelable et exclut de financer tout projet d'énergie fossile. Dans ce cadre, La Banque Postale a pris l'engagement de doubler d'ici 2023 ses encours dans le financement de projet énergie renouvelable en les portant à 3 milliards d'euros.

La Banque Postale est ainsi classée en tête des établissements financiers internationaux évalués par l'agence ISS-ESG, avec la note B- et le statut « Prime ». Ce classement reflète la qualité des actions RSE mises en œuvre. V.E a confirmé ces bons résultats en octroyant en juin 2021 à La Banque Postale la note de 75/100 (+ 4 pts), ce qui la positionne à la première place mondiale du secteur bancaire et à la deuxième place mondiale, tous secteurs confondus. La Banque Postale est classée quatrième banque mondiale (sur 344 banques analysées) par Sustainalytics avec une note de 13,6.

De son côté, CNP Assurances se classe en 2021 parmi les 100 entreprises les plus durables du monde selon Corporate Knights. Dans ce 17ème classement annuel établi par Corporate Knights, CNP Assurances se classe 5ème sur 236 assureurs en matière de durabilité. Ses performances extra-financières, son impact sociétal positif ainsi que la maîtrise de son empreinte environnementale témoignent de cet engagement de longue date qui se traduit par une politique RSE.

La Banque Postale s'engage avec les Nations Unies au sein de l'alliance bancaire Zéro Emission Nette. La signature le 21 avril 2021 de la NZBA (Net Zero Banking Alliance) par La Banque Postale conforte l'engagement qu'elle a pris, en septembre 2020, d'atteindre zéro émission nette dès 2040, soit 10 ans avant la date limite fixée par l'accord de Paris.

De son côté, sa filiale CNP Assurances a rejoint, dès 2019, la Net-Zero Asset Owner Alliance et s'est engagée sur la neutralité carbone de son portefeuille d'investissements d'ici 2050. Ayant déjà dépassé deux de ses trois principaux objectifs dans la lutte contre le réchauffement climatique, CNP Assurances annonce le 1^{er} février 2021 se fixer de nouveaux objectifs ambitieux à horizon 2025 en s'engageant à réduire entre 2019 et 2024 de 25 % supplémentaires l'empreinte carbone de son portefeuille actions et obligations d'entreprises, de 10 % supplémentaires l'empreinte carbone de son portefeuille immobilier, de 17 % supplémentaires l'intensité carbone des producteurs d'électricité dont CNP Assurances est actionnaire ou créancier obligataire, et de dialoguer avec 8 entreprises (6 en direct et 2 via l'initiative collaborative Climate Action 100+) et 2 asset managers pour les inciter à adopter d'ici fin 2024 une stratégie alignée sur un scénario à 1,5°C.

BPE, la banque privée de La Banque Postale, lance son offre BPE Green France 2031, une obligation verte (Green Bond) émise par sa maison mère La Banque Postale et dédiée à sa clientèle privée. Les fonds levés, dans le cadre de l'émission, seront alloués au financement de projets à caractère environnemental. BPE Green France 2031 répond à un objectif de diversification patrimoniale en affectant cette épargne au financement de projets contribuant à la baisse des émissions de CO₂, notamment ceux de mobilité durable.

Fort de ses relations étroites avec le secteur public local et de son ancrage territorial, La Banque Postale a conclu en février 2021 une convention de partenariat avec la société d'économie mixte SEM Oktave, soutenue par la Région Grand Est, l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (Agence de la Transition Ecologique) et la Banque des Territoires, pour faciliter le financement des travaux de rénovation énergétique des logements dans le Grand Est.

CNP Assurances et son partenaire Tikehau Capital, groupe de gestion d'actifs alternatifs, ont lancé le 7 avril 2021 en exclusivité la première unité de compte de private equity ouvrant aux particuliers l'accès au capital-investissement dans le secteur de la transition énergétique. « CNP Relance et Climat » permet aux investisseurs individuels d'avoir accès, au travers d'un fonds de private equity dédié à la transition énergétique labélisé « Relance », à des placements dans des actifs non cotés en investissant dans l'économie réelle pour répondre à l'urgence climatique.

Enfin LBP AM, sa filiale en gestion d'actifs, a rejoint en mars dernier la Net Zero Asset Managers Initiative. L'ambition est d'atteindre zéro émission nette au plus tard en 2050. Cette initiative internationale, qui regroupe 43 banques de 23 pays, illustre l'engagement du secteur bancaire en faveur de la décarbonation.

LBP AM et Tocqueville Finance ont annoncé le 25 janvier 2021 s'associer pour lancer le fonds « Assureurs – Caisse des Dépôts Relance Durable France – LBP AM ». Ce fonds est composé de deux compartiments : l'un en actions cotées labellisé « Relance », géré par Tocqueville Finance, et l'autre en dette privée d'entreprises, géré par LBP AM. Ce programme d'investissement, d'un montant total de 2,2 milliards d'euros et piloté par la Fédération Française de l'Assurance, vise à promouvoir une reprise économique durable tout en innovant en matière de prise en compte des critères extra-financiers (tels que l'empreinte carbone ou la création d'emplois). Il a pour objectif d'allouer des financements de moyen et long terme aux entreprises françaises – principalement TPE, PME et ETI.

1.3.3.4 Développement d'un modèle de plateforme partenarial, innovant et tourné vers la Tech

Ma French Bank s'est associée en avril 2021 à l'assurtech Lovys, une assurtech qui conçoit et distribue des solutions d'assurance 100 % digitales et sans engagement, et à La Banque Postale Assurances IARD pour proposer à ses clients deux nouvelles offres d'assurance. Les clients de Ma French Bank peuvent désormais souscrire depuis leur application à une assurance pour leur téléphone mobile (et

celui de leur famille), à une assurance multirisque habitation sans engagement à destination des propriétaires ou des locataires de maison ou d'appartement.

La Banque Postale Leasing and Factoring, filiale de La Banque Postale dédiée aux financements spécialisés aux personnes morales, s'est associée en mai 2021 avec la fintech française NovaLend pour proposer en partenariat une solution de crédit-bail 100 % digitale à ses clients. Ce projet illustre l'ambition de La Banque Postale d'accélérer la diversification et la digitalisation de ses activités aux personnes morales, afin de devenir un partenaire majeur des entreprises et de contribuer à la relance de l'activité. Le projet développé avec NovaLend met à disposition des 450 responsables de clientèle Pro de La Banque Postale, une plateforme full digital, « My LBP Lease ». Il permet de fluidifier et simplifier le parcours client et fournisseur, de la simulation à l'étude du dossier, jusqu'à l'élaboration de l'offre et la signature électronique du contrat de crédit-bail ou de location financière.

La Banque Postale a noué le 1^{er} avril 2021 un partenariat avec la fintech Ebury afin de proposer à ses clients PME une solution bancaire d'open banking pour les accompagner dans leur activité à l'international. Ce partenariat s'inscrit dans le plan stratégique 2030 de La Banque Postale, dont l'ambition est d'accélérer le développement de ses métiers de diversification, où elle a développé des positions reconnues d'expertise et de leadership, notamment sur le marché des entreprises pour lequel elle ambitionne d'atteindre 5 % de part de marché à horizon 2025 en multipliant par 2 le nombre de clients.

La Banque Postale Financement, filiale de crédit à la consommation de La Banque Postale a lancé le 21 janvier 2021 une interface ouverte dite d'open banking pour ses partenaires actuels et à venir, avec l'ambition de se développer en France et à l'étranger. Cette nouvelle stratégie s'accompagne d'un changement de nom : La Banque Postale Financement devient La Banque Postale Consumer Finance (LBPCF). Le lancement de cette nouvelle plateforme illustre l'ambition de LBPCF d'accélérer son développement sur le marché du crédit à la consommation en France et à l'étranger en s'appuyant sur des infrastructures techniques éprouvées et une qualité de service aux meilleurs standards du marché.

La Banque Postale Consumer Finance (LBPCF) et Alma ont noué le 6 mai 2021 un partenariat stratégique en vue d'accélérer l'équipement de tous les marchands français en solution de financement en ligne et en magasin. Ce partenariat permet de faire émerger un modèle de financement innovant : le crédit affecté à 100 % digital et omnicanal. Le déploiement de cette solution permettra à La Banque Postale Consumer Finance d'augmenter sa production de crédit responsable, en cohérence avec ses objectifs (+40 % de ses encours à horizon 2025) et à Alma de proposer une couverture complète des besoins en matière de financement.

1.3.4 Le Réseau La Poste

1.3.4.1 Lancement de l'offre Identité Numérique en bureau de poste.

Depuis le 7 juin, il est possible de créer son Identité Numérique La Poste dans tous les bureaux équipés de Smartéo, auprès d'un chargé de clientèle. Le lancement de ce nouveau parcours client a été un véritable succès, puisqu'entre le 7 et le 13 juin, 18 000 Identités Numériques ont été créées, dont près de la moitié en bureau, soit l'équivalent d'un mois de souscriptions avant l'annonce de ce parcours 100 % en bureau de poste. Un départ encourageant pour atteindre l'objectif de 500 000 nouvelles

conquêtes en 2021. Les chargés de clientèle ont démontré une fois encore leur rôle essentiel de conseil en proximité, pour accompagner les Français vers le numérique.

L'Identité Numérique La Poste est la clé qui sécurise et simplifie les démarches en ligne avec un seul identifiant. Elle dispose d'une longueur d'avance sur son marché, en étant la seule à avoir été attestée conforme au niveau de garantie substantiel par l'Etat.

Enfin, l'offre s'inscrit dans le nouveau plan stratégique "La Poste 2030, engagée pour vous". L'ambition est de rendre l'empreinte numérique aussi puissante que l'empreinte physique, de renforcer le positionnement de tiers de confiance de La Poste, mais aussi de simplifier et de sécuriser la vie numérique des citoyens.

1.3.4.2 Poursuite de la digitalisation des services

La Banque Postale a mis en place la signature électronique, qui facilite la finalisation des contrats en bureau de poste ou à distance.

Le Courrier a ouvert aux clients la possibilité de recevoir leurs contrats de réexpédition signés en bureau de poste dans leur coffre-fort Digiposte.

1.3.4.3 Ambitieux programme d'investissement informatique

Le 20 mai 2021, a été annoncé le déploiement d'un programme exceptionnel en bureau de poste visant à améliorer les conditions de travail des collaborateurs et la satisfaction client avec l'achat de 10 000 PC et 13 000 Smartéo. Ces nouveaux matériels vont en effet permettre aux chargés de clientèle et conseillers bancaires de servir les clients de manière plus rapide, plus efficace et plus fluide, et d'améliorer leur expérience en bureau de poste.

1.3.4.4 Poursuite du déploiement des structures France Services

La Poste poursuit son investissement pour déployer de nouvelles structures France Services au sein de son réseau, à fin avril 2021 une quarantaine de bureaux de poste s'ajoutent aux 191 déjà labellisés. La Poste participe ainsi pleinement à l'ambition du gouvernement de rapprocher les français des services publics dont ils ont besoin et à réduire la fracture numérique.

En outre, depuis le 27 avril 2021, trois expérimentations d'un modèle France services en mobilité sont mises en œuvre par Le Groupe La Poste à Vigny, Mortagne-du-Nord (59) et Agen (47) et cofinancées par la Banque des Territoires à hauteur de 300 000 euros. Elles visent à apporter sur tout le territoire national les services publics au plus près des Français que ce soit en mairies ou chez les partenaires commerçants de La Poste sur un périmètre élargi.

En effet, afin de faciliter les démarches administratives du quotidien des Français, les bureaux de poste labellisés France Services regroupent en un même lieu, un guichet unique de services publics. En plus des services postaux, les clients peuvent bénéficier des services de différents opérateurs, comme Pôle emploi, la Caisse Nationale de l'Assurance maladie, la Caisse d'Allocations Familiales, la Caisse Nationale Assurance Vieillesse, la Mutualité Sociale Agricole, le Ministère de l'Intérieur, de la Justice ou la Direction Générale des Finances Publiques.

Dans le cadre de son action en faveur de territoires plus inclusifs et plus connectés, la Banque des Territoires s'est engagée à financer, d'ici 2022, à hauteur de 17 millions d'euros, le déploiement par La Poste de nouveaux lieux France Services et de nouveaux moyens de médiation numérique. Chaque France Services est ouverte au moins 5 jours par semaine sur une amplitude minimale de 24h hebdomadaires avec une présence humaine d'au moins deux personnes polyvalentes, susceptibles d'accueillir les clients de manière fluide et libérer du temps utile pour l'accompagnement dans les démarches en ligne.

La volonté du Groupe La Poste de contribuer à la modernisation de l'action publique s'inscrit dans son plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous ». Les postiers sont mobilisés au quotidien pour permettre, à terme, de contribuer à l'engagement pris par le Président de la République de couvrir chaque canton du territoire national par au moins une France Services d'ici 2022, soit près de 2 000 structures France Services sur l'ensemble du territoire national.

1.3.4.5 *Prise en charge des réclamations en bureau de poste*

Après des tests satisfaisants, l'offre Boucle Courte est généralisée depuis le 6 avril au niveau national. Ce nouveau service déployé en synergie avec la Branche Services Courrier Colis propose aux clients de prendre en charge leurs réclamations courrier-colis en bureau de poste auprès d'un(e) chargé(e) de clientèle, (en complément du numéro "3631" et du site internet). Un logiciel intuitif et simple d'utilisation accélère le traitement des demandes et La Poste s'engage à recontacter les clients dans les 48 heures.

Le service permet une prise en charge des réclamations clients rapide et efficace, pour leur proposer une expérience client réussie en bureau de poste, et assurer une confiance renouvelée envers La Poste.

1.3.5 La Poste Mobile

Il y a 10 ans, le 23 mai 2011, La Poste lançait son offre de téléphonie mobile. Elle entendait ainsi renouer avec son histoire : les télécommunications ont toujours fait partie de l'ADN du Groupe La Poste, et les enjeux sont immenses à l'heure de la révolution digitale. Aujourd'hui, La Poste Mobile est devenue le 1er opérateur mobile virtuel et le 5ème opérateur de téléphonie mobile du pays avec près de 2 millions de clients.

1.3.6 Le Numérique

1.3.6.1 *Acquisition d'Open Value*

En avril 2021, La Poste a acquis la société de conseil Openvalue (9,1 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2020), spécialisée en big data et IA. Avec cette acquisition, La Poste devient un des principaux acteurs en France du conseil en intelligence artificielle pour les grandes entreprises. Cette opération s'inscrit, dans le cadre du plan stratégique de « La Poste 2030, engagée pour vous » qui place le numérique parmi ses axes prioritaires et stratégiques de développement.

Ce nouveau pôle rassemble les compétences de plus de 150 experts en data et en IA et leur expérience sur des projets complexes et multi-sectoriels intégrant des processus de machine learning (« donner » aux ordinateurs la capacité d'apprendre à partir de données), de deep learning (la machine est capable d'apprendre par elle-même), de reconnaissance de langage naturel ou encore de computer vision (la machine analyse, traite et comprend une ou plusieurs images).

Grâce à la complémentarité des expertises d'Openvalue et de Probayes, La Poste dispose d'une offre complète sur toute la chaîne de valeur des projets d'IA : design et architecture de la solution globale, transformation des données pour les adapter aux algorithmes d'IA et création des interfaces utilisateurs.

1.3.6.2 *Acquisition de Boxtal*

En avril 2021, la branche numérique a acquis 96 % de Boxtal (chiffre d'affaires de 28,3 millions d'euros en 2020), leader des comparateurs de solutions d'expéditions de colis sur le marché français des professionnels. Sa plate-forme de livraison de colis multi-transporteurs propose un service unique qui permet de comparer en temps réel le tarif de différents transporteurs.

Cette opération permet à La Poste de renforcer son catalogue de services envers les pros et de proposer avec Laposte.fr une expérience client sans rupture, de bout en bout.

1.3.6.3 Acquisition de ProsofTeam

En février 2021, Docaposte a acquis 100 % de la société ProsofTeam (1,2 million d'euros de chiffre d'affaires en 2020), un éditeur de logiciel qui accompagne ses clients dans l'optimisation de la gestion de leurs flux documentaires.

1.3.6.4 Prise de participation au capital d'Adobis Group

En mai 2021, Docaposte a acquis 30 % d'Adobis Group, un éditeur de logiciel spécialisé dans le traitement et la mise en valeur de données massives et/ou complexes. La plateforme d'Adobis Group assure la sécurité et la traçabilité des données sur toute la chaîne de valeur. Avec cette opération, Docaposte, tiers de confiance numérique, renforce son offre dans l'exploitation sécurisée des données de santé à destination des opérateurs et des industriels du secteur.

1.3.7 L'immobilier

1.3.7.1 Fin des travaux de La Poste du Louvre

En janvier 2021, après cinq années de chantier, Poste Immo a réceptionné les travaux de La Poste du Louvre.

Situé au cœur de la capitale, ce chantier monumental mené par Poste Immo, a permis de transformer l'édifice avec l'ambition de l'ouvrir sur la ville et en faire un véritable lieu de vie pour tous les publics. Le nouvel immeuble, qui est désormais connecté au tissu urbain et aux passages parisiens environnants, offre une grande mixité des usages autour d'une cour centrale à ciel ouvert. Commerces, logements, lieux de restauration et d'hébergement, bureaux, services à la population, mais aussi le retour du bureau de Poste historique constitueront bientôt un nouveau lieu d'animation de la ville.

1.3.7.2 Création de la SCI Résidences Seniors La Poste

Le 15 avril 2021 Poste Immo a signé un protocole d'investissement en vue de s'associer dans une société conjointe qui accompagnera la transformation d'anciens sites de La Poste en résidences services seniors (RSS). L'entrée des associés et la signature du contrat de financement auprès de la Banque Postale ont été réalisées le 25 juin 2021. La SCI Résidences Seniors La Poste est détenue à 59 % par Poste Immo, à 21 % par la Banque des Territoires, chargée d'accompagner et de financer les projets de transformation des territoires, et à 20 % par 123 IM par l'intermédiaire de son OPPCI 123 Parcours Résidentiel. La société financera un premier portefeuille d'investissement immobilier estimé à environ 185 millions d'euros. La SCI va ainsi acquérir au fur et à mesure de leur réalisation une douzaine de résidences services seniors, idéalement situées en plein centre-ville (Amiens, Auch, Brest, Châteauroux, Metz, Perpignan, Roubaix, Saint-Etienne, Villefranche-de-Rouergue, Strasbourg, etc.). Les bâtiments issus du patrimoine postal seront restructurés dans le cadre du partenariat signé en 2020 avec Les Jardins d'Arcadie, Acapace, Bouygues Immobilier et Poste Immo et seront exploités par Les Jardins d'Arcadie à horizon 2023-2025. Ce projet témoigne de l'engagement du Groupe La Poste et de Poste Immo en faveur de la Silver économie.

1.3.7.3 Travaux et livraisons de bâtiments industriels d'envergure

Le 19 avril 2021 la plus grande plateforme de colis (PFC) du réseau Colissimo, livrée par Poste Immo en mars 2020, a été mise en service par Colissimo à Montereau-sur-le-Jard (77).

Deux autres grandes PFC sont lancées : la PFC de Bordeaux Cadaujac (22 000 m²), dont le permis de construire a été déposé en mai 2021, ainsi que la PFC de Rouen Grand Couronne (20 400 m²), dont la contractualisation du bail avec le promoteur est intervenue le 30 juin 2021.

Poste Immo pilote la réalisation de l'une des plus grandes plateformes courrier-colis (PPDC) de France à Corbas (69) avec ses 13 000 m² de superficie. La livraison devrait avoir lieu courant juillet 2021.

1.3.7.4 La logistique urbaine au cœur de la stratégie de développement de Poste Immo

Poste Immo a lancé, à date, 4 grands projets d'hôtels de logistique urbaine (HLU) pour un total de 44 500 m² : Paris Keller (9 000 m²), Nanterre (16 000 m²), Toulouse Lalande (10 000 m²), Bordeaux Tourville (9 500 m²).

Ces projets s'inscrivent dans la stratégie de Poste Immo de mailler les principales métropoles françaises pour répondre aux besoins croissants de surfaces de logistique du dernier kilomètre.

1.3.8 Le Groupe La Poste

1.3.8.1 Le Groupe La Poste est devenu entreprise à mission

Le 8 juin 2021, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du Groupe La Poste s'est réunie pour adopter le statut d'entreprise à mission. La Poste conforte ainsi son positionnement d'entreprise à impact positif, au service de la société tout entière.

Nouveau statut établi par la loi PACTE, l'entreprise à mission permet aux entreprises de concilier, de façon volontariste, performance économique et intérêt général. Ce cadre législatif abrite trois phases successives, introduisant d'abord la notion d'intérêt général, puis celle de raison d'être, et enfin celle d'entreprise à mission.

Depuis longtemps, Le Groupe La Poste accompagne les évolutions de la société pour permettre à tous, partout et tous les jours, de bénéficier du progrès social et de l'innovation technologique. Il est au service de toutes les parties prenantes de la société française, incluant citoyens, entreprises, associations, collectivités territoriales. L'engagement du Groupe au service de l'intérêt général s'inscrit dans la continuité de ses missions de service public pour aller plus loin dans l'accompagnement des grandes transitions qui impactent la société ; son action est guidée en permanence par la prise en considération de l'intérêt général, avec une attention particulière pour les plus vulnérables.

En se dotant, début 2021, d'une raison d'être, Le Groupe La Poste a explicité le sens fondamental de son action et a fait un premier pas important dans son ambition de devenir entreprise à mission. Élaborée en concertation avec les multiples parties prenantes des activités du Groupe et validée par le Conseil d'administration du 25 février 2021, la raison d'être synthétise l'essence et la finalité des activités de La Poste au service de la société : « au service de tous, utile à chacun, La Poste, entreprise de proximité humaine et territoriale, développe les échanges et tisse des liens essentiels en contribuant aux biens communs de la société tout entière. »

La qualité de société à mission suppose que le Groupe engage des moyens pour réaliser ses objectifs. La Poste prend ainsi quatre engagements spécifiques qui incarnent sa contribution aux biens communs de la société tout entière :

- contribuer au développement et à la cohésion des territoires ;
- favoriser l'inclusion sociale ;
- promouvoir un numérique éthique, inclusif et frugal ;
- œuvrer à l'accélération de la transition écologique pour tous.

Pour formaliser ces engagements, Le Groupe La Poste a créé un Comité des parties prenantes, chargé d'en assurer le suivi en toute indépendance.

1.3.8.2 Lancement de La Poste Ventures, nouveau fonds d'investissement dans les start-up à impact positif

Dans le cadre de son plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », La Poste a lancé La Poste Ventures, un nouveau fonds de Corporate Venture Capital, en partenariat avec XAnge. Ce fonds d'investissement est destiné à identifier de nouveaux services au client et de nouveaux parcours clients dans les domaines d'activités prioritaires pour le Groupe.

La Poste Ventures investira 35 millions d'euros au capital de 3 à 5 start-up par an, en position d'actionnaire minoritaire, en amorçage ou en série A, pour des tickets d'investissement allant de 300 K€ à 3 millions d'euros.

Complémentaire des outils d'accompagnement de l'innovation existants dans le Groupe, La Poste Ventures sélectionnera et accompagnera des start-up ayant la volonté de mettre en œuvre des démarches à impact positif au cours de leur croissance, telles que la neutralité carbone et la parité.

1.4 Emissions obligataires

La Poste a procédé avec succès en janvier 2021 à une émission d'1,75 milliard d'euros sous la forme d'obligations senior non sécurisées à taux fixe. Deux tranches de maturités 8,5 ans (2029) au taux de 0 % et 15 ans (2036) au taux de 0,625 %, d'un montant respectif de 750 millions d'euros et 1 milliard d'euros, ont été placées auprès d'investisseurs institutionnels.

Le produit de ces opérations est dédié aux besoins généraux de l'entreprise et permet également à La Poste de poursuivre sa stratégie active de croissance externe.

La Banque Postale et CNP Assurances ont également poursuivi leur programme d'émission obligataire dans le cadre de structuration de leurs fonds propres.

1.5 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

1.5.1 Gouvernance

Après avoir dévoilé la Raison d'être du Groupe La Poste en février 2021, La Poste devient société à mission le 8 juin 2021 par la validation en Assemblée Générale Extraordinaire de la modification de ses statuts.

Le 29 juin 2021, dans le cadre des « Dialogues de l'économie citoyenne », La Banque Postale annonce sa Raison d'être et sa volonté de devenir société à mission à son tour. Les prochains mois seront consacrés à la définition de plusieurs objectifs sociaux et environnementaux qui seront ensuite intégrés dans les statuts de l'entreprise.

Parmi les engagements de haut niveau, le Groupe a soutenu les initiatives suivantes :

- Adhésion en janvier 2021 au *Science-Based Targets for nature* : La Poste souhaite contribuer à faire émerger de nouveaux référentiels. Elle a décidé de participer à la co-construction des outils, qui pourraient être une passerelle vers un *SBT for resources*, afin de définir des trajectoires consensuelles et scientifiquement argumentées, à l'image de l'Accord de Paris sur le sujet du changement climatique ;
- Signature en janvier du premier manifeste Commerce et Services Responsables du Collectif Génération Responsable et partenariat avec la Fondation GoodPlanet pour sensibiliser les salariés et les Français au développement durable (soutien financier à six projets d'agroforesterie avec Action Carbone Solidaire) ;

- Philippe Wahl s'est engagé en mars 2021 en faveur de la parité hommes femmes, aux cotés de 41 responsables de grandes entreprises ;
- Renouvellement de l'adhésion du Groupe La Poste au French climate pledge, initiative destinée à accélérer l'innovation et la R&D à travers l'investissement dans des solutions bas carbone, pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre ;
- Net Zero Banking Alliance : Philippe Heim, Président du Directoire de La Banque Postale, a signé le 21 avril 2021 la lettre d'engagement de la Net Zero Banking Alliance, portée par l'UNEPFI (United Nations Environment Program Finance Initiative) dont l'ambition est d'atteindre zéro émission nette au plus tard en 2050. Cette initiative internationale, qui regroupe 43 banques de 23 pays, illustre l'engagement du secteur bancaire en faveur de la décarbonation ;
- Soutien du Groupe La Poste au lancement de la plateforme IMPACT. Le 27 mai 2021, la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable, a officiellement lancé la plateforme Impact, invitant les entreprises à publier volontairement leurs données sur 47 indicateurs ESG pour plus de transparence ;
- En juin 2021, le Groupe a signé un partenariat avec WWF, afin de renforcer sa communication de marque autour de son marqueur interne « EcolOgic ». Ce marqueur, priorité neutralité carbone, met en lumière un projet d'entreprise unique (faisant référence au « zéro carbone » grâce aux solutions d'envoi, au « zéro émission » grâce à la flotte de véhicules électriques, ou encore au « zéro électricité fossile » issu des bâtiments postaux).

1.5.2 Contribuer au développement et à la cohésion des territoires et favoriser l'inclusion sociale

À travers son nouveau plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous », La Poste se fixe pour ambition de continuer à lutter contre la fracture territoriale au-delà des missions de service public, en s'appuyant sur la force de son réseau et l'ensemble de ses collaborateurs et de favoriser l'inclusion sociale :

- Le Label Enseigne Responsable a été remis au Réseau en janvier pour la quatrième année consécutive. La Poste reste première enseigne en terme de notation, au-dessus de la moyenne générale sur l'intégralité des thématiques et la seule enseigne à avoir une notation aussi homogène sur l'ensemble du référentiel ;
- Pour éviter que la crise n'impacte durablement les trajectoires professionnelles des jeunes, Le Groupe La Poste se mobilise en s'engageant aux côtés des entreprises et des pouvoirs publics au sein du plan #1jeune1solution. L'engagement du Groupe La Poste, pris en janvier 2021 est d'apporter 8 000 solutions aux jeunes en 2021 dans le cadre de ce plan :
 - 5 000 recrutements de jeunes en alternance, en contrats d'apprentissage et de professionnalisation, sur nos métiers, du CAP au BAC+5 ;
 - En 2021, 3 300 recrutements de jeunes (moins de 30 ans, avec une attention particulière aux jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville, ainsi qu'aux jeunes en situation de handicap), en CDI ou en CDD, pour former et offrir des perspectives d'emploi au sein du Groupe La Poste ;

- Par ailleurs, 5 000 stages, dont 2 500 stages de 3ème, pour les élèves de collèges en zones prioritaires pour leur permettre de réaliser les stages nécessaires à leur scolarité, leur montrer que notre entreprise leur est ouverte et leur faire découvrir nos métiers.
- La signature de l'accord social « La Poste, engagée avec les postiers »⁸ le 4 mai réaffirme notamment l'engagement de La Poste dans les actions socialement responsables, puisqu'il constitue l'une des 5 orientations clés de l'accord social.
- La Poste et les organisations syndicales CFDT, FO, la liste Osons l'Avenir CFE-CGC / CFTC et l'UNSA-Postes ont signé le 22 juin l'accord d'intéressement⁹ pour la période 2021-2023. Le nouvel accord reprend les fondamentaux de l'intéressement à La Poste et apporte des améliorations en faveur des postiers.
- La Poste poursuit son investissement pour déployer de nouvelles structures France Services au sein de son réseau¹⁰.

1.5.3 Promouvoir un numérique éthique, inclusif et frugal

Le premier semestre a été particulièrement riche au regard des ambitions du Groupe La Poste d'accélérer sa transformation digitale, de développer de nouvelles solutions innovantes, et de s'affirmer comme acteur majeur de l'inclusion numérique (accompagner 1 million de personnes exclues du numérique par an à l'horizon 2025) :

- Participation en mars à la 2^{ème} édition du cyber World Clean Up Day visant à favoriser la sobriété numérique ;
- Alliance de La Poste et de l'Inria, l'Institut National en Sciences et Technologies du Numérique, en mars 2021 pour contribuer à la souveraineté numérique française et à accélérer l'innovation en faveur d'un numérique de confiance plus respectueux de l'environnement. Cet accord soutiendra les travaux de recherche de l'Inria et renforcera la capacité d'innovation de La Poste dans les domaines de la confiance numérique, de l'intelligence artificielle et de l'e-santé. Il inclut l'accompagnement du programme d'entrepreneuriat technologique de l'Inria et le soutien à la formation de ses ingénieurs et chercheurs en informatique ;
- L'intégration dans le nouvel accord social national « La Poste engagée avec les postiers », signé le 4 mai 2021 avec les organisations syndicales représentatives, d'un important dispositif pour former les collaborateurs au numérique et à la culture client ;
- Finalisation en juin des travaux de rédaction de la Charte éthique en matière d'Intelligence Artificielle associant les équipes Data Scientists, RSE, Déontologie et juridique des branches, de La Banque Postale et de Docaposte. ;
- En juin, La Poste a représenté au salon Vivatech un service numérique au service de l'humain.

⁸ Point développé dans « La Poste, un employeur responsable »

⁹ Point développé dans « La Poste, un employeur responsable »

¹⁰ Point développé dans « Développements, partenariats et acquisitions »

1.5.4 **Œuvrer à l'accélération de la transition écologique pour tous**

En ce début d'année 2021 toujours marquée par une croissance très dynamique de l'activité colis, Le Groupe s'attache à garder une longueur d'avance en matière de transition écologique et énergétique, en accord avec les ambitions de son nouveau plan stratégique à 2030 :

- Soucieuse d'améliorer sans cesse son empreinte environnementale, La Poste intègre des critères RSE à tous les niveaux des process de décisions de l'entreprise : dans les consultations achats (vêtements professionnels, emballages pochettes plastiques Colissimo...), dans les revues de jalons des offres de la BSCC (Branche Services-Courrier-Colis) et dans le processus d'évaluation des projets stratégiques par la Direction financière de la BSCC ;
- Le développement durable fait partie intégrante des engagements et de l'identité de DPDgroup. Dévoilé en mars 2021, le nouveau plan stratégique de DPD "Together & beyond" porte un engagement environnemental ambitieux, avec pour objectif de réduire de 30 % ses émissions de CO₂ par colis d'ici 2025 par rapport à 2013. Puisque 30 % de la pollution est générée par la logistique urbaine, DPDgroup a choisi d'agir de manière proactive en investissant 200 millions d'euros pour apporter sa contribution à l'amélioration de la qualité de l'air dans les villes. 34 villes ont été « verdies » à date, parmi les 225 plus grandes villes européennes représentant 80 millions d'Européens devant être couvertes d'ici 2025. L'ambition est de réduire l'empreinte carbone de 89 % et les polluants de 80 % dans les villes concernées grâce à des véhicules à faibles et zéro émissions. Aussi, les avancées réalisées portent sur :
 - l'acquisition de véhicules électriques avec par exemple l'acquisition en juin de 55 véhicules électriques par DPD Portugal et de leurs bornes de recharge respectives ou encore l'utilisation de 100 camionnettes électriques par DPD Nederland ;
 - de nouveaux dépôts durables et économes en ressources, comme pour DPD en Allemagne. Ce nouveau centre de tri de colis se caractérise par une production d'énergie exceptionnellement durable. Jusqu'à 50 000 colis pourront y être traités chaque jour à l'avenir ;
 - le déploiement des services de micro-dépôt, tel qu'expérimenté à Berlin pour répondre à l'augmentation des volumes de colis générée par la croissance rapide du e-commerce constitue une composante supplémentaire dans la stratégie de développement durable DrivingChange™ de DPD. Sur le dernier kilomètre, l'interaction des micro-dépôts, des vélos cargo électriques et de l'infrastructure de recharge intelligente est à la fois efficace et respectueuse de l'environnement, notamment dans les zones résidentielles comprenant une forte densité de destinataires et un grand nombre d'arrêts.
- Afin de contribuer à limiter le réchauffement climatique, CNP Assurances a annoncé en février 2021 l'adoption d'une politique encadrant ses investissements dans les énergies fossiles qui vient compléter celle sur le charbon thermique adoptée dès 2015. Au-delà de ces exclusions, la politique pétrole et gaz de CNP Assurances s'appuie sur un engagement actionnarial fort. CNP Assurances s'engage à mener un dialogue actionnarial exigeant avec les entreprises du secteur pour les accompagner dans leur transition énergétique et leur demander d'adopter une stratégie alignée sur un scénario à 1,5°C.

- Dans le cadre de son engagement environnemental, Le Groupe La Poste est cette année encore 100 % neutre en carbone, via le financement des programmes de réduction carbone en France et dans le monde. En complément de la compensation carbone des émissions du Groupe à l'international, le programme « Climat+Territoires » est un dispositif innovant et pionnier lancé en 2015 afin de développer des projets de séquestration de CO₂ dans des puits biologiques en France. Ce programme comptait, à fin juin, 30 projets soutenus par La Poste (avec La Banque Postale et le Réseau), dont 15 éligibles « Label Bas Carbone » par le ministère de la Transition écologique.

1.5.5 Un engagement au service des clients

Afin de répondre à l'évolution des attentes en termes de simplicité et de personnalisation dans la relation client, La Poste a déployé un ensemble de projets et de solutions permettant d'augmenter la satisfaction client :

- Les services clients Courrier, Colissimo et Réseau sont désormais équipés par un seul et même dispositif de gestion des contacts clients intégrant tous les canaux (KARKWA). Cela permet désormais une prise en charge facilitée des clients et permet une meilleure planification des ressources ;
- Déploiement de l'appel au client par le facteur lors des livraisons Colissimo dans sa tournée depuis le 29 mars 2021 afin de le prévenir d'une distribution ;
- Déploiement d'un « flyer prouesse », document mis en boîte par le facteur afin de montrer au client les efforts fournis pour réussir la distribution ;
- Généralisation nationale du rappel systématique par les établissements courrier des clients insatisfaits interviewés lors d'une enquête dans laquelle ils se sont déclarés « détracteurs » (ayant donné une note 0 à 6 sur une échelle sur 10) ;

1.5.6 Un engagement sociétal reconnu et récompensé

Retenues parmi les indicateurs clefs de suivi du nouveau plan stratégique, les notations extra-financières du Groupe seront intégrées dans la feuille de route du président. A travers le choix des agences dans l'indice composite, l'indicateur de suivi du plan stratégique permet d'assurer une couverture optimale de l'ensemble des engagements de la direction de l'engagement sociétale du Groupe La Poste en incluant :

- Le sujet Climat à travers la notation réalisée par le CDP qui est l'agence de référence mondiale sur le sujet (et dont les notations sont prises en compte par d'autres agences sur le volet climat) ;
- La vision ESG à 360° à travers la notation réalisée par V.E. qui évalue les entreprises sur un périmètre large incluant le volet environnement (climat, pollution, gestion des ressources), le volet social, les achats responsables ainsi qu'un volet sociétal (gouvernance, éthique des affaires,...) ; la notation tient également compte d'éventuelles controverses au-delà des politiques et résultats produits par l'entreprise ;
- L'évaluation du point de vue des clients à travers la notation réalisée par Ecovadis dont les évaluations sont destinées aux clients des entreprises évaluées (et non à des investisseurs qui sont les principaux clients des agences de notation ESG).

Le Groupe La Poste maintient un haut niveau de performance extra-financière, avec notamment :



1.6 La Poste, un employeur responsable

1.6.1 Dialogue social

14 accords et avenants ont été signés en 2020.

Depuis janvier 2021, 6 accords fixent mois après mois les conditions d'accès au dispositif d'activité partielle pour les postiers salariés considérés comme personnes vulnérables et ne pouvant pas télétravailler, et les parents contraints de garder leurs enfants et dans l'impossibilité de télétravailler. Ils leur garantissent 100 % de leur rémunération nette. Ces accords ont été signés par la CGT, la CFDT, FO, la liste Osons l'Avenir CFE-CGC/CFTC et l'UNSA-Postes.

Le 4 mai 2021, La Poste et les organisations syndicales CFDT, la liste Osons l'Avenir CFE-CGC / CFTC et l'UNSA-Postes ont signé l'accord social « La Poste, engagée avec les postiers ».

Cet accord vient en appui du plan stratégique "La Poste 2030, engagée pour vous" et permet à tous les postiers d'appréhender l'avenir sereinement. Pour réussir sa transformation, La Poste a besoin de tous les postiers et s'engage ainsi en faveur d'un emploi de qualité reposant sur le développement des compétences, les parcours professionnels et la qualité de vie au travail.

Avec cet accord, conclu jusqu'à fin 2023, La Poste s'engage sur des mesures concrètes et se donne les moyens de proposer des perspectives au sein de l'entreprise à chaque postier. Co-construit avec les branches du Groupe, l'accord pourra être complété par des dispositions propres aux besoins et à l'activité de chaque branche, au niveau national et au niveau local.

La Poste et les organisations syndicales CFDT, FO, la liste Osons l'Avenir CFE-CGC / CFTC et l'UNSA-Postes ont signé le 22 juin l'accord d'intéressement pour la période 2021-2023. Le nouvel accord reprend les fondamentaux de l'intéressement à La Poste et apporte des améliorations en faveur des postiers.

1.6.2 Formation et évolution professionnelle

Pendant la crise sanitaire, les engagements RH en faveur de la formation et de l'évolution professionnelle des postiers sont restés soutenus.

Le déploiement des grands programmes de formation s'est poursuivi tout au long du semestre, grâce à la digitalisation de la majorité des formations.

A noter :

- A fin juin 2021, le taux de postiers formés s'établit à 57,5 % (vs 40,9 % à fin juin 2020)
- La crise sanitaire a accéléré la transformation des modalités de formation. La Poste avec ses trois organismes de formation (Institut Groupe, Ecole de la Banque et du Réseau et Université Services-Courrier-Colis) a développé son offre de formations à distance et les classes virtuelles. Ces actions de digitalisation s'inscrivent par ailleurs dans un objectif de développer l'accès à la formation par le digital pour tous les postiers. A fin juin 2021, 44 % des postiers formés ont suivi au moins une formation à distance. Le développement des compétences numériques des postiers est au cœur des engagements de l'accord social avec une cible à fin 2021 de 15 % des postiers actifs éligibles à la formation formés 4 heures aux usages généraux du numérique, de l'IA et de la DATA. A fin juin, 6 800 postiers y ont été formés. Le programme « Cap Compétences Numériques » est en place avec les branches et se déploie progressivement pour favoriser une accélération de la formation des postiers au numérique.
- A fin juin 2021, plus de 48 000 postiers auront bénéficié du programme des parcours qualifiants avec certification interne lancé en 2015 pour développer les compétences clés et favoriser les projets professionnels (vs 46 313 fin 2020).
- Au premier semestre 2021, l'institut Groupe a dispensé 10 885 formations aux managers du Groupe et 25 334 formations aux collaborateurs des filières supports. Dans le contexte de crise sanitaire, plus de 80 % de ces formations ont été suivies à distance en mode digital.

En lien avec les enjeux de transformation de l'entreprise, La Poste poursuit les efforts de formation professionnelle pour tous les postiers en privilégiant quatre axes transverses : l'orientation client, la maîtrise de l'environnement numérique, le développement de la culture managériale et l'amélioration de la qualité de vie au travail et de la santé et sécurité au travail. Elle a créé de nouveaux parcours professionnels pour accompagner les changements de métier. Ces parcours développent l'employabilité des postiers qui bénéficient en fonction des parcours, d'une validation interne des acquis ou d'une certification externe (diplôme reconnu par l'Etat).

Lancé en avril 2021, « maFormation » est un nouvel espace destiné à accompagner les postiers dans le développement de leurs compétences. Chacun dispose d'une page « apprenant » pour retrouver son historique de formation et piloter ses actions pour s'inscrire, démarrer, suspendre ou reprendre une formation.

L'évolution professionnelle de tous les postiers est au cœur des politiques RH avec un modèle social qui privilégie la mobilité interne et accompagne la transformation de l'entreprise.

Chaque année, ce sont près de 10 % des postiers qui bénéficient d'une évolution professionnelle. Les résultats du premier semestre le confirment, ils sont en augmentation de 10 % par rapport au premier semestre 2020.

La Poste poursuit également l'accompagnement des postiers qui souhaitent changer de métier et bénéficier d'un appui à la création d'entreprise, ou évoluer vers le secteur de l'économie sociale et solidaire.

1.6.3 Santé et qualité de vie au travail

Le renforcement de la qualité de vie au travail et la préservation de la santé et de la sécurité au travail des postiers est la première priorité de l'accord social « La Poste, engagée avec les postiers ».

Le premier semestre 2021 est resté marqué par la crise liée au Coronavirus. Dès le début de l'épidémie, la priorité de La Poste a été d'assurer la santé et la sécurité de tous les postiers et de ses clients tout en maintenant la continuité des activités. Elle a appliqué et déployé les mesures de prévention mises en place par les pouvoirs publics en lien avec les autorités sanitaires.

Tout au long de cette période, les actions visant à améliorer la santé et la qualité de vie au travail ont continué de faire l'objet d'une attention particulière : prévention de l'accidentologie et de l'inaptitude dans les métiers les plus difficiles en partenariat avec la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, mais aussi dans les activités tertiaires avec le projet *Bien dans son travail sur écran*, de la démarche d'accompagnement et de reprise du travail pour les postiers en absence longue (APALA), le renforcement de la Qualité de Vie au Travail dans les établissements grâce à une nouvelle démarche de prévention des risques psycho-sociaux.

En matière d'accidentologie, La Poste enregistre ce premier semestre une augmentation de 25,4 % du taux de fréquence des accidents du travail qui s'explique par le niveau très bas de cet indicateur au premier semestre 2020 pendant le premier confinement.

Fin juin 2021, La Poste comptait 6 679 télétravailleurs (hors télétravail lié à la Covid-19). Pendant la crise sanitaire, près de 40 000 collaborateurs de La Poste maison-mère ont rempli leurs fonctions en télétravail. Une attention particulière a été portée aux télétravailleurs, qu'ils soient à distance 100 % de leur temps de travail ou partiellement. Des campagnes de sensibilisation pour bien vivre son télétravail ont été organisées de manière régulière : mesures de prévention, contacts utiles, recommandations en matière d'hygiène de vie, information sur les outils numériques, formations en ligne...

Par ailleurs, l'index sur l'égalité professionnelle femmes/hommes de La Poste maison-mère publié au premier trimestre 2021 est de 94/100 (vs 94/100 en 2020). Ce score confirme le bon positionnement de La Poste en matière d'égalité. La Poste compte désormais 51,33 % de femmes dans l'encadrement, un niveau très proche de leur présence dans l'entreprise (52,48 %).

La Poste est le premier employeur en France de personnes en situation de handicap avec un taux de postiers en situation de handicap de 7,74 % (obligation légale : 6 %).

Enfin, la Médiation de la vie au travail a enregistré des résultats encourageants : 87 % d'accords réglés à l'amiable grâce à la médiation au travail au premier semestre 2021. Au-delà des médiations individuelles, La Poste a développé les médiations collectives qui permettent aux parties prenantes de retrouver un environnement de travail serein et productif

1.6.4 Offre sociale et logement

La Poste propose une offre sociale au plus près des besoins des postiers. Elle est destinée à favoriser la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle dans une logique de solidarité et d'ouverture au plus grand nombre. Le budget des activités sociales de La Poste finance des aides à la restauration, à la parentalité, aux activités sportives et culturelles.

Avec l'accord social signé le 17 juillet 2020, La Poste poursuit ses actions pour favoriser l'accès des postiers au logement, tout au long de leur vie professionnelle.

Au premier semestre 2021, 6 095 prestations et solutions logement ont été délivrées aux postiers.

2. Indicateurs alternatifs de performance

2.1 Propos introductif

Le Groupe utilise certains indicateurs alternatifs de performance (IAP), c'est à dire ne relevant pas du référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards). Ces IAP sont utilisés par le management du Groupe La Poste qui les considère comme pertinents pour mesurer et analyser la performance du Groupe. Toutefois ces IAP doivent être considérés comme des compléments n'ayant pas davantage de prééminence que les agrégats GAAP issus des états financiers consolidés et non comme des substituts à ceux-ci. Conformément à la position AMF DOC-2015-12, chaque IAP est défini ci-dessous.

2.2 Définitions des IAP

2.2.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est composé de l'ensemble des produits opérationnels du périmètre hors La Banque Postale, duquel sont retranchées les charges de fonctionnement et charges de personnel, hors dotations aux dispositifs de fin de carrière, de ce même périmètre hors La Banque Postale. Cet ensemble est complété par les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et dividendes reçus de La Banque Postale au cours de la période au titre des résultats de l'année précédente.

2.2.2 Free cash-flow

Le free cash-flow est constitué des éléments suivants EBITDA ajusté + variation du besoin en fonds de roulement + flux de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels nets des cessions d'actifs correspondantes + flux de trésorerie liés aux impôts (intégrant les flux sur CICE imputé et généré) + intérêts financiers nets versés + remboursement des passifs de location et charges d'intérêt sur passifs de location.

Chacun des agrégats du free cash-flow est additionné pour sa valeur en termes de flux de trésorerie (positif pour les entrées de cash et négatif pour les sorties de cash).

2.2.3 Dette nette

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières courantes et non courantes diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments dérivés liés au financement du Groupe. Il comprend également la dette financière née de l'application de la norme IFRS 16 portant sur les contrats de location, les placements financiers court-terme sans risque de changement de valeur significatif mais dont l'échéance à la date de souscription est supérieure à trois mois à l'origine et la créance financière nette envers La Banque Postale

La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

2.2.4 Evolution à périmètre et change constants (évolution organique)

L'évolution à périmètre et changes constants résulte de la différence entre le résultat obtenu au cours de la période et celui d'une période comparative, après avoir retraité l'incidence des acquisitions et cessions survenues entre-temps sur chacune des périodes. Les périodes comparées sont ainsi retraitées à périmètres de consolidation identiques. Les transactions en devises de la période comparative ont été valorisées au taux moyen de la période de référence.

2.2.5 Résultat d'exploitation y compris quote-part des sociétés sous contrôle conjoint

Le résultat d'exploitation est égal au résultat net de l'ensemble consolidé, retraité des éléments retraité de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, de la charge d'impôt et du résultat financier.

2.2.6 Dette nette/Capitaux propres

Le ratio Dette nette/capitaux propres est obtenu en rapportant la dette nette aux capitaux propres part du Groupe.

2.2.7 Ratio Common Equity Tier 1 (CET 1)

Ce ratio est le fruit du calcul des Fonds propres de base de catégorie 1 (CET 1) rapportés au montant total d'exposition au risque (i.e. au total des actifs pondérés par les risques – RWA – au titre du risque de crédit et de contrepartie, risque de marché et risque opérationnel).

Le ratio CET1 est la référence permettant au superviseur d'apprécier la solvabilité d'un établissement bancaire.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

2.2.8 Liquidity Coverage Ratio (LCR)

Le LCR est un ratio mensuel de liquidité à court terme qui mesure la capacité de la banque à résister pendant 30 jours à une dégradation sévère de sa situation dans un contexte de choc systémique. En cible il doit être supérieur à 100 %.

Ce ratio est calculé en divisant la somme des actifs liquides de qualité et libres de tout engagement par le besoin de liquidités sous stress à horizon de 30 jours.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

2.2.9 Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation se calcule en divisant les frais de gestion par le produit net bancaire corrigé des intérêts douteux. Les frais de gestion représentent la somme des charges générales d'exploitation et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

3. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2021 du Groupe La Poste.

Semestre clos le 30 juin							
	2021.06	2020.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants		
(en millions d'euros)			Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	vs n-1 (hors incidence apport titres CNP) (en M€)	vs n-1 (en %)	(en M€)	(en %)
Performance opérationnelle du Groupe							
Produits opérationnels	16 857	14 495		+2 362	+16,3	+2 071	+14,5
Résultat d'exploitation (après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	1 145	2 588	-3 007	+1 563	n.s.	+1 425	n.s.
Marge opérationnelle (a)	6,8 %	-2,9 %	-	-	-	-	-
Résultat net part du groupe	525	2 315	-3 600	+1 810	n.s.	+1 801	n.s.
Marge nette (a)	3,1 %	-8,9 %	-	-	12,0 pts	-	+12,2 pts
Free cash-flow (b)	55	-659		+714	n.s.		
EBITDA ajusté	1 243	120		+1 123	n.s.		
Chiffres clés - La Banque Postale							
Produit Net Bancaire	3 974	3 793		+181	+4,8	-128	-3,4
Coefficient d'exploitation (c)	79,7 %	71,9 %	-	-	7,8 pts	-	-

^(a) Hors incidence de l'apport des titres de CNP Assurances

^(b) Se reporter au chapitre 6.1.

^(c) Périmètre La Banque Postale & CNP (yc PPA CNP)

Semestre clos le 30 juin				
	2021.06	2020.12	Variation	
(en millions d'euros)			vs n-1 (en M€)	(en %)
Indicateurs financiers clés				
Dettes nettes (a)	9 451	8 802	+649	+7,4
Capitaux Propres Part du Groupe (b)	18 559	18 247	+312	+1,7
Dettes nettes / CP	50,9 %	48,2 %	-	2,7 pts
Résultat net (b) / CP	1,6 %	11,4 %	-	-9,8 pts
Common Equity Tier 1	20,2 %	20,4 %	-	-0,2 pt
Ratio crédits sur dépôts	81,1 %	83,6 %	-	-2,5 pts
Ratio LCR	220 %	179 %	-	41 pts

^(a) La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent

^(b) Résultat net calculé sur 12 mois glissants

3.1 Impacts de la crise sanitaire sur l'activité du Groupe

La crise sanitaire a perduré sur le premier semestre 2021, au-delà du troisième confinement d'avril mai. En effet, certaines activités « traditionnelles » peinent durablement à redémarrer. Le Courrier estime ainsi un impact structurel Covid de l'ordre de 2 points de trafic, mais également des imprimés publicitaires, de l'édition et du chèque au sein du numérique. La Banque Postale souffre de l'ombre portée du niveau d'activité 2020, notamment sur les crédits immobiliers. La crise sanitaire contribue à transformer durablement certains secteurs d'activité, tels que les Entreprises de Services du Numérique (mutation de l'emploi, moindre visibilité sur les projets) ou encore les petits paquets imports dont les flux s'étiolent. L'accélération forte du BtoC se poursuit avec une progression constante des activités colis/express depuis le démarrage de la crise sanitaire, induite par le recours toujours plus régulier aux achats en ligne, véritable révolution des usages.

Le résultat net part du Groupe est encore impacté en 2021 par la Covid-19 pour un montant estimé à -146 millions d'euros. Cet impact est constitué sur le secteur banque assurance d'une révision du coût du risque de -28 millions d'euros, de l'ombre portée de la crise sanitaire 2020 avec un moindre effet stock sur les crédits et les volumes de commissions bancaires et d'un accroissement de la sinistralité au Brésil, pour un total estimé à -179 millions d'euros. Le secteur industriel doit toujours supporter des coûts induits par la crise sanitaire (virucides, transport international, perte structurelle de trafic Courrier) mais bénéficie d'un effet favorable sur le colis et l'express tiré par l'envol du e-commerce, soit un impact Covid net estimé à +32 millions d'euros.

3.2 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 16 857 millions d'euros à fin juin 2021, et progressent de 2 362 millions d'euros par rapport à fin juin 2020 soit +16,3 % sous l'effet de l'intégration de nouvelles entités (en particulier de CNP Assurances), d'une forte dynamique du e-commerce bénéficiant depuis le début de la crise sanitaire en 2020 à GeoPost, au Colis et à Asendia, filiale du Courrier et du rattrapage partiel des activités traditionnelles.

	Semestre clos le 30 juin					
	2021.06	2020.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1 (en M€)	vs n-1 (en %)	vs n-1 (en M€)	vs n-1 (en %)
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Services – Courrier – Colis	6 532	5 510	+1 022	+18,5	+1 027	+18,7
GeoPost	6 171	5 057	+1 114	+22,0	+1 157	+23,3
La Banque Postale	3 974	3 793	+181	+4,8	-128	-3,5
Numérique	469	369	+99	+26,9	+68	+18,4
Autres secteurs et intercos	-289	-235	-54	+23,1	-53	+22,8
PRODUITS OPERATIONNELS	16 857	14 495	+2 362	+16,3	+2 071	+14,5

Après retraitement des effets périmètre, soit +437 millions d'euros portés essentiellement par La Banque Postale (+405 millions d'euros), par le Numérique (+32 millions d'euros), par la branche Services-Courrier-Colis (+10 millions d'euros) et par GeoPost (-8 millions d'euros) et d'un effet change défavorable de -146 millions d'euros, dont -109 millions d'euros sur le réal brésilien (CNP

essentiellement), -16 millions d'euros sur le rouble russe, et -14 millions d'euros sur le dollar US, la croissance organique du Groupe à fin juin 2021 atteint +2 071 millions d'euros, soit +14,5 %.

Les produits opérationnels du premier semestre 2021 sont marqués par les éléments suivants :

- Augmentation du chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 6 532 millions d'euros, soit +1 022 millions d'euros représentant une progression de 18,5 % incluant un effet change de -16 millions d'euros et un effet périmètre de +10 millions d'euros essentiellement induits par l'intégration de Budget Box, Dynapresse et Nouveal. La branche Services-Courrier-Colis affiche une croissance organique de 1 027 millions d'euros, soit +18,7 % qui s'explique notamment par le rattrapage de l'impact du premier confinement de 2020 lié à la crise sanitaire et par le dynamisme du e-commerce. Le chiffre d'affaires du Courrier augmente en organique de 357 millions d'euros par rapport à fin juin 2020, soit +10,4 %, sous l'effet du rattrapage partiel de l'activité par rapport au premier semestre 2020, alors même que la baisse tendancielle du niveau d'activité s'est accélérée du fait de la crise sanitaire. Au sein de la branche, l'activité Colis enregistre une forte progression organique de son chiffre d'affaires de 262 millions d'euros soit +26,8 %, s'appuyant sur l'activité soutenue du e-commerce, avec un effet trafic à jours ouverts équivalents favorable de 305 millions d'euros (+31,9 %). Les filiales des services Courrier enregistrent une croissance organique de 407 millions d'euros (37,8 %) portée largement par la dynamique du e-commerce (dont Asendia principalement) et par un rattrapage partiel sur l'activité imprimés publicitaires ;
- Progression de +22,0 % du chiffre d'affaires de la branche GeoPost qui s'établit à 6 171 millions d'euros, soit une augmentation de 1 114 millions d'euros, dont -8 millions d'euros d'effet périmètre (provenant essentiellement de la cession de Tigers et de la prise de contrôle exclusif de Speedy AD), et -35 millions d'euros d'effet change (dont -15,6 millions d'euros sur le rouble et -13,4 millions d'euros sur le réal brésilien). Retraitée des effets périmètre et change, la progression organique s'établit à 1 157 millions d'euros, soit +23,3 %, portée par la vive croissance organique des volumes traités de +21,7 %, tirée par le BtoC et le e-commerce sur l'ensemble des pays ;
- Le PNB de La Banque Postale s'établit à 3 974 millions d'euros en hausse de 181 millions d'euros, dont 309 millions d'euros d'effets périmètre et change (provenant principalement de la CNP, entrée dans le périmètre en mars 2020), soit une décroissance organique de 128 millions d'euros incluant -171 millions d'euros de retournement du PPA CNP. Hors retournement de PPA, le PNB est en croissance organique de 43 millions d'euros. Malgré un contexte de taux bas, et après le repli observé durant la crise sanitaire 2020, la MNI progresse de 4,5 % sous l'effet des opérations de financement et de la bonne performance des activités de la salle des marchés. Les commissions progressent également de +9 %, notamment sur l'activité liée à l'équipement et à la gestion du compte, ainsi qu'aux activités patrimoniales et conseil en immobilier.
- Le chiffre d'affaires de la branche Numérique à 469 millions d'euros progresse de 99 millions d'euros soit +26,9 %. Hors effet périmètre et change de +31 millions d'euros essentiellement lié à l'acquisition d'Index Education, de Boxtal et d'AR24, la croissance organique est de 68 millions d'euros (+18,4 %), dont +39,8 millions d'euros pour Docaposte (effet reprise et croissance des activités traditionnelles et digitales), +19,8 millions d'euros pour le pôle Transformation (dont une accélération des projets) et +8,8 millions d'euros pour le pôle LP11 (bonne performance de Marketshot).

3.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2021 à 1145 millions d'euros. Hors incidence de l'apport des titres CNP Assurances, et hors +139 millions d'euros d'effets périmètre et change (essentiellement liés à l'intégration de la CNP), la croissance organique du résultat d'exploitation est en augmentation de 1 425 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin						
	2021.06	2020.06	Variation			Evolution à périmètre et change constants	
			Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	vs n-1 (hors incidence apport titres CNP)		vs n-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)	
Services – Courrier – Colis	187	-1 177	+0	+1 364	n.s.	+1 362	n.s.
GeoPost	533	351	+0	+182	+51,8	+182	+52,3
La Banque Postale	755	3 913	-3 007	-151	-16,7	-279	-33,9
Réseau La Poste	69	-49	+0	+118	n.s.	+118	n.s.
Numérique	17	-35	+0	+52	n.s.	+43	n.s.
Immobilier	20	22	+0	-2	-10,9	-2	-10,9
Supports et Structures	-69	-93	+0	+25	-26,5	+25	-26,5
Non affecté et éliminations	-368	-344	+0	-24	+6,9	-24	+7
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	1 145	2 588	-3 007	+1 563	n.s.	+1 425	n.s.

Les éléments marquants du résultat d'exploitation par branche d'activité sont les suivants :

- Services-Courrier-Colis : le résultat d'exploitation de la branche s'établit à +187 millions à fin juin 2021, en augmentation de 1 362 millions d'euros à périmètre et change constants sous l'effet de la dépréciation d'actifs au Courrier Maison Mère de -863 millions d'euros au premier semestre 2020, de la sévérité du premier confinement 2020, de la progression du résultat d'exploitation du Colis (+78 millions d'euros) et des filiales (+50 millions d'euros) ;
- La branche GeoPost affiche un résultat d'exploitation de +533 millions d'euros en hausse organique de 182 millions d'euros, soit 52,3 %, en lien avec la progression de l'activité post-crise sanitaire, portée par la croissance du e-commerce suite aux confinements successifs ;
- La branche La Banque Postale affiche un résultat d'exploitation de +755 millions d'euros. Hors incidence en 2020 de l'apport des titres CNP Assurances, le résultat d'exploitation est en baisse de 151 millions d'euros par rapport à juin 2020. Hors effet périmètre de +211 millions d'euros et effet change de -84 millions d'euros et hors incidence de l'apport des titres, le résultat d'exploitation de la branche La Banque Postale est en baisse de 279 millions d'euros, dont -248 millions d'euros pour le retournement du PPA CNPA ;
- Le Réseau affiche un résultat d'exploitation de +69 millions d'euros à fin juin 2021, en

augmentation de 118 millions d'euros par rapport à fin juin 2020 du fait de la reprise d'activité ;

- Le résultat d'exploitation de la branche Numérique s'établit à +17 millions d'euros, en augmentation de 43 millions d'euros après retraitement des effets périmètre et change, sous l'effet de la progression de l'activité ;
- Autres secteurs d'activité :
 - ✓ L'Immobilier affiche un résultat d'exploitation de +20 millions d'euros, en baisse de 2 millions d'euros, essentiellement liée à de moindres refacturations aux branches ;
 - ✓ Le secteur Supports et structures, dont le résultat d'exploitation est négatif de -69 millions d'euros, s'améliore de 25 millions d'euros du fait essentiellement de la refacturation de managements fees à l'ensemble des entités du Groupe La Poste versus les seules filiales précédemment ;
 - ✓ Les charges du secteur 'Non affecté' augmentent de 33 millions d'euros en raison d'une réduction de charge d'impôt dont les branches bénéficient désormais directement.

3.4 Résultat financier

Le résultat financier qui représente au global une charge de 108 millions d'euros s'améliore de 4 millions d'euros. Son évolution se caractérise par une augmentation du coût de l'endettement financier net de 13 millions d'euros et par une diminution de 17 millions d'euros des charges provenant des autres éléments du résultat financier.

3.5 Résultat net

Le résultat net part du Groupe, à 525 millions d'euros, diminue globalement de 1 790 millions d'euros par rapport à fin juin 2020. Hors effet de première consolidation de CNP Assurances en juin 2020 (3 600 millions d'euros) et après retraitement des effets périmètre et change, le résultat net part du Groupe augmente de 1 801 millions d'euros. Cette évolution se caractérise par une croissance organique du résultat d'exploitation de 1 425 millions d'euros, qui avait été fortement marqué au premier semestre 2020 par les effets de la crise sanitaire et par une baisse à périmètre et change constant de la charge d'impôt de 300 millions consécutive à une dépréciation d'Impôts différés actifs enregistrée au premier semestre 2020 pour un montant de 270 millions d'euros

3.6 Variation de la dette nette

La dette nette du groupe à fin juin 2021 est de 9 451 millions d'euros. Elle a augmenté de 649 millions d'euros au cours du premier semestre 2021.

La variation de dette du Groupe est fortement corrélée au solde net des flux liés à la croissance externe et aux actifs financiers (633 millions d'euros), à la variation des dettes de location financement en hausse de 115 millions d'euros et à un financement perpétuel d'un montant de 198 millions d'euros. Dans une moindre mesure, le Free cash-flow généré (+55 millions d'euros) contribue à la diminution de la dette nette.

4. Résultats opérationnels par secteur d'activité

4.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste.

Publié 2021.06	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>										
CA & PNB Externes	6 379	6 112	3 961	365	23	16	1	0		16 857
CA & PNB Intersecteurs	153	59	13	104	1 896	391	588	0	-3 204	
Produits opérationnels	6 532	6 171	3 974	469	1 920	407	589	0	-3 204	16 857
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	187	532	728	17	71	20	-69	-368	-0	1 119
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	27	0	-2	-0	-0	0	0	26
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	187	533	755	17	69	20	-69	-368	-0	1 145
Marge opérationnelle (%)	2,9	8,6		3,7		4,9				6,8
Publié 2020.06										
<i>(en millions d'euros)</i>										
CA & PNB Externes	5 367	5 016	3 785	289	27	10	1	0		14 495
CA & PNB Intersecteurs	144	41	8	80	1 771	404	543	0	-2 990	
Produits opérationnels	5 510	5 057	3 793	369	1 798	414	544	0	-2 990	14 495
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	-1 177	354	881	-35	-39	22	-93	-335	-9	-431
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-3	25	0	-10	-0	-0	0	0	13
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-1 177	351	906	-35	-49	22	-93	-335	-9	-418
Incidence de l'opération CNP	0	0	3 007	0	0	0	0	0	0	3 007
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint yc incidence opération CNP	-1 177	351	3 913	-35	-49	22	-93	-335	-9	2 588
Marge opérationnelle (%)	-21,4	6,9		-9,5		5,4				-2,9

4.2 Services–Courrier-Colis

La branche Services–Courrier–Colis couvre :

- L'activité courrier de La Poste SA (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse), l'activité des petits paquets import ainsi que les nouveaux services de proximité (code de la route, logistique de proximité, connaissance des territoires) ;
- L'activité colis de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC ou CtoC en France et à l'export ;
- L'ensemble des activités des filiales intervenant sur les marchés de diversification :
 - Marketing direct et data-marketing (Mediapost) ;
 - Solutions de logistique et e-logistique (Viapost) ;
 - Silver Economie et prestation de santé à domicile (Silver & Santé) ;
 - Transition énergétique (Nouveaux Services) ;
 - Solutions de courrier transfrontière, y compris l'envoi et la livraison de courrier, catalogues, presse et petites marchandises (Asendia).

	2021.06	2020.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	6 532	5 510	1 022	+18,5
dont CA hors groupe	6 379	5 367	1 012	+18,9
Charges opérationnelles	-6 345	-6 687	342	-5,1
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	187	-1 177	1 364	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	-0	-36,1
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	187	-1 177	1 364	n.s.
Marge opérationnelle	2,9%	-21,4%	24,2 pts	

4.2.1 Activité Courrier

Même si les premiers mois de l'année 2021 ont été marqués par une 3ème vague épidémique en France et dans la majorité des pays dans le monde, avec des conséquences économiques significatives, le chiffre d'affaires du Courrier affiche une amélioration de +357 millions d'euros (+10,4 %) par rapport au 30 juin 2020 et s'élève au 30 juin 2021 à 3 791 millions d'euros.

Le trafic Courrier apparaît ainsi en hausse de +6,4 %¹¹ à jours ouvrés équivalents, soit +180 millions d'euros d'effet volume/mix produits, dus à un rattrapage partiel de l'activité par rapport à un premier semestre 2020 fortement impacté par les mesures de confinements stricts, alors même que le niveau d'activité du Courrier continue structurellement à décroître même plus vivement depuis le démarrage de la crise sanitaire.

¹¹ Sur la base du chiffre d'affaires donnant lieu à trafic

La hausse tarifaire au 1er janvier 2021 est de +4,8 %¹² en moyenne, soit un effet estimé à +135 millions d'euros sur le chiffre d'affaires donnant lieu à trafic.

Les Nouveaux Services de La Poste SA sont en progression de 29 millions d'euros, portés notamment par les activités de logistique de proximité.

4.2.2 Activité Colis

La crise sanitaire et les mesures de freinage de l'épidémie (fermeture des magasins, couvre-feu, restrictions de déplacement) ont eu un effet de catalyseur sur le e-commerce, du fait du report des achats vers le commerce en ligne.

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2021 est de 1 243 millions d'euros, en croissance organique de + 262 millions d'euros (soit +26,8 %).

Le volume des colis distribués s'établit à 265 millions d'objets, en progression de +31,9 % à jours ouvrés équivalents sur l'ensemble des segments :

- 237 millions d'objets sur le BtoC (+34,4 % à jours ouvrés équivalents) sous l'effet de la croissance du e-commerce, et notamment du National Entreprise de 60 millions d'objets (+35,7 % à jours ouvrés équivalents) par rapport à fin juin 2020. La remise à domicile enregistre une hausse de 50,0 millions d'objets (+33,3 % à jours ouvrés équivalents) soit 82,5 % du trafic BtoC ;
- 20 millions d'objets sur le CtoC, soit +12,0 % à jours ouvrés équivalents par rapport à fin juin 2020 ;
- 7 millions d'objets sur les produits import, soit +18,3 % à jours ouvrés équivalents.

4.2.3 Activité Filiales Branche Services-Courrier-Colis

Le chiffre d'affaires des Filiales de la Branche Services-Courrier-Colis s'établit au 30 juin 2021 à 1 498 millions d'euros, en croissance organique de 407 millions d'euros par rapport au 30 juin 2020 hors effets périmètre et change de -5 millions d'euros induits par un effet change défavorable de -16 millions d'euros et par un effet périmètre de +10 millions d'euros, lié essentiellement à l'intégration des sociétés Budget Box, Dynapresse et Nouveal.

Les dynamiques des marchés des filiales sont les suivantes :

- Asendia génère un chiffre d'affaires de 1 028 millions d'euros en progression organique de +302 millions d'euros, portée par une croissance vive du e-commerce depuis le début de la crise sanitaire. Ses filiales ont réalisé d'excellentes performances par rapport à fin juin 2020 : eShopWorld, spécialisée dans la vente de marchandises en e-commerce dans le secteur du retail (+143 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020), Asendia Logistics (+159 millions d'euros) ;
- Les filiales de La Poste Silver résistent dans le contexte de crise sanitaire, générant un chiffre d'affaires de 100 millions d'euros en croissance organique de + 7 millions d'euros ;
- Les activités de Mediapost sont en croissance organique de 54 millions d'euros, principalement due à un rattrapage partiel sur l'activité imprimé publicitaire (à l'arrêt

¹² Rapportée à la base du chiffre d'affaires donnant lieu à trafic

durant le premier confinement en 2020), malgré des difficultés persistantes induites par les fermetures récurrentes des grandes enseignes.

4.2.4 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis s'élève à 187 millions d'euros à fin juin 2021, en croissance organique de 1 362 millions d'euros par rapport à fin juin 2020, marqué par une décroissance accélérée de l'activité Courrier qui avait conduit à la comptabilisation d'une dépréciation d'actifs de -863 millions d'euros. Cette progression s'explique principalement par le phénomène de rattrapage partiel induit par la sévérité du premier confinement sur le premier semestre 2020.

Le résultat d'exploitation du Colis progresse de +78 millions d'euros, porté par une activité toujours plus soutenue du e-commerce depuis le début de la crise sanitaire.

Le résultat des filiales est en croissance organique de 50 millions d'euros, traduisant principalement le rattrapage de Mediapost fortement impacté par la crise sanitaire au premier semestre 2020 avec un résultat d'exploitation en progression de +39 millions d'euros, ainsi que la progression de +16 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Asendia tirée par la croissance du e-commerce.

4.3 GeoPost¹³

GeoPost/DPDgroup, filiale du Groupe La Poste, couvre les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger sous les principales marques commerciales suivantes : DPDgroup dans les pays européens et à l'international, Chronopost en France, BRT en Italie, SEUR en Espagne et Jadlog au Brésil. Les filiales de ce pôle interviennent historiquement sur les segments d'entreprise à entreprise (BtoB) et de façon croissante avec une forte accélération en 2021 sur les segments d'entreprise à particulier (BtoC) qui représentent désormais 58,8 % des volumes outbound à fin juin 2021 (53,9 % à fin juin 2020). Outre cette activité d'expressiste, GeoPost/DPDgroup développe de nouveaux services urbains autour de la logistique urbaine via notamment ses filiales Urby et Stuart. Le développement de l'activité à l'international se poursuit via l'acquisition de Speedy AD permettant de renforcer la présence en Bulgarie et Roumanie.

	2021.06	2020.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	6 171	5 057	+1 114	+22,0
dont CA hors Groupe	6 112	5 016	+1 097	+21,9
Charges opérationnelles	-5 639	-4 703	-935	+19,9
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	532	354	+179	+50,5
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	-3	+3	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	533	351	+182	+51,8
Marge opérationnelle	8,6%	6,9%	1,7 pts	

¹³ branche GeoPost y compris URBY

4.3.1 Activité GeoPost/DPDgroup

Le chiffre d'affaires de GeoPost/DPDgroup à fin juin 2021 s'établit à 6 171 millions d'euros. Il est en croissance de 1 114 millions d'euros, soit +22,0 % par rapport à fin juin 2020. Après retraitement des effets périmètre de -8,0 millions d'euros (cession de Tigers en avril et intégration de Speedy) et de change de -35,4 millions d'euros (dont -15,6 millions d'euros sur le rouble et -13,4 millions d'euros sur le réal brésilien), la croissance organique est de 1 157 millions d'euros, soit +23,3 %.

A fin juin 2021, GeoPost/DPDgroup a livré 1 051 millions de colis, soit une évolution organique de +21,7 % par rapport à fin juin 2020. Cette forte hausse est portée par la croissance du segment BtoC (+52,1 %) accélérée par la crise sanitaire de la Covid-19 et les changements d'usage de consommation qu'elle a induits. Cette hausse des volumes explique principalement la croissance organique du chiffre d'affaires avec une progression de 919 millions d'euros (+18,5 %) dont 18 millions d'euros d'impact favorable des jours ouverts.

- Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni s'établit à 1 140 millions d'euros, soit une progression organique de +29,3 % tirée par le marché domestique. Le Royaume-Uni demeure le moteur de la performance organique de la branche (dont il assure 22,3% de la progression organique) malgré la mise en œuvre des accords du Brexit au 1^{er} janvier, qui s'est traduite par une baisse des flux transfrontaliers.
- En France, l'évolution du chiffre d'affaires organique est de +22,3 % chez Chronopost avec un fort développement des grands comptes et de +23,0 % sur DPD France, tirée par la progression du BtoC (+ 24,8 %) par rapport à fin juin 2020.
- Avec un chiffre d'affaires de 1 152 millions d'euros, l'Allemagne enregistre une progression organique de +18,1 % avec une croissance des volumes de +19,0 %.
- L'Espagne réalise un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros en augmentation organique de +17,5 % tiré par la croissance des volumes de +11,1 %.
- Le chiffre d'affaires du Benelux de 369 millions d'euros, connaît une forte progression organique de +20,9 % portée notamment par les flux inter-frontaliers.
- En Pologne, le chiffre d'affaires de 333 millions d'euros enregistre une progression organique de +21,4 % grâce à l'international et au BtoC domestique.
- Le chiffre d'affaires des Nouveaux Services Urbains s'établit à 86 millions d'euros, en progression organique de +57 millions d'euros, grâce en particulier à l'activité de Stuart dont le chiffre d'affaires a plus que triplé.
- Urby, en phase de développement, réalise un chiffre d'affaires en progression organique de + 7 millions d'euros.

4.3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation y compris la quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de GeoPost/DPDgroup est de 533 millions d'euros à fin juin 2021. Après retraitement des effets périmètre et change, nuls, le résultat d'exploitation est en progression organique de 182 millions d'euros par rapport à fin juin 2020 (+52,3 %).

Ce résultat traduit très largement la progression de l'activité post-crise sanitaire, tirée par la hausse du e-commerce suite aux confinements successifs mis en place et une meilleure absorption des coûts fixes liée aux volumes.

4.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre La Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au Groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

Depuis le 4 mars 2020, dans le cadre de la constitution d'un grand pôle financier public prévu par le protocole d'accord engageant conclu le 31 juillet 2019 entre l'Etat, la Caisse des Dépôts, La Poste et La Banque Postale. La Banque Postale est devenue actionnaire majoritaire de CNP Assurances.

L'évolution de la gouvernance de La Banque Postale et la mise en œuvre de son Plan Stratégique à 2030 présenté le 2 mars 2021 ont conduit à faire évoluer l'information sectorielle avec notamment une nouvelle segmentation articulée autour de quatre métiers et un segment « Hors Pôles ».

4.4.1 Activités commerciales

Dans un contexte de sortie de crise progressive, les encours d'épargne et de crédits de la clientèle progressent respectivement de +3,4 % et de +4,3 % par rapport à fin juin 2020.

	2021.06	2020.06	Variation	
(encours en milliards d'euros)			(en Md€)	(en %)
EPARGNE CLIENTELE	347,0	335,5	+11,4	+3,4
Dépôts à vue	84,3	80,3	+4,0	+5,0
Epargne ordinaire	90,1	86,7	+3,4	+3,9
Epargne logement	31,1	31,7	-0,6	-1,9
OPCVM ^(a)	13,8	10,9	+2,9	+26,4
Assurance-Vie ^(a)	126,7	124,8	+1,9	+1,5
Autres ^(b)	1,0	1,2	-0,2	-15,3
CREDITS CLIENTELE	110,2	105,7	+4,6	+4,3
Crédits immobiliers (c)	66,4	64,0	+2,5	+3,8
Crédits à la consommation	5,2	5,0	+0,2	+4,2
Autres crédits (d)	0,6	0,5	+0,1	+23,1
Crédits aux personnes morales (e)	38,0	36,2	+1,8	+4,9

(a) Produits distribués par le réseau de la Banque Postale et de ses filiales.

(b) Comptes à terme et PEP.

(c) hors rachats de portefeuilles de crédits néerlandais.

(d) D.A.V débiteurs et différés cartes bancaires; données 30.06.2019 proforma suite exclusion des titres en pension livrée non considérés comme des opérations avec la clientèle.

(e) Entreprises, Bailleurs Sociaux, Associations et Collectivités Territoriales.

4.4.1.1 Bancassurance France

	2021.06	2020.06	Variation	
<i>(encours en milliards d'euros)</i>			<i>(en Md€)</i>	<i>(en %)</i>
EPARGNE CLIENTELE	329,0	318,7	+10,3	+3,2
Dépôts à vue	71,7	67,5	+4,2	+6,2
Epargne ordinaire	89,6	86,2	+3,4	+3,9
Epargne logement	31,0	31,6	-0,6	-1,9
OPCVM	12,8	10,3	+2,5	+24,0
Assurance-Vie	123,0	122,0	+1,0	+0,8
Autres	0,9	1,1	-0,1	-13,2
CREDITS CLIENTELE	68,0	65,8	+2,3	+3,4
Crédits immobiliers	62,5	60,5	+2,0	+3,3
Crédits à la consommation	5,2	4,9	+0,2	+4,3
Autres crédits	0,4	0,3	+0,1	+22,1

Les dépôts à vue conservent une collecte soutenue, avec des encours en croissance de 4,2 milliards d'euros sur un an (+6,2 %, traduisant la confiance des français en La Banque Postale). L'épargne ordinaire participe également de cette progression avec une hausse sur douze mois de +3,4 milliards d'euros (+3,9 %), malgré la faiblesse des rendements offerts. Le taux de rémunération du livret A, dont le taux est fixé à 0,50 % depuis le 1^{er} février 2020, continue à jouer son rôle d'épargne de précaution avec des encours en hausse de +2,8 % pour atteindre 66,3 milliards d'euros.

Les encours de La Banque Postale en matière d'Assurance Vie s'établissent à 123,0 milliards d'euros, en hausse de 1,0 milliard d'euros (+0,8 %) par rapport à fin juin 2020. La part des encours en unités de compte progresse de 3 points et atteint 13%.

Au cours du premier semestre 2021, 5,5 milliards d'euros de crédits à l'habitat ont été mis en force par La Banque Postale (hors sa filiale BPE), en hausse de 23,2 % par rapport à fin juin 2020, dans un contexte de rattrapage suite au confinement dur du premier semestre 2020. Malgré des taux d'intérêts toujours bas et le durcissement des critères d'octroi de crédits, les encours de crédits immobiliers progressent de +3,3 % sur un an à 62,5 milliards d'euros.

Portée par la reprise de la consommation des ménages suite au déconfinement, la production des crédits à la consommation, gérés par La Banque Postale Consumer Finance, est en hausse de +27,3 %, portant les encours à 5,2 milliards d'euros (+4,3 % par rapport à fin juin 2020). Les ventes par internet ou via la plateforme à distance demeurent à un niveau élevé et représentent à fin juin 2021, 39 % de la production de prêts personnels.

4.4.1.2 Bancassurance International

Une bonne dynamique commerciale en Europe comme en Amérique Latine

En Europe hors France, le taux d'UC de la collecte brute est en croissance 3 points à 80%, porté par le succès des campagnes commerciales des produits My selection en Italie.

En Amérique Latine, Caixa Vida e Previdencia renforce son leadership en accédant à 2ème place sur le marché brésilien de la retraite, avec une part de marché de 22,1% à fin mai. L'activité reste très dynamique, tirée par la très bonne performance du segment Retraite sur le semestre, dont le chiffre d'affaires progresse de 89 % en devise locale.

4.4.1.3 Banque Patrimoniale et Gestion d'Actifs

<i>(encours en milliards d'euros)</i>	2021.06	2020.06	Variation	
			<i>(en Md€)</i>	<i>(en %)</i>
EPARGNE CLIENTELE	6,3	5,0	+1,4	+27,6
Dépôts à vue	1,0	0,9	+0,1	+11,2
Epargne ordinaire	0,5	0,4	+0,0	+8,9
Epargne logement	0,0	0,0	+0,0	+5,0
OPCVM	1,0	0,6	+0,4	+67,5
Assurance-Vie	3,7	2,8	+0,9	+30,6
Autres	0,1	0,1	-0,0	-30,2
CREDITS CLIENTELE	4,2	3,7	+0,5	+14,2
Crédits immobiliers	3,9	3,5	+0,5	+13,8
Crédits à la consommation	0,0	0,0	-0,0	-6,2
Autres crédits	0,2	0,2	+0,0	+24,6

La banque patrimoniale BPE

L'activité commerciale de la banque patrimoniale BPE affiche une très bonne dynamique sur le premier semestre illustrée par la hausse de la collecte nette (+44,9 %) et de la production de crédits immobiliers (+29,2 %). Les encours d'épargne (hors gestion sous mandat) progressent de +27,6 % pour atteindre 6,3 milliards d'euros avec une progression de l'épargne d'assurance vie de +30,6 % à 3,7 milliards d'euros d'encours sous l'effet des transferts liés à la Loi PACTE. Les encours de crédits progressent de +14,2 % pour atteindre 4,2 milliards d'euros.

Cette évolution témoigne du développement de La Banque Postale sur le marché de la clientèle patrimoniale s'appuyant sur un réseau de proximité de 28 agences et de 52 espaces dédiés en bureaux de poste avec plusieurs ouvertures au premier semestre 2021.

La Gestion d'Actifs

Les encours sous gestion, qui se composent de ceux de La Banque Postale Asset Management (retraités du transfert des encours gérés à la JV Ostrum suite à l'opération de rapprochement avec

CNP Assurances) et de Tocqueville Finance, et les encours distribués s'établissent à 56,0 milliards d'euros au 30 juin 2021, en hausse de 9 % par rapport au 31 décembre 2020, liée à un effet marché positif de 3,4 milliards d'euros et à un effet collecte de 1,1 milliard d'euros.

La Banque Postale Asset Management détient une participation de 45 % dans Ostrum dont les encours atteignent 437 milliards d'euros.

4.4.1.4 Banque de Financement et d'Investissement

<i>(encours en milliards d'euros)</i>	2021.06	2020.06	Variation	
			<i>(en Md€)</i>	<i>(en %)</i>
EPARGNE CLIENTELE	11,7	11,9	-0,2	-1,9
Dépôts à vue	11,7	11,9	-0,2	-1,9
CREDITS CLIENTELE	38,0	36,2	+1,8	+4,9
Crédits entreprises	30,3	28,5	+1,9	+6,5
Crédits au secteur public local	7,7	7,7	-0,1	-0,9

Engagée au service du développement des territoires et de l'économie réelle, La Banque Postale finance le secteur public local et les entreprises. Cette activité connaît depuis son lancement une croissance forte, qui se confirme encore sur le premier semestre 2021, avec des encours en progression de +4,9 % sur un an pour atteindre 38,0 milliards d'euros. Ces encours comprennent 4,4 milliards d'euros d'encours d'affacturage, La Banque Postale développant activement son offre de crédits spécialisés à destination des entreprises. Enfin, il est à noter que l'évolution des encours est minorée par la cession de 4,9 milliards d'euros sur la période à la Caisse Française de Financement Local, conformément au modèle de développement mis en place lors de l'entrée de La Banque Postale sur le marché du secteur public local.

4.4.2 Performance opérationnelle

Un Produit Net Bancaire (PNB) en progression dans un contexte de sortie de crise

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 3 974 millions d'euros à fin juin 2021, en hausse de 181 millions d'euros (publié). Après retraitement de la provision Epargne Logement, du retournement de PPA et des effets périmètre et change, le Produit Net Bancaire s'élève à 3 956 millions d'euros dans un contexte de taux bas qui perdure.

La marge nette d'intérêts (MNI) retraitée des plus-values ALM réalisées au premier semestre 2020 progresse de +4,5 % pour atteindre 1 202 millions d'euros, sous l'effet de la bonne tenue des activités de financement (marge sur crédits +67 millions d'euros) et de la bonne performance des activités de la salle des marchés (+92 millions d'euros).

Les commissions sont en hausse de +8,8 %, notamment sur l'activité liée à l'équipement et la gestion du compte, ainsi qu'aux activités patrimoniales et conseil en immobilier.

Le PNB assurances reflète l'amélioration des marges en lien avec le bon niveau d'activité et la revalorisation des encours, complétée par la croissance des revenus pour compte propre.

Les frais de gestion de la branche Banque Postale augmentent de 17,4 % par rapport à fin juin 2020, à -3 150 millions d'euros. Hors effet périmètre et change (-174 millions d'euros) et hors retournement de PPA lié à l'intégration de CNP Assurances, les frais de gestion sont en hausse de 155 millions d'euros conséquence d'un surcoût sur les impôts et taxes lié au FRU et à la FGDR, de la hausse des charges de distribution liée à un effet base en 2020 et de la poursuite de son programme de transformation, de digitalisation des processus et de l'offre, et du développement des métiers.

Le résultat brut d'exploitation de la branche, à 824 millions d'euros, est en baisse de -25,8 %. Le coefficient d'exploitation de La Banque Postale s'établit à 79,7 %.

Le coût du risque, à 98 millions d'euros, est inférieur de -130 millions d'euros au niveau de fin juin 2020. Cette baisse reflète la qualité du portefeuille d'actifs de La Banque Postale et son exposition limitée aux secteurs les plus touchés de la crise économique et sanitaire (1% des expositions en défaut). Rapporté aux encours de crédit, il se situe à un niveau bas à 13 points de base¹⁴.

Le résultat net part du groupe s'élève à 223 millions d'euros dont -217 millions d'euros de retournement de PPA.

<i>(en millions d'euros)</i>	2021.06	2020.06	Variation	
			<i>(en Meuros)</i>	<i>(en %)</i>
Produit net bancaire	3 974	3 793	181	4,8
Frais de gestion (a)	-3 150	-2 682	-468	17,4
Résultat brut d'exploitation	824	1 110	-287	-25,8
Coût du risque	-98	-228	130	-56,9
Gains et pertes sur autres actifs	2	-1	3	n.s.
Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	0	3 007	-3 007	-100
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	728	3 888	-3 161	-81,3
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	<i>79,7%</i>	<i>71,9%</i>		
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	27	25	2	9,5
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	755	3 913	-3 158	-80,7
Impôts sur les sociétés	-352	-332	-20	+6,0
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	2	638	-635	-99,6
Intérêts minoritaires	-183	-200	17	-8,6
Résultat net part du groupe	223	4 019	-3 797	-94,5

(a) Le montant des Frais de gestion intègre un effet positif du Groupement de moyens pour 7,4 millions d'euros au 30.06.2021 et pour 27,7 millions d'euros au 30.06.2020

¹⁴ Coût du risque de crédit de la banque commerciale rapporté aux encours de début de période.

4.4.2.1 Bancassurance France

<i>(en millions d'euros)</i>	2021.06	2020.06	Variation	
			<i>(en Meuros)</i>	<i>(en %)</i>
Produit net bancaire	3 135	2 574	561	21,8
Frais de gestion	-2 326	-2 093	-233	11,1
Résultat brut d'exploitation	809	481	328	68,0
Coût du risque	-25	-79	54	-68,0
Gains et pertes sur autres actifs	1	0	2	n.s.
Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	0	0	0	-
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	785	402	383	95,1
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	<i>74,3%</i>	<i>82,9%</i>		
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	24	24	0	1,0
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	809	426	383	89,9
Impôts sur les sociétés	-227	-124	-102	+82,0
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	44	-44	-100,0
Intérêts minoritaires	-219	-112	-107	95,5
Résultat net part du groupe	363	233	130	55,9

Le Produit net bancaire progresse de +21,8 % (+8,3 % à périmètre constant) à 3 135 millions d'euros, porté par une contribution forte des activités assurantielles (+16 %). La marge nette d'intérêts sur la Banque de détail impactée par les taux continue de baisser (-11 %), compensée par une croissance forte des commissions de 8%, notamment liée aux activités banque au quotidien et tenue de compte.

Les frais de gestion sont en hausse de +11,1 % s'explique par un effet de base défavorable sur 2020.

Le coût du risque diminue pour atteindre -25 millions d'euros et illustre la qualité du portefeuille d'actifs de La Banque Postale et la gestion prudente déployée tout au long de la crise sanitaire et économique.

Le résultat net part du groupe à 363 millions d'euros est en croissance de 56,4 % hors effet périmètre.

4.4.2.2 Bancassurance International

<i>(en millions d'euros)</i>	2021.06	2020.06	Variation	
			<i>(en Meuros)</i>	<i>(en %)</i>
Produit net bancaire	577	490	87	17,7
Frais de gestion	-213	-121	-92	76,3
Résultat brut d'exploitation	364	369	-6	-1,5
Coût du risque	-3	1	-4,0	n.s.
Gains et pertes sur autres actifs	0	-1	0,7	-97,8
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	361	370	-9	-2,4
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	36,9%	24,6%		
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	1	1	0	-23,0
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	362	371	-9	-2,5
Impôts sur les sociétés	-137	-143	6	-4,4
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	-
Intérêts minoritaires	-153	-140	-13	9,4
Résultat net part du groupe	73	89	-16	-18,0

Le produit net bancaire, à 577 millions d'euros, est en progression de +17,7 % (recul de 1,7 % à périmètre et change constants) par rapport à fin juin 2020.

Un résultat en croissance sur l'Europe (+44 % à périmètre et change constants), tiré par l'activité ainsi que les revenus financiers comprenant en 2020 l'impact des dotations liées à la crise sanitaire et économique.

Un résultat en recul sur l'Amérique Latine (-12 % à périmètre et change constants), avec une hausse de la sinistralité afférente à l'accroissement du taux de décès (crise COVID-19) et de moindres revenus financiers, compensés par le volume d'activité et la progression des marges sur les produits retraite. Mise en œuvre d'un plan de réduction des charges.

Les frais de gestion augmentent de 76,3 % (-11,3 % à périmètre et change constants) sur le semestre et atteignent -213 millions d'euros.

Le résultat net part du groupe recule de -18,0 % (-2 % à périmètre et change constants) à 73 millions d'euros, avec une baisse des revenus (-1,7% à périmètre et change constants) en lien avec l'accentuation de l'impact du contexte sanitaire sur l'Amérique Latine.

4.4.2.3 Banque Patrimoniale et Gestion d'Actifs

(en millions d'euros)	2021.06	2020.06	Variation	
			(en Meuros)	(en %)
Produit net bancaire	146	130	16	12,0
Frais de gestion	-88	-89	1	-1,0
Résultat brut d'exploitation	58	41	16	39,7
Coût du risque	0	-1	1	n.s.
Gains et pertes sur autres actifs	1	0	1	-
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	59	41	18	44,5
Coefficient d'exploitation LBP	60,6%	68,6%		
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	2	0	2	-
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	61	41	21	50,5
Impôts sur les sociétés	-18	-13	-4	+30,5
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	2	0	2	n.s.
Intérêts minoritaires	-7	-5	-2	40,5
Résultat net part du groupe	39	23	16	71,5

Le produit net bancaire, à 146 millions d'euros, est en progression de +12,0 % par rapport à fin juin 2020. Sur la Banque Patrimoniale, le PNB est tiré par une très forte dynamique sur l'épargne financière, la gestion sous mandat et le crédit à l'habitat. La Gestion d'actifs réalise également de bons résultats portés par une collecte nette de plus d'1 millions d'euros, axée sur les institutionnels et les classes d'actifs diversifiées et obligataires, et un effet marché porteur.

Les frais de gestion à -88 millions d'euros sont en baisse de -1,0 %.

Le résultat net part du groupe est en forte progression de +71,5 % tant sur la Banque Patrimoniale (+88%) que sur la Gestion d'Actifs (+55%).

4.4.2.4 Banque de Financement et d'Investissement

(en millions d'euros)	2021.06	2020.06	Variation	
			(en Meuros)	(en %)
Produit net bancaire	571	424	147	34,8
Frais de gestion	-312	-299	-12	4,1
Résultat brut d'exploitation	259	124	135	n.s.
Coût du risque	-71	-133	62	-46,8
Gains et pertes sur autres actifs	0	0	0	-
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	189	-8	197	n.s.
Coefficient d'exploitation LBP	56,3%	72,1%		
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	0	0	0	-
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	189	-8	197	n.s.
Impôts sur les sociétés	-54	3	-56	n.s.
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	-
Intérêts minoritaires	0	0	0	-49,9
Résultat net part du groupe	135	-6	141	n.s.

Le produit net bancaire progresse de +34,8 % à 571 millions d'euros, tiré par une contribution de l'ensemble des segments de clientèle : une croissance des activités de financement (+16%), bonne tenu de l'activité de gestion de compte (+16%) ainsi qu'une bonne performance de la salle des marchés portée par un contexte favorable.

Le résultat net part du groupe s'élève à 135 millions d'euros (vs -6 millions d'euros en 2020), appuyé par une progression soutenue du produit net bancaire et d'un coût du risque très inférieur à celui observé au premier semestre 2020.

4.4.2.5 Hors Pôles

<i>(en millions d'euros)</i>	2021.06	2020.06	Variation	
			<i>(en Meuros)</i>	<i>(en %)</i>
Produit net bancaire	-454	175	-629	n.s.
Frais de gestion	-212	-81	-131	n.s.
Résultat brut d'exploitation	-666	94	-760	n.s.
Coût du risque	0	-17	17	-100,0
Gains et pertes sur autres actifs	0	0	0	-
Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	0	3 007	-3 007	-100
Résultat d'exploitation avant QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	-666	3 084	-3 750	n.s.
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	-46,7%	46,3%		
QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	0	0	0	-
Résultat d'exploitation après QP du résultat net des sociétés sous ctrl conjoint	-666	3 084	-3 750	n.s.
Impôts sur les sociétés	83	-54	136	n.s.
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	594	-594	-100,0
Intérêts minoritaires	196	57	139	n.s.
Résultat net part du groupe	-388	3 680	-4 068	n.s.

Les résultats du pôle se caractérisent par les éléments suivants :

- les écritures de première consolidation de CNP Assurances constatées au premier semestre 2020 pour 3 601 millions d'euros;
- une évolution défavorable du retournement de PPA de 157 millions d'euros en résultat net part du groupe dont -305 millions d'euros sur le PNB et -104 millions d'euros sur les frais de gestion partiellement compensés au niveau de l'impôt et des intérêts minoritaires ;
- une hausse de la contribution FRU et FGDR qui passe de 61 millions d'euros à fin juin 2020 à 89 millions d'euros à fin juin 2021 dans les frais de gestion ;
- un effet base défavorable des plus ou moins-values sur titres ALM pour 328 millions d'euros.

4.4.3 Structure financière

	2021.06	2020.12	Variation
Bilan (Mds€)	754	737	2,3%
Solvabilité			
Fonds propres prudentiels	21,3	21,0	1,6%
Ratio Common Equity Tier 1 ^(a)	20,2%	20,4%	-0,2 pts
Ratio de solvabilité	24,2%	24,5%	-0,3 pts
Ratio de levier ^{(b)(c)}	6,7%	6,1%	0,6 pts
Taux de couverture du SCR	219%	208%	11,0 pts
Liquidité			
Ratio LCR	220%	179%	41 pts
Ratio NSFR	145%	140%	5,0 pts
Ratio crédits / dépôts	81,1%	83,6%	-2,5 pts

(a) Le Ratio CET1 au 31.12.2020 intégrait le provisionnement de 180 millions d'euros de

(b) Suite à l'entrée en vigueur des dispositions de CRR2 relatives au ratio de levier

(c) Le ratio de levier à 6,1% au 31.12.2020 intègre 180 millions d'euros de dividendes

La Banque Postale présente une structure financière solide avec un ratio Common Equity Tier 1 estimé à 20,2 % au 30 juin 2021 (-0,2 point par rapport au 31 décembre 2020 publié), niveau très supérieur à l'exigence globale de fonds propres CET1 (« OCR ») de 8,38 %^[1] fixée par la Banque Centrale Européenne et applicable depuis le 2 avril 2020. Cette évolution s'explique essentiellement par l'impact de l'entrée en application du Règlement CRR2^[2] (-0,3 point).

Le ratio global de solvabilité s'établit à 24,2 %, en baisse de 0,3 point par rapport à fin décembre 2020.

Le taux de couverture du SCR est de 219 % au 30 juin 2021 (+11 points par rapport au 31 décembre 2020 publié). Cette évolution s'explique essentiellement par l'évolution des marchés (remontée des taux d'intérêts sur les maturités longues).

À fin juin 2021, le calcul du ratio de levier évolue conformément aux dispositions du Règlement CRR2, et exclut désormais les encours d'épargne centralisée à la Caisse des dépôts, s'établissant ainsi à 6,7 %.

La position de liquidité du bilan demeure supérieure aux exigences réglementaires et se traduit par un ratio crédits sur dépôts à 81,1 %, en baisse de 2,5 points, et un ratio LCR estimé à 220 % (ratio de liquidité court terme) contre 179 % au 31 décembre 2020.

^[1] L'exigence de fonds propres CET1 n'a pas évolué depuis le 30 juin 2020

^[2] Règlement (UE) n°2019/876 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n°575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication.

4.5 Le Réseau La Poste

La branche « Réseau La Poste » distribue auprès du grand public, les produits et services du Groupe La Poste (Réseau La Poste Maison mère) et de la filiale La Poste Telecom (intégrée sur la ligne quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint) proposant son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

	2021.06	2020.06	Variation	
			vs N-1 (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires	1 920	1 798	+122	+6,8
Charges opérationnelles	-1 848	-1 837	-11	+0,6
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	71	-39	+110	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-2	-10	+7	-75,7
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	69	-49	+118	n.s.

Le chiffre d'affaires représente la facturation interne des prestations réalisées par le Réseau La Poste pour le compte des autres branches. Il est régi par des accords de services tels que :

- Des conventions de service assises sur des inducteurs opérationnels (chiffre des ventes, objets traités) avec la branche Services-Courrier-Colis, la branche GeoPost (Chronopost) ;
- Pour La Banque Postale, des conventions de service basées sur les opérations traitées pour l'activité bancaire de guichet et facturation au réel des coûts de la ligne conseil bancaire intégrée au Réseau (conseillers financiers, conseillers spécialisés en immobilier, etc.) ;
- Le transfert au secteur 'Non affecté' des coûts liés aux missions d'accessibilité du service universel postal, des coûts liés à la mission d'aménagement du territoire et des charges transitoires (notamment les dispositifs de fin de carrière).

4.5.1 Réseau La Poste

La crise sanitaire a accéléré la digitalisation des usages tout en révélant plus que jamais le besoin de proximité, d'une présence postale renforcée, réaffirmée par Le Groupe La Poste qui plaide pour le maintien d'une présence physique robuste.

A fin juin 2021, le Réseau La Poste s'appuie sur une organisation regroupant 17 046 points de contact, composés de 7 496 bureaux de poste et 9 525 partenariats (La Poste Agence Communale et La Poste Relais).

Sa capacité à innover pour répondre aux situations les plus difficiles a été éprouvée par le contexte exceptionnel de la crise sanitaire et facilitée par les chantiers initiés depuis plusieurs années :

- Un plan d'actions d'efficacité commerciale bancaire qui passe par :

- ✓ Une dynamique managériale avec une responsabilisation plus grande pour les directeurs de secteur particulièrement clé dans le contexte de crise sanitaire ayant engendré une transformation profonde ;
 - ✓ Une réalisation du plan de formation à 176 641 jours-hommes mené par l'Ecole de la Banque et du Réseau avec une montée en compétence renforcée sur l'activité d'assurance vie ;
 - ✓ L'aboutissement du poste de travail des conseillers bancaires Cap Client 3.0 avec des fonctionnalités additionnelles permettant la vente de produits à distance et pas uniquement en face à face.
- Un Réseau de service à la fois digital et humain grâce au déploiement d'outils digitaux pour les équipes et un accompagnement digital renforcé pour les clients :
 - ✓ Les chargés de clientèle répondent aux demandes des clients au cœur de l'espace de vente via un équipement en smartphones (Smartéo) permettant d'opérer la majorité des fonctionnalités (acheter un produit, déposer ou retirer un objet, donner son avis, etc.) ;
 - ✓ En milieu rural, le Réseau contribue au maintien de services au public dans les zones les plus fragiles. Son action pour réduire la fracture numérique se traduit par la mise à disposition d'équipements connectés et par un accompagnement de proximité ;
 - ✓ En rural et en urbain, un accès internet gratuit est offert (2 heures en ayant adhéré à « Mon Compte »), et permet de simplifier et faciliter l'accès aux services numériques pour les 4 590 bureaux de poste équipés à fin juin 2021 ;
 - ✓ En urbain, pour faciliter l'autonomie des personnes en difficulté avec le numérique, La Poste a mis en place dans 583 bureaux un important programme d'accompagnement fondé sur la mise à disposition de médiateurs et sur l'action de partenaires spécialisés dans la réduction de l'illectronisme ;
 - ✓ L'information client et la promotion sur le lieu de vente sont également modernisées grâce à un dispositif de communication digitale déployé dans 1 600 bureaux de poste, y compris dans les départements d'outre-mer. En outre, depuis mai 2021, les clients bénéficient d'une information fiable sur l'ensemble des points de services lors de leurs recherches sur Internet, les horaires sont mis à jour quasiment en temps réel sur Google et Laposte.fr.
 - Des formes de présence garantissant un maillage optimal et un service de proximité pour tous :
 - ✓ En milieu rural, La Poste maintient sa présence, grâce notamment à 520 Maisons de Services Au Public dont 229 ont reçu le label France Services (le

label France Services est décerné par l'Etat) ;

La Poste favorise le déploiement des facteurs-guichetiers : au nombre de 1 089 à fin juin 2021, ils partagent leur temps entre la réalisation de l'ensemble des prestations du facteur (distribution de courrier, colis, services de proximité) et celles du guichet d'un bureau de poste, assurant ainsi une prise en charge complète de l'offre postale ;

- ✓ En milieu urbain, en concertation avec les municipalités, la présence postale s'adapte aux besoins des citoyens : 1 206 La Poste Relais dans les villes de plus de 2 000 habitants en coopération avec de grandes enseignes nationales ;
- ✓ La modernisation des bureaux se poursuit depuis 5 ans : 2 847 bureaux depuis 2015 dont 208 en 2021.

Le résultat d'exploitation y compris quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint est de 69 millions d'euros à fin juin 2021, en amélioration de 118 millions d'euros par rapport à juin 2020. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des facturations internes de +119 millions d'euros (+38 millions d'euros sur le Colis, +15 millions d'euros sur le Courrier et + 66 millions d'euros sur la Banque) en lien avec un effet rebasage lié à la reprise d'activité vs 2020 et à la forte croissance du colis.

4.5.2 La Poste Mobile

Créée en 2011, La Poste Telecom est une joint-venture détenue à 51 % par Le Groupe La Poste et à 49 % par SFR. La Poste Mobile se positionne comme un opérateur à réseau physique offrant une gamme élargie de téléphonie fixe et mobile, un service de proximité de qualité et un service après-vente réactif.

Au premier semestre 2021, le parc mobile s'établit à 1,95 million de clients soit une hausse de +12,5 % sur un an permettant à la Poste Mobile de conforter sa position de 1^{er} opérateur mobile virtuel en France.

Sur le fixe, La Poste Mobile a fait évoluer son modèle en mai 2020 en mettant fin à la commercialisation de la box sous sa propre marque LPM pour commercialiser avec succès la box SFR.

4.6 Numérique

La Branche numérique est composée de deux pôles : le premier pôle développe des activités commerciales via ses filiales spécialisées dans le numérique, Docaposte et LP11 ainsi que le site de e-commerce laposte.fr ; le deuxième pôle pilote le déploiement de la stratégie numérique du Groupe, notamment la modernisation et la transformation numérique du Groupe en lien étroit avec les autres branches.

Le pôle d'activités commerciales s'organise autour de :

- ✓ Docaposte, opérateur de services physiques et numériques, spécialiste de l'accompagnement dans le passage au digital ;
- ✓ LP11, spécialisé dans le traitement de la data et dans l'intelligence artificielle ;

- ✓ Le site de e-commerce laposte.fr, qui développe le chiffre d'affaires en ligne des produits d'affranchissement (courrier, colis) et des offres de services (réexpéditions, Lettre Recommandée Electronique...).

Le pôle transformation assure pour le Groupe :

- ✓ La modernisation des processus internes et clients, en particulier via la dématérialisation ;
- ✓ La transformation, en accompagnant le développement de nouveaux services autour du client final, en particulier via la connaissance clients et les projets d'innovation ;
- ✓ Le positionnement de tiers de confiance de La Poste dans le monde numérique : Digiposte, Identité Numérique, e-santé.

	2021.06	2020.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	469	369	+99	+26,9
dont CA hors groupe	365	289	+75	+26,0
Charges opérationnelles	-451	-404	-47	+11,6
RESULTAT D'EXPLOITATION	17	-35	+52	n.s.
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>3,7%</i>	<i>-9,5%</i>	<i>13,2 pts</i>	

4.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires à fin juin 2021 est en progression de 99 millions d'euros par rapport à fin juin 2020 (soit +26,9 %) et s'établit à 469 millions d'euros (420 millions d'euros sur le pôle activités commerciales et 49 millions d'euros sur le pôle Transformation/Innovation). Après retraitement des effets périmètre et change de +31 millions d'euros, l'évolution organique du chiffre d'affaires est de 68 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires du pôle activités commerciales progresse de 80 millions :

- ✓ Le chiffre d'affaires de Docaposte en progression de 60 millions d'euros par rapport à fin juin 2020, atteint 356 millions d'euros à fin juin 2021 soit +20,2 %. Cette croissance s'explique en partie par des effets périmètre et change de +20 millions d'euros correspondant à l'acquisition en juin 2020 d'AR24, en décembre 2020 d'Index Education et en février 2021 de ProsofTeam. Hors effet périmètre et change, l'activité de Docaposte progresse de 39,8 millions d'euros par rapport à fin juin 2020. En effet, les activités physiques affichent une croissance de +24 millions d'euros tirée par le développement des activités de back office sur plateforme. Les activités digitales progressent quant à elles de +15,8 millions d'euros sous l'effet de la reprise partielle des activités de conseil et du développement des services de confiance numérique qui profitent de la crise sanitaire.
- ✓ Le chiffre d'affaires de LP11 s'établit à 38 millions d'euros, après intégration des effets périmètre et change pour +11 millions d'euros correspondant aux acquisitions en avril 2021 de Boptal et

OpenValue, soit une augmentation organique de 8,8 millions d'euros, +50 % par rapport à fin juin 2020 grâce à la performance des activités de Marketshot dans le secteur des télécommunications et de l'énergie ;

- ✓ laposte.fr enregistre une progression significative de ses ventes, à 144 millions d'euros (+6,5 %). Le chiffre d'affaires comptabilisé sous forme de commissions et refacturations de prestations techniques est quasi stable par rapport à fin juin 2020.

Le pôle transformation développe des projets transverses pour le compte du Groupe. La progression de son chiffre d'affaires de 19,8 millions d'euros s'explique en partie par l'accélération des projets DATA, Identité Numérique et Digiposte pour +10 millions d'euros et par l'évolution des règles d'allocation des coûts projets transverses. Par ailleurs, le chiffre d'affaires de Digiposte augmente de 1 million d'euros en lien avec la progression du parc de clients.

4.6.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Numérique s'établit à 17 millions d'euros à fin juin 2021, en croissance de 52 millions d'euros par rapport à fin juin 2020, dont +10 millions d'euros d'effet périmètre. Après retraitement des effets périmètre et change, le résultat d'exploitation du pôle commercial augmente de 32,8 millions d'euros sous l'effet de la progression de l'activité et de 10 millions d'euros pour les activités de transformation.

4.7 Autres Secteurs

4.7.1 L'Immobilier

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier de La Poste maison mère.

	2021.06	2020.06	Variation	
			vs N-1 (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires	407	414	-7	-1,6
<i>dont CA hors groupe</i>	16	10	+6	+56,0
Charges opérationnelles courantes	-394	-395	+1	-0,19
Résultat de cession	7	3	+4	n.s.
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	20	22	-2	-10,4
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	-0	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	20	22	-2	-10,9
<i>Marge opérationnelle</i>	4,9%	5,4%	-0,5 pt	

Le chiffre d'affaires du pôle Immobilier s'élève à 407 millions d'euros, en baisse de 7 millions d'euros, soit -1,6 % par rapport à fin juin 2020. Cette baisse s'explique principalement par une baisse des produits intragroupe de -13 millions d'euros (en particulier -6 millions d'euros de prestations d'aménagement, une grande vague de modernisation des bureaux de poste lancée en 2012 arrivant à échéance) malgré une hausse des indexations des loyers. A noter la progression des produits

opérationnels hors groupe de +6 millions d'euros par rapport à fin juin 2020 qui traduit une hausse des prestations réalisées notamment par Startway et la mise en exploitation de la Poste du Louvre.

Le résultat d'exploitation, après quote-part des résultats des sociétés sous contrôle conjoint, s'élève à 20 millions d'euros, en baisse de -2 millions d'euros par rapport à fin juin 2020. La baisse du chiffre d'affaires est partiellement compensée par la hausse du résultat de cession à hauteur de 4 millions d'euros, et par les efforts réalisés par le pôle immobilier pour réduire ses coûts de fonctionnement.

4.7.2 Supports et structures

Le secteur 'Supports et structures' correspond aux coûts du siège et aux directions Supports (principalement Gestion de parc de véhicules, Centres de services mutualisés (SI, RH, Comptable, Juridique, Achats...), Activités sociales et Approvisionnements) qui refacturent leurs prestations aux autres branches d'activité.

	2021.06	2020.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	589	544	+45	+8,3
Charges opérationnelles	-657	-637	-20	+3,2
Résultat d'exploitation avant quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-69	-93	+25	-26,5
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	+0	-36,1
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-69	-93	+25	-26,5

Les produits opérationnels s'établissent à 589 millions d'euros à fin juin 2021, dont 543 millions d'euros pour les produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité. En outre, 43 millions d'euros de frais de siège Groupe ont été refacturés au titre des *management fees*, en hausse de 24 millions d'euros du fait de la refacturation de l'ensemble des entités du Groupe La Poste versus les seules filiales précédemment. Par ailleurs, le Siège a centralisé les achats de matériels liés à la crise sanitaire pour l'ensemble du Groupe. Enfin, la filiale gestion de flotte automobile a vu ses refacturations augmenter de près de 9 millions d'euros avec un premier semestre 2021 moins atypique qu'en 2020 (moindre roulage de la flotte de véhicules).

La hausse des charges opérationnelles nettes à hauteur de 20 millions d'euros s'explique notamment par les charges supplémentaires générées par la crise sanitaire et par l'engagement dans la transformation numérique du Groupe La Poste (Intelligence Artificielle, Data, etc.) à hauteur de 13 millions d'euros par rapport à l'année dernière. Ces éléments masquent les efforts d'optimisation de charges issus notamment des mutualisations que réalisent les entités supports et structures.

4.7.3 Charges non affectées

<i>(en millions d'euros)</i>	2021.06	2020.06	Variation	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
			vs N-1	
Coût net de la présence territoriale	-282	-249	-33	+13
Autres charges opérationnelles	-87	-87	-0	+0
RESULTAT D'EXPLOITATION	-368	-335	-33	+10

Le secteur 'Non affecté' comprend les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire et l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectés aux branches.

Le repli de 33 millions d'euros du résultat provient essentiellement de la baisse du montant de l'abattement fiscal correspondant à la baisse du taux d'imposition de la CVAE mise en œuvre au 1^{er} janvier 2021, réduction de charge d'impôt dont les branches bénéficient désormais directement.

5. Autres agrégats-clés du compte de résultat

5.1 Résultat financier

	Semestre clos le 30 juin			
	2021.06	2020.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Charge nette d'intérêt	-122	-110	-11	+10,4
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	1	3	-2	-51,5
Coût de l'endettement financier net	-120	-107	-13	+12,1
Autres éléments du résultat financier	13	-5	+17	n.s.
RESULTAT FINANCIER	-108	-112	+4	-3,7

Le résultat financier s'améliore de 4 millions d'euros. Il représente au total une charge de 108 millions d'euros avec une augmentation du coût de l'endettement financier net de 13 millions d'euros et une diminution de charges de 17 millions d'euros provenant des autres éléments du résultat financier.

La charge nette d'intérêts à 122 millions d'euros augmente de 11 millions d'euros par rapport à juin 2020. La variation de juste valeur de la dette en option juste valeur et des dérivés adossés à cette dette, qui correspond à un produit de 1 million d'euros au premier semestre 2021, se dégrade de 2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020.

Les autres éléments du résultat financier (produit de 13 millions d'euros au premier semestre 2021), s'améliorent de 17 millions d'euros par rapport à 2020. Cette amélioration provient notamment de l'impact des pertes de change pour 6 millions d'euros et de la hausse des revenus de participations pour 3 millions d'euros.

5.2 Résultat net part du Groupe

Semestre clos le 30 juin

	2021.06	2020.06	Variation			Evolution à périmètre et change constants	
			Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	vs n-1 (hors incidence apport titres CNP) (en M€)	(en %)	vs n-1 (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>							
Produits opérationnels	16 857	14 495		+2 362	+16,3	+2 071	+14,5
Charges opérationnelles	-15 738	-11 919	-3 007	-812	+5,4	-658	+4,4
Résultat d'exploitation	1 119	2 575	-3 007	+1 550	n.s.	+1 413	n.s.
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	26	13		+13	n.s.	+11	+87,4
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1 145	2 588	-3 007	+1 563	n.s.	+1 425	n.s.
Résultat financier	-108	-112		+4	-3,7	+4	-3,6
Résultat courant avant impôt	1 037	2 476	-3 007	+1 567	n.s.	+1 429	n.s.
Impôt sur le résultat	-312	-576		+264	-45,8	+300	-55,3
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	6	632	-594	-32	-84,2	+12	+30,9
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	731	2 532	-3 600	+1 799	n.s.	+1 740	n.s.
Résultat net part du Groupe	525	2 315	-3 600	+1 810	n.s.	+1 801	n.s.
Intérêts minoritaires	206	217		+11	-5,0	+61	-32,0

Le résultat net part du Groupe s'établit à 525 millions d'euros à fin juin 2021, il diminue globalement de 1 790 millions d'euros par rapport à fin juin 2020, dont -3 600 millions d'euros induits par l'effet de première consolidation de CNP Assurances fin juin 2020.

Hors effet de première consolidation de CNP Assurances, le résultat net part du Groupe progresse de 1 810 millions d'euros.

Après retraitement des effets périmètre et change d'un montant de 8 millions d'euros, le résultat net part du Groupe augmente de 1 801 millions d'euros, avec pour principales composantes :

- Une augmentation du résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de 1 425 millions d'euros. La croissance à périmètre et change constants du résultat d'exploitation est fortement marquée par les impacts de la crise sanitaire subie au cours du premier semestre 2020, qui outre les incidences opérationnelles avait induit en particulier une dépréciation d'actifs au sein de la Branche Services-Courrier-Colis pour un montant 863 millions d'euros. L'impact total sur le résultat d'exploitation constaté au premier semestre 2020 avait alors été de 1 967 millions d'euros. Les impacts de la crise sanitaire subis au cours du premier semestre 2021 plus limités s'élèvent à 143 millions d'euros.
- Une baisse de la charge d'impôts du Groupe d'un montant de 300 millions d'euros à périmètre et change constants, consécutive à la dépréciation des impôts différés actifs du

périmètre intégré fiscalement enregistré au cours du premier semestre 2020 pour un montant de 270 millions d'euros.

- Le résultat financier à périmètre et change constants, s'améliore de 4 millions d'euros par rapport à fin juin 2020.
- La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, à périmètre et change constants, augmente de 12 millions d'euros.

6. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variation du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides ATI) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités ;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par La Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

6.1 Free Cash-Flow

Le free cash-flow généré par le Groupe à fin juin 2021 est de +55 millions d'euros. Il progresse de 714 millions d'euros par rapport à fin juin 2020.

	Semestre clos le 30 juin			
	2021.06	2020.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Excédent Brut d'Exploitation	1 026	166	+859	n.s.
Dividendes reçus des SME	183	2	+181	n.s.
Provisions RH hors dispositifs de fin de carrière	35	-49	+83	n.s.
EBITDA Ajusté	1 243	120	+1 123	n.s.
Variation BFR	-158	-28	-130	n.s.
Achats d'actifs corporels et incorporels	-525	-436	-89	+20,4
Cessions d'actifs corporels et incorporels	43	34	+8	+23,9
Intérêts financiers nets versés (Hors IFRS 16)	-53	-33	-20	+61,7
Coupons ATI reçus	0	0	+0	-
Impôts sur les bénéfices	-101	27	-128	n.s.
CICE Imputé	0	2	-2	-78,8
CICE Généré	0	0	+0	-20,2
Remboursement des passifs de location	-355	-310	-45	+14,6
Charge d'intérêts sur passifs de location	-39	-35	-3	+9,4
FREE CASH-FLOW	55	-659	+714	n.s.

6.1.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est de 1 243 millions d'euros à fin juin 2021 ; il augmente de 1 123 millions d'euros principalement sous l'effet d'une hausse de 859 de l'excédent brut d'exploitation renforcée par un écart favorable sur les dividendes reçus des SME de 181 millions d'euros et sur les provisions RH hors dispositif de fin de carrière de 83 millions d'euros.

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors Banque qui s'établit à 1 026 millions d'euros, progresse de 859 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020 au cours duquel la décroissance des volumes consécutive à la crise sanitaire avait induit une perte d'Excédent Brut d'Exploitation de 534 millions d'euros (dont 482 millions d'euros pour la branche Services – Courrier – Colis). La capacité du Groupe à accompagner l'accroissement de la demande de colis-express, en particulier dans le

secteur du BtoC, au cours du premier semestre 2021 s'est traduit par un impact favorable sur l'Excédent Brut d'Exploitation de 12 millions d'euros (dont 75 millions d'euros pour GeoPost et 12 millions d'euros pour le colis) auquel s'ajoute le « rattrapage » de l'impact du confinement du premier semestre 2020 sur le Courrier. La progression de l'Excédent Brut d'Exploitation hors Banque par rapport au premier semestre 2020 est essentiellement portée par la branche Services-Courrier-Colis avec 437 millions d'euros et GeoPost avec 247 millions d'euros.

Les charges sur provisions RH hors dispositifs de fin de carrière sont en écart favorable de 83 millions d'euros notamment du fait d'une dotation au premier semestre 2020 de 68 millions d'euros au titre de la provision pour allocation chômage de la Poste SA et d'une reprise de 21 millions d'euros au premier semestre 2021. Ces mouvements sont consécutifs aux effets de la crise sanitaire.

Les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence s'élèvent à 183 millions d'euros. Ils proviennent essentiellement de La Banque Postale qui a pu verser en 2021 un dividende de 171 millions d'euros en respect des dispositions réglementaires qui s'imposent aux établissements de crédits. La Banque Postale n'avait pas été autorisée à verser de dividendes en 2020.

6.1.2 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les décaissements de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels augmentent de 89 millions d'euros en 2021 atteignant 525 millions d'euros. Cette augmentation est composée d'une hausse des investissements réalisés de 113 millions d'euros et d'une variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations en écart favorable de 24 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin			
	2021.06	2020.06	Variation	
			<i>vs n-1</i> <i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Services - Courrier - Colis	-121	-117	-4	+3,2
GeoPost	-157	-117	-40	+34,2
Réseau La Poste	-12	-11	-1	+10,5
Numérique	-34	-19	-15	+78,5
Immobilier	-114	-113	-1	+1,1
Supports & Autres	-87	-60	-28	+46,2
Achat d'actifs incorporels et corporels	-525	-436	-89	+20,4
Variation des fournisseurs d'immobilisations	71	94	-24	-25,2
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	-454	-342	-113	+33,0

Les achats d'actifs incorporels et corporels concernent :

- Branche Services-Courrier-Colis : le total des achats d'actifs corporels et incorporels est de 121 millions d'euros, en augmentation de 4 millions d'euros, dont 18 millions d'euros sur les filiales Courrier, 5 millions d'euros sur l'activité Courrier, augmentations partiellement compensées par une baisse de 19 millions d'euros sur le Colis principalement due au

ralentissement des dépenses sur son schéma directeur industriel et informatique par rapport à fin juin 2020 ;

- GeoPost : 157 millions d'euros, en hausse de 40 millions d'euros. Les projets de la première partie de l'année 2021 se concentrent sur le développement de l'express et de la capacité de traitement de la livraison du BtoC, en constante augmentation. Les projets les plus importants sont concentrés sur la construction des Hubs (Benelux, DPD France et Chronopost) et des dépôts (Allemagne, UK, DPD France et Chronopost) ;
- Pôle Immobilier : 114 millions d'euros, en augmentation de 1 million d'euros. Les investissements accompagnent les branches et les projets menés par le Groupe, tels le schéma directeur industriel de la branche Services–Courrier–Colis et VLP région ;
- Branche Numérique : 34 millions d'euros, en augmentation de 15 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020 ;
- Supports et autres : 87 millions d'euros en augmentation de 28 millions d'euros, dont 27 millions d'euros d'augmentation sur l'acquisition de véhicules pour le Groupe, effet rattrapage des retards de livraison de 2020 suite aux fermetures d'usines constructeurs pendant la crise sanitaire.

6.1.3 Cessions d'actifs corporels et incorporels.

Les cessions d'actifs corporels et incorporels s'élèvent à 43 millions d'euros en augmentation de 8 millions d'euros par rapport à fin juin 2020. L'impact principal de ce dépassement est lié au premier confinement Covid de 2020 et au décalage des opérations de cessions.

Les cessions d'actifs couvrent notamment les cessions du pôle immobilier qui s'élèvent à 22 millions d'euros au premier semestre 2021 en augmentation de 6 millions d'euros.

Les cessions opérées par GeoPost au premier semestre 2021 s'élèvent à 7 millions d'euros, en repli de 4 millions d'euros.

Les cessions de véhicules, qui représentent 13 millions d'euros à fin juin 2021, augmentent de 6 millions d'euros.

6.1.4 Autres éléments du Free Cash-Flow

La variation de besoin en fonds de roulement génère en 2021 un flux de trésorerie négatif de 158 millions d'euros, en écart défavorable de 130 millions d'euros par rapport à 2020. Le premier semestre 2020 avait bénéficié de mesures fiscales favorables (paiement différé de la TVA au Royaume-Uni) conjugué à une diminution des créances clients consécutive à la moindre activité.

Les flux de trésorerie générés par les impôts qui représentent une sortie de trésorerie de 101 millions d'euros sont en écart défavorable de 128 millions d'euros par rapport à 2020 en raison notamment d'un écart défavorable envers La Banque Postale de 115 millions d'euros lié à une baisse des acomptes d'impôts versés dans le cadre de l'intégration fiscale conjugué à une hausse des impôts versés par les filiales hors Banque hors intégration fiscale pour un montant de 12 millions d'euros.

La hausse des remboursements de passifs de location (45 millions d'euros) résulte notamment d'une progression des dettes de location financement de 115 millions d'euros principalement portée par GeoPost.

6.2 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe a augmenté de 649 millions d'euros au premier semestre 2021. Elle s'établit désormais à 9 451 millions d'euros, dont 3 623 millions d'euros de passifs de location.

La variation de dette du Groupe est fortement corrélée au solde net des flux liés à la croissance externe et aux actifs financiers (633 millions d'euros), à la hausse des dettes de location financement de 115 millions d'euros et à un financement perpétuel (classé en intérêts minoritaires des capitaux propres) pour un montant de 198 millions d'euros.

Dans une moindre mesure, le Free cash-flow généré au cours du semestre contribue à la diminution de la dette nette pour un montant de +55 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2021.06	2020.06	vs n-1	
			(en M€)	(en %)
Free cash-flow	55	-659	+714	n.s.
Dividendes versés	-26	-27	+1	-4,7
Croissance externe et actifs financiers nets	-633	-667	+34	-5,1
Variation des dettes de location financement	-115	-629	+514	-81,8
Variation des ICNE sur instruments financiers	-32	-38	+7	-17,8
Augm. / Réduc. Capital	0	0	+0	n.s.
Financement perpétuel	198	0	+198	-
Incidence des Var. périmètre et change sur dette	-52	-58	+7	-11,5
Neutralisation Prov RH hors DFC	-35	49	-83	n.s.
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-10	-33	+23	-69,8
Autres éléments de variation de la dette nette	-2	32	-34	n.s.
Var. Dette Nette	-649	-2 031	+1 382	-68,0
Dette nette à l'ouverture	8 802	6 462	+2 340	+36,2
Dette nette Cloture (Publié)	9 451	8 493	+958	+11,3

6.2.1 Incidence des opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers sur la dette nette du Groupe

Le solde net des flux liés à la croissance externe et aux mouvements sur actifs financiers est de 633 millions d'euros, en diminution de 34 millions d'euros par rapport à 2020, avec pour composantes les éléments suivants :

- Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise pour un montant de 108 millions d'euros, en baisse de 479 millions d'euros,
- Cessions de filiales pour un montant de 15 millions d'euros,
- Acquisitions d'actifs financiers pour un montant de 77 millions d'euros, en baisse de 10 millions d'euros,
- Achats d'intérêts minoritaires pour un montant de 549 millions d'euros en écart défavorable de 549 millions d'euros,
- Cessions d'actifs financiers pour un montant de +86 millions d'euros.

La répartition sectorielle des flux liés à la croissance externe est la suivante :

- La branche Services-Courrier-Colis a effectué des opérations de croissance externe pour un montant global de 589 millions d'euros avec notamment le rachat pas Asendia des intérêts minoritaires dans eShopWorld. Asendia, que le Groupe détient à hauteur de 60 %, détient désormais 100 % des titres eShopWorld. Au cours de cette opération, Asendia a obtenu de Swispost un financement perpétuel d'un montant de 198 millions d'euros. La branche Services-Courrier-Colis a en outre procédé au rachat d'intérêts minoritaires dans EDE Next, portant la participation du groupe à 97,65 %, ainsi qu'à l'acquisition (100 %) de la société TimeOne par l'intermédiaire de la filiale Isoskèle et au rachat des intérêts minoritaires de la société Axéo.
- La branche GeoPost avec un montant net de 3 millions d'euros au premier semestre 2021 a notamment procédé à l'acquisition d'une participation majoritaire (69.81%) dans la société Speedy AD qui opère en Roumanie et en Bulgarie, à l'acquisition (100%) de BK Logistiks et BK Sneltransport. GeoPost a en outre procédé à la cession de Tigers Ltd au cours du premier semestre 2021.
- La branche numérique, a également effectué des opérations de croissance externe pour un montant global de 29 millions d'euros portant notamment sur l'acquisition des sociétés Boxtal et Openvalue.

6.2.2 Dividendes versés par le groupe en 2021

Le Groupe a versé en 2021 un montant global de 26 millions d'euros au titre des dividendes. Ce montant se décompose de la manière suivante :

- 2 millions d'euros versés aux actionnaires minoritaires du Groupe,
- 23 millions d'euros inscrits en dividendes versés et correspondant à la rémunération de titres subordonnés hybrides perpétuels souscrits en 2018 et inscrits aux fonds propres du Groupe.

6.3 Variation de la trésorerie

La trésorerie du Groupe à fin juin 2021 a augmenté de 1 128 millions d'euros. Elle atteint ainsi 3 891 millions d'euros, pour une position à l'ouverture de l'exercice de 2 763 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2021.06	2020.06	vs n-1	
			(en M€)	(en %)
Free cash-flow	55	-659	+714	n.s.
Dividendes versés	-26	-27	+1	-4,7
Croissance externe et actifs financiers nets	-633	-667	+34	-5,1
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	2 033	2 391	-357	-15,0
Remboursement des emprunts (Hors passifs de location)	-454	-611	+157	-25,7
Augm. / Réduc. Capital	0	0	+0	n.s.
Financement perpétuel	198	0	+198	-
Var actifs financiers de gestion de trésorerie	-51	25	-76	n.s.
Autres flux de liés aux opérations de financement	-11	50	-61	n.s.
Effet change et changement de méthode	1	-24	+25	n.s.
Flux de trésorerie intragroupe	58	291	-233	-80,1
Neutralisation Prov RH hors DFC	-35	49	-83	n.s.
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-10	-33	+23	-69,8
Variation de la Trésorerie	1 128	785	+342	+43,6
Trésorerie à l'ouverture	2 763	2 456	+308	+12,5
Trésorerie à la clôture	3 891	3 241	+650	+20,1

Cette variation de trésorerie provient principalement des éléments suivants :

- Une consommation de trésorerie de 604 millions d'euros issue du solde net du Free cash-flow généré, des dividendes versés et de la consommation de trésorerie liée aux opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers ;

- Une hausse nette de trésorerie de 1 778 millions d'euros provenant des encaissements liés aux nouveaux emprunts et aux remboursements des emprunts hors IFRS 16 :
 - o Emissions de billets de trésorerie pour un montant de 280 millions d'euros et tombées de billets de trésorerie pour un montant de 435 millions d'euros portant l'encours des billets de trésorerie à 145 millions d'euros (pour 300 millions d'euros à fin décembre 2020),
 - o Emission d'un emprunt obligataire, sous la forme d'obligations senior non sécurisée à taux fixe, pour un montant total de 1 750 millions d'euros. Les deux tranches, de maturités 8,5 ans (2029) et 15 ans (2036), ont pour montant respectif 750 millions d'euros et 1 000 millions d'euros,
 - o Obtention d'un financement perpétuel de la part de Swisspost dans le cadre de l'acquisition d'eShopWorld. par Asendia pour un montant de 198 millions d'euros.
- Un flux de trésorerie intragroupe de 58 millions d'euros correspondant à l'évolution de la situation financière nette envers La Banque Postale et principalement due à l'évolution du solde des comptes courants de La Poste SA à La Banque Postale à 478 millions d'euros à fin juin 2021 pour une position à 589 millions d'euros fin 2020, à laquelle il convient d'ajouter une variation de la dette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de la position globale des 'dettes / créances' intragroupe de +37 millions d'euros ainsi qu'une variation des emprunts émis auprès de La Banque Postale pour un montant de +17 millions d'euros ;
- Une diminution de trésorerie provenant des mouvements sur actifs financiers de gestion de trésorerie de 51 millions d'euros, liée au remboursement à échéance de divers placements à plus de trois mois partiellement remplacés ;
- Une diminution des autres flux liés aux opérations de financement de 11 millions d'euros provenant notamment d'une augmentation des concours bancaires courants.

6.4 Dette brute

L'endettement brut du Groupe a augmenté de 1 741 millions d'euros au cours du premier semestre 2021. Il est désormais de 14 140 millions d'euros.

Le détail de l'endettement brut est présenté ci-dessous :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2021.06	2020.12	vs n-1	
			(en M€)	(en %)
Obligations	9 526	7 797	+1 730	+22,2
Obligations Court terme	1 000	999	+0	+0,0
Obligations Moyen et long terme	8 527	6 797	+1 729	+25,4
Bons La Poste	53	53	-0	-0,7
Bons La Poste Court terme	53	53	-0	-0,7
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Billets de trésorerie	145	300	-155	-51,7
Billets de trésorerie Court terme	145	300	-155	-51,7
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Dépôts et cautionnements reçus	67	63	+4	+6,1
Dépôts et cautionnements reçus Court terme	37	36	+1	+2,8
Dépôts et cautionnements reçus Moyen Long terme	31	28	+3	+10,4
Interêts courus	89	75	+14	+18,3
Interêts courus	89	75	+14	+18,3
Dette subordonnée	419	406	+13	+3,2
Passifs de location	3 623	3 509	+114	+3,3
Passifs de location Court terme	675	633	+43	+6,7
Passifs de location Moyen Long terme	2 948	2 876	+72	+2,5
Autres hors passifs de location	218	197	+21	+10,7
Autres Court terme	65	72	-7	-10,1
Autres Moyen Long terme	152	125	+28	+22,3
ENDETTEMENT BRUT	14 140	12 400	+1 741	+14,0
Endettement Brut Court terme	2 064	2 168	-104	-4,8
Endettement Brut Moyen Long terme	12 077	10 232	+1 845	+18,0

La dette obligataire du Groupe à fin juin 2021 est constituée de 17 emprunts à taux fixe d'origine (hors emprunts hybrides et y compris green bond), « variabilisés » pour certains, puis « refixisés » le cas échéant en fonction des anticipations de remontée des taux.

Les principaux mouvements enregistrés au cours du premier semestre 2021 portent sur la dette obligataire qui augmente de 1 730 millions d'euros suite à l'émission en janvier 2021 d'un emprunt obligataire, sous la forme d'obligations senior non sécurisée à taux fixe, pour un montant total de 1 750

millions d'euros. Les deux tranches, de maturités 8,5 ans (2029) et 15 ans (2036), ont pour montant respectif 750 millions d'euros et 1 000 millions d'euros.

L'encours des billets de trésorerie, diminue de 155 millions d'euros pour s'établir à 145 millions d'euros. On notera également que les intérêts courus non échus augmentent de 13 millions d'euros alors que les dépôts et cautionnements reçus augmentent de 4 millions d'euros.

La dette subordonnée, valorisée à 419 millions d'euros à fin juin 2021 (pour une valeur nominale de 500 millions de dollars US swappée en euros) augmente de 13 millions d'euros sous l'effet de l'évolution du change Euro / Dollar US.

Le coût de la dette à 1 an s'établit à 1,50 % à fin juin 2021 (1,89 % à fin décembre 2020). Projeté sur les prochaines années, le coût moyen de la dette à 4 ans est de 1,32 % à fin juin 2021 (1,64 % à fin décembre 2020).

6.5 Dette nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin			
	2021.06	2020.12	vs n-1	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Dette brute à la clôture	14 140	12 400	+1 741	+14,0
Trésorerie	-3 891	-2 763	-1 128	+40,8
Autres éléments d'actif	-799	-834	+35	-4,2
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	9 451	8 802	+649	+7,4

L'endettement net du Groupe s'élève à 9 451 millions d'euros à fin juin 2021. Il progresse de 649 millions d'euros au cours du premier semestre 2021.

Les autres éléments d'actifs qui s'élèvent à -799 millions d'euros sont constitués des éléments suivants :

- Dérivés actifs associés à la dette avec une juste valeur de 59 millions d'euros, en baisse de 30 millions d'euros,
- Placements à échéance supérieurs à trois mois à l'origine pour un montant de 353 millions d'euros, qui sont en diminution de 53 millions d'euros par rapport à décembre 2020,
- Situation financière nette envers La Banque Postale en position créditrice de 387 millions d'euros pour une position créditrice de 445 millions d'euros à fin décembre 2020.

6.6 Capitaux propres et structure financière

	Semestre clos le 30 juin			
	2021.06	2020.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Capitaux Propres Part du Groupe (ouverture)	18 247	12 624	5 622	+44,5
Augmentation de capital	0	1 968	-1 968	n.s.
Résultat net part du Groupe	525	2 084	-1 560	n.s.
Rémunération de titres hybrides subordonnés perpétuels et distribution de dividendes	-56	-24	-32	n.s.
Rés. latent sur inst. financiers	72	-119	191	+30,6
Ecart de conversion	158	-358	516	n.s.
Ecarts actuariels	46	-74	120	n.s.
Autres éléments	-432	2 144	-2 576	n.s.
Capitaux Propres Part du Groupe (clôture)	18 559	18 247	312	2,8
Intérêts minoritaires	13 520	13 712	-192	-7,1
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	32 079	31 959	+120	+0,9

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 18 559 millions d'euros à fin juin 2021. Ils progressent de 312 millions d'euros.

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 13 520 millions d'euros, en baisse de 192 millions d'euros, en lien notamment avec les rachats d'intérêts minoritaires dans eShopWorld.

6.7 Notation financière

Les notations réalisées par Fitch demeurent inchangées pour La Poste et CNP Assurances et la notation Long Terme de La Banque Postale été revue à la hausse en mars, passant de A- à A, et sa notation court terme de F1 à F1+.

Les notations réalisées par Standard and Poor's demeurent inchangées.

L'agence Moody's a confirmé en mars 2021 la notation de CNP Assurances.

Notation de La Poste

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Poste	Fitch Ratings	A+	F1+	Négative	16 décembre 2020
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	27 mars 2020

Notation de La Banque Postale

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Banque Postale	Fitch Ratings	A	F1+	Stable	30 mars 2021
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	24 juin 2021

Notation de CNP Assurances

Société	Agences	Notation Long Terme	Perspective	Dernière révision
CNP Assurances	Fitch Ratings	A+	Stable	16 septembre 2020
	Moody's	A1	Stable	26 mars 2021
	Standard and Poor's	A	Stable	26 janvier 2021

7. Perspectives et événements post clôture

7.1 Perspectives

L'environnement de l'année 2021 reste impacté par la crise sanitaire et par de nombreuses incertitudes qui pèsent sur certaines activités du Groupe. Malgré ce contexte, le chiffre d'affaires et les résultats du Groupe devraient s'inscrire en hausse à fin 2021 par rapport à fin 2020 hors effets de première comptabilisation des titres de CNP Assurances.

Le Groupe déploie son nouveau plan stratégique « **La Poste 2030, engagée pour vous** », plaçant la satisfaction de ses clients au cœur de sa stratégie. Il poursuivra le développement intensif de ses moteurs de croissance, le colis et l'express d'une part, et la bancassurance d'autre part, au travers notamment d'acquisitions ciblées au service de la consolidation et de la poursuite de l'expansion géographique de ses activités.

Au second semestre 2021, une étape importante dans le processus de transformation du Groupe se concrétisera au travers :

- du déploiement de la Branche Grand Public et Numérique, intégrant la puissance du digital avec le réseau de points de contact et de service de La Poste au service des clients particuliers et professionnels, et le développement d'un relais de croissance autour des services de confiance numériques en s'appuyant sur Docaposte ;
- du regroupement des activités internationales logistiques par transfert d'Asendia au sein de la Branche GeoPost permettant de développer des synergies dans la logistique et les services clients à l'international.

Certaines branches ont d'ores et déjà présenté quelques éléments de leur feuille de route à 5 ans :

- GeoPost a l'ambition de devenir l'acteur du e-commerce premium le plus innovant d'Europe avec un taux de croissance annuel de l'ordre de 15% jusqu'en 2025 et d'atteindre un chiffre d'affaires de 21 milliards d'euros d'ici 2025 ;
- La Banque Postale a pour objectifs de porter à 20% la part de son Produit Net Bancaire (PNB) à l'international à horizon 2025, d'abaisser de 10 points le coefficient d'exploitation de La Banque Postale, et de s'orienter résolument vers une croissance durable avec une croissance maîtrisée des actifs pondérés par le risque¹⁵ de l'ordre de 3,5 % du TCAC¹⁶ sur la période 2020-2025.

Enfin, l'Etat a décidé fin juillet 2021 d'accompagner la mutation du service universel postal et de soutenir cette mission de service public en versant à La Poste une dotation annuelle comprise entre 500 et 520 millions d'euros à partir de 2022¹⁷.

7.2 Evènements post clôture

Néant

¹⁵ Risk-Weighted Assets (RWA) ie le montant minimum de capital requis au sein d'une banque en fonction de son niveau de risque.

¹⁶ Taux de croissance annuel composé (GAGR ou Compound Annual Growth Rate)

¹⁷ Sous réserve de l'aval de la Commission Européenne

Principaux facteurs de risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes identifiés par Le Groupe La Poste sont présentés au chapitre 2 « Le Management des risques », du Document d'enregistrement universel 2020.



2

États financiers consolidés résumés

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

30 juin **2021**

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS		NOTES SUR LE BILAN	
Compte de résultat	85	Note 11 Écarts d'acquisition (goodwill)	104
État du résultat global	86	Note 12 Immobilisations incorporelles et corporelles	105
Bilan	87	Note 13 Contrats de location	106
Variation des capitaux propres	89	Note 14 Participations dans les sociétés mises en équivalence	108
Tableau des flux de trésorerie	92	Note 15 Autres actifs des activités industrielles et commerciales	109
GÉNÉRALITÉS		Note 16 Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	110
Note 1 Événements significatifs du semestre	93	Note 17 Autres provisions pour risques et charges	111
Note 2 Règles et méthodes comptables	97	Note 18 Emprunts obligataires et autres dettes financières	112
Note 3 Information sectorielle	98	Note 19 Dette nette du Groupe	113
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT		Note 20 Avantages du personnel	115
Note 4 Chiffre d'affaires	100	Note 21 Passifs financiers des activités bancaires et d'assurance	116
Note 5 Produit net bancaire	100	Note 22 Dettes fournisseurs et autres dettes	117
Note 6 Achats et autres charges	101	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	
Note 7 Charges de personnel et effectifs	101	Note 23 Informations complémentaires sur les instruments financiers	118
Note 8 Autres charges et produits opérationnels	102	Note 24 Transactions avec les parties liées	119
Note 9 Résultat financier	102	Note 25 Engagements hors bilan et passifs éventuels	119
Note 10 Impôts sur le résultat	103	Note 26 Événements postérieurs à la clôture	119
		Note 27 Exposition au risque de crédit	120
		Note 28 Expositions souveraines	133
		Note 29 Informations sur le tableau des flux de trésorerie consolidé	134

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	S1 2021	S1 2020	2020
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	12 896	10 709	23 478
Produit net bancaire	5	3 961	3 785	7 707
Produits opérationnels		16 857	14 495	31 185
Achats et autres charges	6	(7 318)	(6 088)	(13 686)
Charges de personnel	7	(7 106)	(6 694)	(13 841)
Impôts et taxes	8	(327)	(295)	(439)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(1 240)	(2 051)	(3 736)
Autres charges et produits opérationnels	8	246	206	535
Résultat des cessions d'actifs		7	(4)	84
Charges opérationnelles nettes		(15 738)	(14 926)	(31 084)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	14	26	13	41
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)		1 145	(418)	142
Incidence de la prise de contrôle de CNP Assurances			3 007	3 007
Résultat d'exploitation		1 145	2 588	3 149
Coût de l'endettement financier net		(121)	(107)	(229)
Autres éléments du résultat financier		13	(5)	(14)
Résultat financier	9	(108)	(112)	(243)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	14	6	632	635
Résultat avant impôt		1 043	3 108	3 540
Impôt sur le résultat	10	(312)	(576)	(880)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		731	2 532	2 660
Part du Groupe		525	2 315	2 084
Part des minoritaires		206	217	576

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	2020
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	731	2 532	2 660
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables	546	(2 042)	(515)
Variation des résultats latents sur instruments financiers	(521)	(282)	646
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	373	(71)	225
Écart de conversion	456	(897)	(939)
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>			153
Impact de l'approche par superposition	605	(186)	460
Quote part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	6	(676)	(682)
Dont :			
- recyclage des résultats latents de CNP Assurances lors de la prise de contrôle (instruments financiers et réserve de conversion)		(594)	(594)
- variation des résultats latents sur instruments financiers de CNP Assurances avant prise de contrôle		(39)	(39)
- variation des réserves de conversion de CNP Assurances avant prise de contrôle		(32)	(32)
- autres	6	(11)	(17)
Éléments non recyclables	63	9	(114)
Écarts actuariels sur avantages du personnel	44	7	(75)
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur	(2)	11	(9)
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres (hors titres cédés durant l'exercice)	21	(9)	(30)
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	609	(2 033)	(629)
RESULTAT GLOBAL	1 340	499	2 031
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	803	899	1 553
Résultat global part des minoritaires	537	(400)	478

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	30/06/2021	31/12/2020
Écarts d'acquisition	11	4 299	4 175
Immobilisations incorporelles	12	5 942	5 866
Immobilisations corporelles	12	6 186	5 983
Droits d'utilisation	13	3 153	3 017
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14	990	935
Autres actifs financiers non courants	15	548	502
Impôts différés actifs		175	141
Actifs non courants		21 293	20 619
Stocks et encours	15	191	220
Créances clients et autres créances	15	4 847	5 100
Autres actifs financiers courants	15	441	382
Créance d'impôt sur les bénéfices		477	852
Autres comptes de régularisation - Actif		132	99
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	3 891	2 763
Actifs destinés à être cédés		14	168
Actifs courants		9 993	9 584
Caisse, banques centrales	16	60 824	1 783
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16	202 549	195 629
Instruments dérivés de couverture	16	1 138	1 443
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16	223 260	230 559
Titres au coût amorti	16	23 984	24 018
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	16	71 673	114 434
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	16	122 636	125 222
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16	158	220
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	16	35 847	31 538
Immeubles de placement	16	3 138	3 083
Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		745 207	727 929
TOTAL ACTIF		776 493	758 132

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	30/06/2021	31/12/2020
Capital social et prime d'émission		6 668	6 668
Réserves		10 149	8 488
Réserves recyclables sur instruments financiers		889	836
Réserve de conversion		(416)	(574)
Titres subordonnés hybrides perpétuels		744	744
Résultat de l'exercice part du Groupe		525	2 084
Capitaux propres part du Groupe		18 559	18 247
Intérêts minoritaires		13 520	13 712
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		32 079	31 959
Emprunts obligataires et dettes financières ⁽¹⁾	18.1	10 517	8 891
Passifs de location ⁽¹⁾	18.1	3 623	3 509
Provisions pour risques et charges ⁽¹⁾	17	869	876
Avantages du personnel ⁽¹⁾	20	3 188	3 365
Impôts différés passifs (non courant)		1 336	1 497
Dettes fournisseurs et autres dettes ⁽¹⁾	22	7 974	8 749
État - Impôt sur les bénéfices (courant)		198	127
Autres comptes de régularisation - Passif (courant)		297	245
Passifs destinés à être cédés (courant)		0	127
Passifs non-courants		16 090	14 518
Passifs courants		11 912	12 868
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	21	3 412	3 279
Instruments dérivés de couverture	21	592	763
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	21	35 800	33 533
Dettes envers la clientèle	21	233 417	229 793
Dettes représentées par un titre	21	25 490	21 639
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	21	574	726
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	21	20 951	18 834
Prov. techniques des activités bancaires et d'assurance et comptabilité reflet	21	385 467	380 035
Dettes subordonnées	21	10 709	10 187
Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		716 412	698 788
TOTAL PASSIF		776 493	758 132
(1) Dont part courante :			
<i>Emprunts obligataires et dettes financières</i>		1 388	1 534
<i>Passifs de location</i>		675	633
<i>Provisions pour risques et charges</i>		748	759
<i>Avantages du personnel</i>		694	718
<i>Dettes fournisseurs et autres dettes</i>		7 912	8 724

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2021

1^{er} semestre 2021

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conver- sion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Titres subor- donnés hybrides perpé- tuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minorit- aires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2020	6 668	2 084	(574)	836	744	8 488	18 247	13 712	31 959
Emission de titres perpétuels (voir note 1.2)					0		0	198	198
Distribution de dividendes		0				0	0	(599)	(599)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(a)						(57)	(57)	(11)	(68)
Options de rachat d'intérêts minoritaires						(3)	(3)	(2)	(5)
Transactions avec intérêts minoritaires						(437)	(437)	(328)	(765)
Affectation du résultat 2020		(2 084)				2 084	0		0
Résultat global de la période		525	159	54		65	803	537	1 340
Dont :									
- Résultat net		525					525	206	731
- Réserves non recyclables sur instruments financiers						19	19	0	19
- Ecart actuariels						46	46	(2)	44
- Autres éléments du résultat global		0	159	54	0		213	333	546
Autres			(1)	(1)	0	9	7	13	20
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2021	6 668	525	(416)	889	744	10 149	18 559	13 520	32 079

(a) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (15 millions d'euros) et de CNP Assurances (30 millions d'euros)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2020

1^{er} semestre 2020

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Réserves recyclables sur instru- ments financiers	Titres subor- donnés hybrides perpé- tuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2019	4 700	822	(215)	919	744	5 655	12 624	907	13 531
Apport des titres CNP Assurances ^(a)	1 968					2 059	4 027	10 997	15 024
Distribution de dividendes								(156)	(156)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(b)						(57)	(57)		(57)
Options de rachat d'intérêts minoritaires						157	157	36	193
Transactions avec intérêts minoritaires						(33)	(33)	(142)	(176)
Affectation du résultat 2019		(822)				822	0		
Résultat global de la période		2 315	(288)	(1 134)		7	899	(400)	499
Dont :									
- Résultat net		2 315					2 315	217	2 532
- Réserves non recyclables sur instruments financiers							0		0
- Ecart actuariaux						7	7		7
- Reclassement en résultat net à la suite de la prise de contrôle de CNP Assurances			149	(743)			(594)		(594)
- Autres éléments du résultat global			(438)	(391)			(828)	(618)	(1 446)
Autres						2	2	9	12
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2020	6 668	2 315	(503)	(217)	744	8 613	17 620	11 250	28 870

(a) Les titres CNP Assurances (soit 288 262 094 actions) ont été apportés à La Poste pour une valeur de 1 968 millions d'euros. L'augmentation des capitaux propres consolidés générée par cette opération, soit 4 027 millions d'euros, correspond aux titres apportés valorisés au cours de bourse du 4 mars 2020.

(b) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (15 millions d'euros) et de CNP Assurances (19 millions d'euros).

Exercice 2020

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conver- sion	Réserves recyclables sur instruments financiers	Titres subor- donnés hybrides perpé- tuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minori- taires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2019	4 700	822	(215)	919	744	5 655	12 624	907	13 531
Apports des Titres CNP Assurances ^(a)	1 968					2 059	4 027	10 997	15 024
Distribution de dividendes								(571)	(571)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels ^(b)						(91)	(91)	(23)	(114)
Options de rachat d'intérêts minoritaires						174	174	26	199
Transactions avec intérêts minoritaires						(53)	(53)	1 894	1 840
Affectation du résultat 2019		(822)				822	0		
Résultat global de la période		2 084	(358)	(64)		(109)	1 553	478	2 031
Dont :									
- Résultat net		2 084					2 084	576	2 660
- Réserves non recyclables sur instruments financiers						(35)	(35)		(35)
- Ecart actuariels						(74)	(74)	(1)	(75)
- Reclassement en résultat net à la suite de la prise de contrôle de CNP Assurances			149	(743)			(594)		(594)
- Autres éléments du résultat global			(508)	679			171	(97)	74
Autres				(20)		32	13	5	18
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020	6 668	2 084	(574)	836	744	8 488	18 247	13 712	31 959

(a) Les titres CNP Assurances (soit 288 262 094 actions) ont été apportés à La Poste pour une valeur de 1 968 millions d'euros. L'augmentation des capitaux propres consolidés générée par cette opération, soit 4 027 millions d'euros, correspond aux titres apportés valorisés au cours de bourse du 4 mars 2020.

(b) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (29 millions d'euros) et de CNP Assurances (62 millions d'euros).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	S1 2021			S1 2020			2020		
	Groupe	Hors Banque et assurance	Activités bancaires et assur.	Groupe	Hors Banque et assurance	Activités bancaires et assur.	Groupe	Hors Banque et assurance	Activités bancaires et assur.
<i>(en millions d'euros)</i>									
Excédent brut d'exploitation ^(a)	2 356	1 025	1 331	1 651	166	1 484	4 226	1 274	2 953
Variation des provisions sur actifs circulants et créances	(12)	(12)	0	(28)	(28)	0	(52)	(52)	0
Produits et charges financières divers	2	2	0	(5)	(5)	0	(11)	(5)	(6)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	2 346	1 015	1 331	1 618	133	1 484	4 163	1 217	2 947
Variation du besoin en fonds de roulement	(547)	(157)	(390)	(711)	(28)	(683)	450	205	244
Var. solde des emplois et ressources bancaires et d'assurance	17 059	0	17 059	12 690	0	12 690	23 033	0	23 033
Impôts payés	(75)	(101)	26	(371)	29	(400)	(817)	(74)	(743)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste	0	171	(171)	0	0	0	0	0	0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	18	12	6	4	2	1	49	6	43
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	18 801	940	17 861	13 230	137	13 093	26 878	1 354	25 524
Achat d'actifs incorporels, corporels et immeubles de placement	(1 046)	(524)	(522)	(656)	(436)	(220)	(4 649)	(1 083)	(3 566)
Achat d'actifs financiers	(126)	(77)	(49)	(87)	(87)	0	(178)	(102)	(76)
Encaissements générés par les cessions d'immo. corp. et incorp.	44	42	2	34	34	0	107	106	1
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	87	86	1	9	8	1	45	24	21
Incidences des variations de périmètre	(93)	(93)	0	5 602	(588)	6 190	(739)	(739)	0
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	(51)	(51)	0	25	25	0	25	25	0
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(1 185)	(617)	(568)	4 928	(1 043)	5 971	(5 388)	(1 769)	(3 620)
Augmentation de capital	0	0	0	3	0	3	23	20	3
Financements perpétuels	198	198	0	0	0	0	0	0	0
Dividendes versés et rémunération des titres subordonnés hybrides	(656)	(26)	(630)	(211)	(27)	(184)	(686)	(43)	(643)
Rachat d'intérêts minoritaires	(549)	(549)	0	(209)	0	(209)	(228)	(19)	(209)
Intérêts financiers versés	(92)	(92)	0	(68)	(68)	0	(218)	(218)	0
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	3 402	2 034	1 368	3 141	2 391	750	4 594	2 844	1 750
Remboursements des emprunts	(1 204)	(454)	(750)	(639)	(611)	(28)	(2 641)	(1 076)	(1 566)
Remboursements des passifs de location	(381)	(355)	(26)	(328)	(310)	(18)	(713)	(679)	(34)
Autres flux liés aux opérations de financement	(11)	(11)	0	50	50	0	(72)	(72)	0
Flux intragroupe	0	58	(58)	0	291	(291)	0	(3)	3
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	707	803	(96)	1 739	1 716	23	57	754	(696)
Diminution (augmentation) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des variations de périmètre	(17 197)	0	(17 197)	(12 819)	0	(12 819)	(21 208)	0	(21 208)
Incidence des filiales destinées à être cédées	(8)	(8)	0	(7)	(7)	0	(7)	(7)	0
Incidence des variations des cours des devises	10	10	0	(6 285)	(6 285)	0	(23)	(23)	0
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	1 128	1 128	0	785	(5 482)	6 268	308	308	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 763	2 763	0	2 456	2 456	0	2 456	2 456	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 891	3 891	0	3 241	3 241	0	2 763	2 763	0

(a) Les calculs de l'excédent brut d'exploitation et de la capacité d'autofinancement de la partie bancaire du tableau des flux de trésorerie ont été revus en 2021 afin de mieux prendre en compte l'intégration de CNP Assurances dans le Groupe et dans un souci de simplification. Le passage entre le Résultat d'exploitation courant et l'Excédent Brut d'exploitation est décrit dans la note n°29.

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Emissions obligataires
- 1.2 Rachat d'intérêts minoritaires dans eShopworld (société « US Direct eCommerce Holding Ltd »)
- 1.3 Acquisition d'activités d'assurance vie d'Aviva en Italie
- 1.4 Accord de partenariat au Brésil avec Caixa Seguridade sur le segment consórcio
- 1.5 Incidence de la crise sanitaire de la covid 19
- 1.6 Prise de contrôle de Speedy AD
- 1.7 Création de la branche Grand Public Numérique
- 1.8 Compte de résultat à périmètre et change constant

1.1 Emissions obligataires

Le Groupe La Poste a procédé au cours du premier semestre 2021 à plusieurs émissions obligataires détaillées ci-après. Ces émissions répondent aux critères de classification en instruments de dettes prévus par la norme IFRS 9.

Emissions obligataires La Poste

La Poste a procédé le 11 janvier 2021 à deux émissions obligataires pour un montant total de 1 750 millions d'euros :

- une émission d'un montant de 1 000 millions d'euros à échéance janvier 2036 au taux de 0,625%,
- une émission d'un montant de 750 millions d'euros à échéance juillet 2029 au taux de 0 %.

Emissions obligataires La Banque Postale

La Banque Postale a émis une dette obligataire subordonnée « Tier 2 » pour un montant de 750 millions d'euros (500 millions d'euros le 2 février 2021 puis 250 millions d'euros le 27 avril 2021), avec une maturité août 2032 et un taux fixe de 0,75 %.

La Banque Postale a émis le 23 juin 2021 sa première obligation « sociale », sous format d'une dette senior non préférée d'un montant de 750 millions d'euros, de maturité 10 ans et assortie d'un coupon de 0,75% (mid-swap +70 bps). Cette émission permet à la Banque Postale de réaffirmer son engagement d'être un émetteur récurrent sur le segment des obligations durables.

Par ailleurs, La Banque Postale a activé le 23 avril 2021 son option de remboursement anticipé sur une dette obligataire de 750 millions d'euros émise en 2014 avec un taux de 2,75%.

Emission obligataire CNP

CNP Assurances a émis le 7 avril 2021 une dette subordonnée Restricted Tier 1 pour 700 millions de dollars. Il s'agit d'obligations à durée indéterminée portant intérêt à taux fixe de 4,875 % jusqu'au 7 avril 2031. Les obligations ont fait l'objet d'un swap en euros pour une période de 10 ans, ce qui a permis à CNP Assurances d'obtenir un taux effectif de 2,852 %.

1.2 Rachat d'intérêts minoritaires dans eShopworld (société « US Direct eCommerce Holding Ltd »)

La société Asendia, contrôlée par le Groupe La Poste à hauteur de 60%, a procédé en mars 2021 au rachat des intérêts minoritaires dans eShopworld (dénomination juridique : US Direct eCommerce Holding Ltd), société

de droit irlandais dont elle détenait 50,1% et qu'elle contrôlait déjà. Après l'opération, le Groupe La Poste et sa filiale Asendia détiennent ainsi désormais des pourcentages d'intérêt respectifs de 60% et 100% dans eShopworld.

eShopworld étant déjà sous le contrôle du Groupe La Poste avant l'opération, aucun goodwill complémentaire n'est constaté dans les comptes. Le prix d'acquisition ainsi que les frais d'acquisition ont ainsi été comptabilisés en diminution des capitaux propres de l'ensemble consolidé à hauteur de 694 millions d'euros dont 416 millions d'euros en diminution de la part du groupe et 278 millions d'euros en diminution de la part des intérêts minoritaires.

Par ailleurs, dans le cadre du financement de l'opération, un prêt perpétuel a été accordé à Asendia par son actionnaire minoritaire Swiss Post à hauteur de 198 millions d'euros. Ce prêt perpétuel a été classé dans les intérêts minoritaires des capitaux propres de l'ensemble consolidé conformément à la norme IFRS 9, les caractéristiques de ce prêt répondant pleinement aux critères de qualification d'un instrument de capitaux propres (voir tableau de variation des capitaux propres consolidés).

1.3 Acquisition d'activités d'assurance vie d'Aviva en Italie

CNP Assurances a conclu le 3 mars 2021 un protocole d'accord engageant, prévoyant l'acquisition d'activités d'assurance vie italiennes d'Aviva. Le prix d'acquisition s'élève à 543 millions d'euros. Le périmètre de la transaction comprend les activités d'assurance vie suivantes du groupe Aviva en Italie :

- 51% de la société d'assurance vie Aviva S.p.A codétenue à 49% par UniCredit ;
- 100% d'Aviva Life S.p.A, société d'assurance vie, ainsi que la société de services opérationnels Aviva Italia Servizi S.c.a.r.l sur laquelle s'appuient les deux sociétés d'assurances.

La réalisation de la transaction reste soumise à différentes conditions suspensives, dont notamment l'obtention des autorisations des autorités réglementaires compétentes en matière prudentielle et de concurrence. L'accord se concrétise dans les comptes au 30 juin et jusqu'au closing de l'opération par un engagement donné en hors bilan pour le montant du prix d'acquisition.

1.4 Accord de partenariat au Brésil avec Caixa Seguridade sur le segment consórcio

CNP Assurances a finalisé le 30 mars 2021 son nouvel accord de distribution exclusif d'une durée de vingt ans dans le réseau de Caixa Econômica Federal (CEF), portant sur le produit consórcio.

Les opérations de closing prévues par le protocole d'accord signé le 13 août 2020 avec Caixa Econômica Federal et Caixa Seguridade ont été finalisées, notamment le paiement d'un montant de 250 millions de réaux brésiliens au bénéfice de Caixa Econômica Federal. Une nouvelle société commune, XS5 Administradora de consorcios S.A., a été créée et est intégrée par mise en équivalence. Les droits de vote sont répartis à hauteur de 50,01 % pour CNP Assurances et de 49,99 % pour Caixa Seguridade, et les droits économiques à hauteur de 25 % pour CNP Assurances et de 75 % pour Caixa Seguridade.

1.5 Incidences de la crise sanitaire de la covid 19

a) Incidence sur les activités du Groupe

La crise sanitaire a perduré sur le premier semestre 2021, au-delà du troisième confinement d'avril mai.

En effet, certaines activités peinent durablement à redémarrer, payant encore un lourd tribut à la crise sanitaire.

Parmi les activités « traditionnelles », c'est notamment le cas du Courrier avec un impact structurel Covid 19 estimé à environ 2 points de trafic, mais également des imprimés publicitaires, de l'édition et du chèque au sein de la branche Numérique.

La Banque Postale souffre d'un effet « stock d'ouverture » plus bas qu'à l'habitude sur les crédits immobiliers et d'un effet flux sur les commissions lié au confinement partiel.

Des transformations structurelles s'opèrent sur le marché qui impactent durablement les ESN numériques (mutation de l'emploi, moindre visibilité sur les projets) ou encore les petits paquets imports dont les flux s'étiolent.

L'accélération forte du B2C se poursuit avec une progression constante des activités colis/express (secteur GeoPost pour l'essentiel) depuis le démarrage de la crise, induite par le recours toujours plus régulier aux achats en ligne, matérialisant un véritable changement des usages.

b) Revue des indices de perte de valeur

Les UGT qui présentaient une marge faible en 2020 ou qui ont fait l'objet d'une dépréciation, ont à nouveau été testés au 30 juin 2021.

A l'issue de ces tests aucune dépréciation significative complémentaire d'écart d'acquisition n'a été comptabilisée.

Concernant l'UGT Courrier de La Poste SA, les perspectives restent défavorables conduisant ainsi à maintenir la dépréciation de la totalité des actifs de cette UGT.

Par rapport au rythme normal des amortissements des différents actifs tel qu'il aurait été maintenu en l'absence de dépréciation, le montant total de la dépréciation

enregistrée à fin juin 2021 au titre de cette UGT s'élève à 875 millions d'euros (contre 900 millions d'euros à fin décembre 2020) et se décompose ainsi :

- Immobilisations incorporelles : 190 millions d'euros,
- Immobilisations corporelles : 260 millions d'euros,
- Droits d'utilisation : 425 millions d'euros.

c) Examen de la recouvrabilité des impôts différés actif

En raison des perspectives de l'activité Courrier évoquée ci-dessus, les prévisions de résultat fiscal de La Poste SA et du groupe d'intégration fiscale auquel la société appartient restent négatives. En conséquence les impôts différés actifs nets de ce groupe d'intégration fiscale restent intégralement dépréciés comme à fin décembre 2020.

Un réexamen des perspectives de résultat du groupe d'intégration fiscale sera réalisé en fin d'année. Dans l'hypothèse d'une amélioration, la position comptable sur les impôts différés pourra être revue en fonction de plusieurs éléments dont :

- l'horizon des perspectives bénéficiaires pouvant être raisonnablement pris en compte,
- la prévision d'utilisation des déficits reportables en tenant compte de la règle limitant l'imputation des déficits à hauteur de la moitié du résultat bénéficiaire,
- l'échéancier de retournement des différences temporaires.

d) Impacts sur l'évaluation du risque de crédit

La Banque Postale considère que le dispositif général de surveillance du risque et de provisionnement associé permet d'appréhender de manière fine le niveau de risque du portefeuille crédit, tout en répondant aux attentes du Superviseur européen. Ainsi, l'ensemble des principes d'évaluation du risque de crédit détaillés en 2020 sont toujours appliqués par La Banque Postale dans le contexte incertain de la crise. La classification et le provisionnement des expositions de La Banque Postale continue au 30 juin 2021 de reposer sur :

- des mécanismes automatiques d'identification des Dégradations Significatives de Risques éventuelles et de classification ou de proposition de classification dans les « buckets » de la norme IFRS9,
- des mesures de contrôle et de validation faisant intervenir les équipes de la direction des risques de La Banque Postale, et d'éventuelles décisions d'ajustements individuels ou collectifs, prises dans le cadre du dispositif de surveillance des expositions (processus Watch List, mesures sectorielles etc.).

Au 30 juin 2021, il est possible de présenter les impacts de la pandémie (et ses conséquences macro-économiques) sur l'évaluation du risque de crédit pour La Banque Postale selon deux grandes catégories :

- des impacts généraux pour l'ensemble du portefeuille, Personnes Physiques comme Personnes Morales, liés à la calibration ou re-calibration de l'ensemble des modèles et scénarios sous-jacents au calcul des provisions statistiques de la banque,
- des impacts spécifiques à certains segments de clientèle, liés à des mesures de gestion prises par la direction des risques, après réalisation d'une revue analytique de l'ensemble de son portefeuille.

Sur le premier semestre 2021, La Banque Postale n'a pas ré-ajusté ses modèles et scénarios de calcul des

provisions depuis la dernière revue générale effectuée en novembre 2020. A ce stade les modèles en vigueur et ces scénarios sont considérés comme capturant convenablement le niveau de risque systémique induit par la pandémie et demeurent appropriés au regard des projections effectuées par les grands organismes de prévision, et dans le contexte actuel d'incertitude sur une possible reprise épidémique (« 4ème vague »).

Personnes morales :

Pour son arrêté semestriel, La Banque Postale a mis en œuvre une approche de provisionnement visant à éviter une procyclicité excessive et à s'assurer que le risque de crédit est reflété de manière adéquate, fondée sur les observations réalisées sur le portefeuille et l'expertise de la direction des risques.

Ainsi, au 30 juin 2021, le coût du risque de crédit au titre de l'activité de Financement et d'Investissement Personnes Morales demeure, comme mentionné précédemment la résultante :

- du processus de surveillance des expositions de la banque,
- des prises de décisions spécifiques de provisionnement dans les comités dédiés aux dossiers en souffrance et sous surveillance (dossiers Watchlist et/ou dégradés classés en Bucket 2 et dossiers en défaut en Bucket 3 IFRS9) ;
- de l'application de dispositions de provisionnement collectif (sectoriel ou autre).

Sur ce dernier volet, au cours du 2ème trimestre 2021, La Banque Postale a fait le choix, après observation des effets de la crise, de conserver ou amplifier les mesures de provisionnement collectif mises en œuvre en fin d'année 2020 et même d'élargir cette approche à un secteur additionnel. En synthèse, au 30 juin 2021, les secteurs soumis à une mesure sectorielle sont donc :

- le secteur du *Tourisme, de l'hôtellerie et des Loisirs,*
- le *Transport privé de passagers aérien et terrestre,*
- le *secteur de l'énergie photovoltaïque en France pour cause de révision des conditions tarifaires,*
- *certains segments de la Distribution,*
- *l'Automobile,*
- le *secteur de l'immobilier commercial (secteur ajouté au 30 juin 2021).*

Les expositions concernées font l'objet d'un déclassement en « Bucket 2 » IFRS9 puisque La Banque Postale estime qu'elles ont subi une dégradation du risque depuis leur entrée en portefeuille.

Ainsi, au 30 juin 2021, la crise impacte le coût du risque de crédit au titre de l'activité de Financement et d'Investissement Personnes Morales à hauteur de 33 millions d'euros, et ce montant est intégralement dû à des mouvements de dotations ou reprises de provisions collectives (+33 millions d'euros sur le secteur de l'immobilier commercial, +25 millions d'euros sur le photovoltaïque, -22 millions d'euros de reprises sur d'autres provisions sectorielles).

Personnes physiques :

Sur le premier semestre 2021, il n'a pas été pris de mesure particulière sur la clientèle des particuliers de La Banque Postale. Les effets de la crise ont eu jusqu'à

présent un impact limité sur les expositions de crédit aux Personnes Physiques de La Banque Postale. Néanmoins, cette crise pourrait dans les prochains mois avoir un impact significatif sur le profil de risque de crédit de son portefeuille Personnes Physiques, et La Banque Postale demeure prudente, en maintenant les mesures d'ajustement exceptionnel mises en places sur certains paramètres (perte en cas de défaut des crédits immobiliers garantis par une hypothèque)

Au 30 juin 2021, le profil des expositions de crédit aux Personnes Physiques ne présente pas d'évolution notable. Les effets de la crise n'ayant pas encore d'impact significatif sur la structure des expositions de La Banque Postale.

Dans ce cadre, l'évolution du coût du risque sur le premier semestre 2021 est très faible, à 20 millions d'euros (hors monétique) principalement lié à l'activité de crédit à la consommation (18 millions d'euros), où il reste également à un niveau très modéré (67 bp). A noter toutefois que le reclassement des expositions sous moratoires en Bucket 1 contribue à expliquer ce faible niveau de coût du risque (-8 millions d'euros)

1.6 Prise de contrôle de Speedy AD

Le Groupe La Poste (branche GeoPost) a pris le contrôle en mars 2021 de la société de droit bulgare Speedy Ad à l'issue d'une offre publique d'achat lancée en février 2021. La société était jusqu'alors détenue à hauteur de 24,8% et mise en équivalence dans les comptes du Groupe. La société est désormais contrôlée de manière exclusive par le Groupe avec un pourcentage de détention désormais de 69,8% et ainsi consolidée par intégration globale depuis le 1^{er} avril 2021. La prise de contrôle a généré un écart d'acquisition complémentaire de 82 millions d'euros (voir note 11) dont la réévaluation de la participation antérieure pour 18 millions d'euros (voir note 8). L'activité de la société représente un chiffre d'affaires d'environ 135 millions d'euros en 2020. Avec cette acquisition, le Groupe renforce ses positions sur le marché du colis/express en Bulgarie et en Roumanie.

1.7 Création de la branche Grand Public Numérique

Dans le cadre du nouveau plan stratégique développé par le Groupe, les branches Réseau La Poste et Numérique sont regroupées à compter du 1^{er} juillet 2021 au sein d'une même branche dénommée « Branche Grand Public et Numérique ». Les activités de la branche Service Courrier Colis réalisées jusqu'à présent au travers de la branche Réseau La Poste sont transférées simultanément dans cette nouvelle branche.

Au regard de l'information sectorielle du Groupe, il est rappelé que chaque branche constitue un secteur. La modification présentée ci-dessus aura donc un impact direct sur l'information sectorielle. Toutefois, la modification n'étant effective qu'au cours du second semestre 2021, elle n'a pas d'incidence sur l'information sectorielle des comptes consolidés du premier semestre.

1.8 Compte de résultat à périmètre et change constants

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	S1 2021	S1 2020	S1 2021	S1 2020
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires et PNB	16 857	14 495	16 372	14 301
Achats et autres charges	(7 318)	(6 088)	(7 220)	(6 009)
Charges de personnel	(7 106)	(6 694)	(7 001)	(6 675)
Impôts et taxes	(327)	(295)	(317)	(295)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(1 240)	(2 051)	(1 192)	(2 044)
Autres charges et produits opérationnels	246	206	245	208
Résultat des cessions d'actifs	7	(4)	7	(4)
Charges opérationnelles nettes	(15 738)	(14 926)	(15 478)	(14 820)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	26	13	24	13
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	1 145	(418)	918	(506)

Passage des données réelles aux données à périmètre et change constants :

	S1 2021		S1 2020	
	Produits opérationnels	Résultat d'exploitation courant	Produits opérationnels	Résultat d'exploitation courant
<i>(en millions d'euros)</i>				
Comptes consolidés publiés	16 857	1 145	14 495	(418)
Incidence des variations de périmètre et change :				
CNP Assurances ^(a)	402	211		
Speedy AD	38	4		
Variation du change ^(b)			146	87
Autres	46	11	48	1
Comptes consolidés retraités des variations de périmètre et du change	16 372	918	14 301	(506)

(a) Ce retraitement correspond à la neutralisation de la contribution de CNP Assurances aux Produits opérationnels et au Résultat d'exploitation courant au titre des mois de janvier et février 2021 afin de rendre comparable les données du premier semestre 2021 avec celle du premier semestre 2020, CNP Assurances étant rentré dans le périmètre de consolidation au 1^{er} mars 2020.

(b) Les montants de 146 et 87 millions d'euros retraités en 2020 correspondent à l'impact du recalcul du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation avec les taux de change du premier semestre 2021, et matérialisent une diminution nette de l'évolution des devises par rapport à l'euro en 2021.

NOTE 2

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 9 rue du colonel Pierre Avia à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2021 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 30 juillet 2021).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2021 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2021 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2020.

À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2021 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2020. Ces principes sont exposés en note 2 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2020.

2.1.1 Normes et interprétations appliquées par le groupe à compter du 1^{er} janvier 2021

Par rapport aux comptes consolidés établis au 31 décembre 2020, le Groupe a mis en œuvre les normes et interprétations suivantes, d'application obligatoire au sein de l'Union Européenne à compter du 1^{er} janvier 2021 :

- Amendement à IFRS 4 différant l'application obligatoire d'IFRS 9
- Amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêt de référence » dit phase 2

Dans le cadre de la nouvelle réglementation sur les taux de référence visant à remplacer les taux interbancaires IBOR par de nouveaux taux – réforme IBOR – en cours de mise en œuvre, les normes applicables ont été amendées par l'IASB.

Les premiers amendements dits phase 1 par le Groupe depuis le 31 décembre 2019, ont eu pour objectif de permettre un maintien des traitements comptables de couverture du seul fait des incertitudes sur le calendrier

et les modalités de transition de taux de référence, tant que les anciens taux ne sont pas supprimés et les contrats ne sont pas modifiés. Ces amendements ont introduit des exemptions concernant principalement :

- le caractère hautement probable des flux de trésorerie couverts ;
- le caractère hautement efficace des couvertures ;
- le caractère identifiable du risque couvert.

Ces amendements sont applicables jusqu'à la disparition des incertitudes visées. Des informations spécifiques sur les instruments financiers de couverture concernés sont fournies en annexe selon une fréquence annuelle.

Les amendements dits phase 2 publiés par l'IASB prévoient des exemptions spécifiques pour le traitement comptable des modifications apportées aux contrats d'instruments financiers dans le cadre de cette réforme. Ils ont été adoptés par l'Union européenne le 13 janvier 2021. Ils n'ont pas été appliqués par anticipation par le Groupe dans ses états financiers au 31 décembre 2020. Ils permettent l'application d'exceptions si et uniquement si les changements dans la manière de déterminer les flux de trésorerie contractuels sont une conséquence directe de la réforme IBOR et s'ils ont été réalisés sur une base économiquement équivalente. Les exceptions sont les suivantes :

- comptabilisation de ces changements comme une révision d'un taux d'intérêt variable pour l'évaluation des instruments financiers évalués au coût amorti, des actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres et des dettes locatives ;
- maintien de la relation de couverture lors des changements apportés à l'instrument de couverture et/ou à l'élément couvert, ce qui induit une nouvelle documentation de la couverture.

Le Groupe, concerné par la réglementation BMR, a mis en place une organisation et une gouvernance projet pour instruire opérationnellement les différents impacts de la mise en conformité avec cette réglementation et la disparition de certains taux de référence. En date du 30 juin 2021, la renégociation des instruments de gré à gré et la bascule d'une indexation à une autre des dérivés en chambre de compensation n'ont pas eu lieu. La période de transition s'achevant le 31 décembre 2021, des impacts importants sont attendus courant 2nd semestre 2021 avec notamment la transition à l'ESTER le 16 octobre 2021 des contrats dérivés indexés à l'EONIA en chambre de compensation.

2.1.2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2021 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2021.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- le calcul des engagements envers le personnel,
- l'estimation des provisions pour risques et charges,
- le calcul des droits d'utilisation et des passifs de location,
- l'évaluation des écarts acquisition et des différents actifs ou passifs lors des regroupements d'entreprises,
- les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles,
- l'estimation des provisions techniques des activités bancaires et d'assurance (dont la provision épargne logement),
- l'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés,
- les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit,
- les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2020.

1er semestre 2021 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et structures	Non affecté (a)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	6 379	6 112	3 961	365	23	16	1			16 857
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	153	59	13	104	1 896	391	588		(3 204)	0
Produits opérationnels	6 532	6 171	3 974	469	1 920	407	589	0	(3 204)	16 857
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	27	0	(2)	0	0			26
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	187	533	755	17	69	20	(68)	(368)	0	1 145
Résultat financier								(108)		(108)
Impôt sur le résultat								(312)	0	(312)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	(1)	3	2	0	0	1	0		0	6
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										731
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(132)	(334)	(428)	(31)	(20)	(230)	(66)			(1 240)
Actifs sectoriels	3 556	10 296	753 024	1 194	193	4 298	10 480	(6 548)		776 493

1er semestre 2020 (en millions d'euros)	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structu- res	Non affecté (a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 367	5 016	3 785	289	27	10	1			14 495
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	144	41	8	80	1 771	404	543		(2 990)	0
Produits opérationnels	5 510	5 057	3 793	369	1 798	414	544	0	(2 990)	14 495
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	0	(3)	25	0	(10)	0	0			13
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(1 177)	351	906	(35)	(49)	22	(93)	(335)	(9)	(418)
Incidence de la prise de contrôle de CNP Assurance			3 007							3 007
Résultat d'exploitation	(1 177)	351	3 913	(35)	(49)	22	(93)	(335)	(9)	2 588
Résultat financier								(112)		(112)
Impôt sur le résultat								(576)	0	(576)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	0	(7)	638	0	0	1	0		0	632
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										2 532
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(995)	(322)	(406)	(35)	(19)	(208)	(67)			(2 051)
Actifs sectoriels	3 408	9 304	717 996	1 026	204	4 335	9 018	(5 587)		739 704

2020 (en millions d'euros)	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structu- res	Non affecté (a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	11 866	10 925	7 707	609	52	24	2			31 185
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	290	116	17	190	3 681	808	1 101		(6 204)	0
Produits opérationnels	12 156	11 041	7 724	799	3 733	833	1 103	0	(6 204)	31 185
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	48	0	(7)	0	0			41
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(1 137)	793	1 457	(48)	(70)	81	(216)	(708)	(9)	142
Incidence de la prise de contrôle de CNP Assurance			3 007							3 007
Résultat d'exploitation	(1 137)	793	4 464	(48)	(70)	81	(216)	(708)	(9)	3 149
Résultat financier								(243)		(243)
Impôt sur le résultat								(880)	0	(880)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	0	(9)	641	0	0	2	0		0	635
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										2 660
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(1 184)	(664)	(1 165)	(96)	(41)	(453)	(133)			(3 736)
Actifs sectoriels	4 151	9 846	735 989	1 137	290	4 015	8 536	(5 831)		758 132

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	2020
Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis	6 379	5 367	11 866
Correspondance et autres produits et services La Poste	2 823	2 508	5 387
Courrier publicitaire	410	341	776
Presse ^(a)	205	207	421
Produits et services des filiales (courrier national)	419	322	706
Courrier international	787	654	1 430
Colis	1 231	974	2 246
Vente de marchandises en e-commerce ^(b)	503	361	901
Chiffre d'affaires GeoPost	6 112	5 016	10 925
Zone Etranger	5 008	4 154	8 964
Zone France	1 104	862	1 961
Chiffre d'affaires Numérique	365	289	609
Chiffre d'affaires Réseau La Poste ^(c)	23	27	52
Chiffre d'affaires Immobilier & Supports ^(d)	17	11	26
TOTAL	12 896	10 709	23 478

(a) Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

(b) L'activité e-commerce est réalisée par Asendia.

(c) Le chiffre d'affaires Réseau La Poste comprend les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

(d) Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	2020
Intérêts et produits assimilés	2 630	2 091	4 425
Intérêts et charges assimilés	(977)	(939)	(1 839)
Produits de commissions	1 119	1 118	2 239
Charges de commissions	(1 650)	(1 166)	(3 033)
Gains ou pertes nets	8 494	(3 064)	5 102
- Instruments financiers à la juste valeur par le résultat	8 843	(3 382)	4 962
- Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	(349)	21	(157)
- Décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti ^(a)	0	297	297
Produits des autres activités	17 194	7 544	23 717
Charges des autres activités	(22 142)	(2 065)	(22 226)
Impact de l'approche par superposition (effet brut)	(707)	267	(679)
TOTAL	3 961	3 785	7 707

(a) Au cours du premier semestre 2021, compte tenu du contexte de taux durablement bas et du niveau extrêmement faible de remboursements anticipés et de renégociations, la Banque Postale avait revu les lois d'écoulement des crédits immobiliers. En conséquence, la durée de ces crédits avait été allongée. Afin de maintenir son profil de risque, des titres de dette taux fixe du portefeuille ALM avaient été cédés au cours de ce semestre sans remettre en cause le modèle de gestion du portefeuille.

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	2020
Services extérieurs et sous-traitance générale	1 868	1 490	3 542
Achats	507	379	890
Sous-traitance transport	3 815	3 186	7 038
Prestations du courrier international	274	237	496
Locations ^(a)	171	180	326
Entretiens et réparations	300	254	576
Frais de télécommunications	107	97	205
Déplacements, missions	41	53	100
Autres charges	235	212	514
TOTAL	7 318	6 088	13 686

(a) Cette ligne ne comprend que les loyers relatifs à des contrats de location non retraités dans le cadre d'IFRS 16 (contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur principalement), ainsi que les charges locatives (voir note 13.3).

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût:

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	2020
Salaires, traitements, primes et indemnités	5 336	4 962	10 105
Cotisations retraites	416	418	812
Autres charges sociales	1 010	956	1 864
Prestations d'actions sociales	110	125	235
Variation des provisions postérieures à l'emploi ^(a)	4	(1)	17
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	(1)	(5)	(2)
Variation des autres provisions sur le personnel	(147)	(135)	91
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	379	373	720
TOTAL	7 106	6 694	13 841
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	245 714	248 992	248 906

(a) A l'exception des écarts actuariels comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global (voir tableau de variation des capitaux propres)

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis la mise en place en 2006 du nouveau dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	2020
Impôts locaux	(89)	(103)	(151)
Autres impôts et taxes	(237)	(192)	(288)
IMPÔTS ET TAXES	(327)	(295)	(439)
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs			
- écarts d'acquisition ^(c)	0	(21)	(33)
- Droits d'utilisation ^(c)	(14)	(393)	(416)
- immobilisations corporelles et incorporelles ^(c)	(137)	(470)	(594)
- actif circulant	(12)	(28)	(52)
Amortissements nets ^(a)	(984)	(916)	(1 972)
Provisions pour risques et charges	4	5	5
Coût du risque des activités bancaires	(98)	(228)	(674)
AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET PERTES DE VALEUR	(1 240)	(2 051)	(3 736)
Production immobilisée	163	130	353
Redevances	(36)	(27)	(55)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle ^(b)	19	56	76
Autres produits et charges opérationnels courants	101	47	161
AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	246	206	535

(a) Y compris l'amortissement des droits d'utilisation liés aux contrats de location.

(b) En 2021, 18 millions d'euros liés à la prise de contrôle de Speedy. En 2020, 45 millions d'euros liés à la prise de contrôle de BRT et 24 millions d'euros à celle de Lenton (11 millions au 30 juin 2020 pour Lenton).

(c) Dont les dépréciations exposées dans la note 1.5. et autres pertes de valeur

La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

NOTE 9 RÉSULTAT FINANCIER

9.1 Coût de l'endettement financier net

9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	2020
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(83)	(71)	(155)
Charges d'intérêts sur passifs de location	(38)	(38)	(77)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette ^(b)	1	3	5
Produits de trésorerie ^(c)	(1)	(2)	(2)
TOTAL	(121)	(107)	(229)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Hors effet de la variation du risque de crédit sur les emprunts, comptabilisé en « Autres éléments du résultat global ».

(c) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement.

9.2 Autres éléments financiers

Les autres éléments du résultat financier comprennent notamment la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel (1 million d'euros au 1^{er} semestre 2021 et au 1^{er} semestre 2020 et 5 millions d'euros pour l'année 2020).

NOTE 10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	2020
(Charge) d'impôt courant	(468)	(336)	(697)
(Charge) / produit d'impôt différé	156	(240)	(183)
(CHARGE) / PRODUIT TOTAL D'IMPÔT	(312)	(576)	(880)

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	2020
Résultat net part du Groupe	525	2 315	2 084
Quote-part des sociétés mises en équivalence	(32)	(645)	(676)
Impôt sur le résultat	312	576	880
Part revenant aux minoritaires	206	217	576
Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence	1 011	2 463	2 864
taux d'IS	28,41%	32,02%	32,02%
Charge d'impôt théorique ^(a)	(287)	(789)	(917)
Incidence de la prise de contrôle de CNP Assurances		963	963
Création (limitation) des impôts différés actifs ^(b)	22	(750)	(1 005)
Différentiel de taux des filiales étrangères	26	20	37
Incidence de la baisse du taux d'IS en France ^(c)	(2)	(26)	(41)
Taux réduit sur plus-values			55
Dividendes et résultats de sociétés non consolidées	(26)	(2)	20
Déficits créés non utilisés ou déficits anciens utilisés (hors intégration fiscale)	(3)		27
Revalorisation suite à prises de contrôle (hors CNP Assurances)	5	10	22
Cotisations bancaires non déductibles	(25)		(23)
Perte de valeur			(11)
Autres éléments	(22)	(2)	(6)
Retraitements de l'impôt	(25)	213	37
CHARGE D'IMPÔT RÉELLE	(312)	(576)	(880)

(a) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%

(b) Voir en note 1.5 l'incidence de la crise de la covid 19 sur les impôts différés actifs nets.

(c) La dernière loi de finances prévoit la baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés en France pour atteindre 25,83% à compter de 2022.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros) UGT	Secteur	30/06/2021	31/12/2020
DPD Europe	GeoPost	2 818	2 810
Numérique	Numérique	500	459
Asendia	Services-Courrier-Colis	201	198
Pôle Santé	Services-Courrier-Colis	177	157
Mediapost	Services-Courrier-Colis	121	121
La Banque Postale Prévoyance	La Banque Postale	94	94
Speedy ^(a)	GeoPost	93	0
DPD Russie	GeoPost	86	82
EDE	Services-Courrier-Colis	67	67
Tigers	GeoPost	0	48
Lenton Group	GeoPost	46	44
Groupe Tocqueville	La Banque Postale	27	27
JadLog	GeoPost	24	22
La Banque Postale Asset Management	La Banque Postale	20	20
Stuart	GeoPost	13	13
Autres sociétés Services-Courrier-Colis	Services-Courrier-Colis	8	8
Autres sociétés GeoPost	GeoPost	5	5
TOTAL		4 299	4 175
Services-Courrier-Colis		573	551
GeoPost		3 084	3 023
La Banque Postale		142	142
Numérique		500	459

(a) dont écart d'acquisition de 11 millions d'euros classé auparavant sur la ligne des Titres mis en équivalence, 18 millions d'euros provenant de la réévaluation de la participation antérieure (voir note 8) et 64 millions d'euros provenant directement de la quote-part acquise.

Évolution des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	S1 2021	2020
Solde en début de période	4 175	2 625
dont : Valeur brute	4 470	2 916
Dépréciation	(295)	(291)
Acquisitions ^(a)	153	1 648
Écarts de conversion ^(b)	20	(64)
Pertes de valeur ^(c)	0	(33)
Autres	0	(1)
Sorties ^(d)	(49)	
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	4 299	4 175
dont : Valeur brute	4 601	4 470
Dépréciation	(302)	(295)

(a) Dont au cours du premier semestre 2021, la prise de contrôle de Speedy AD dans la branche GeoPost générant une augmentation de 93 millions d'euros et dans le secteur Numérique, de Boxtal pour 22 millions d'euros et Open Value pour 17 millions d'euros.

Et dont en 2020, des acquisitions dans le secteur GeoPost, BRT pour 1 265 millions d'euros, Geis pour 50 millions d'euros, la prise de contrôle de Lenton Group Ltd fin 2019 pour 72 millions d'euros, des acquisitions dans le secteur Numérique de Softeam Group pour 150 millions d'euros à fin 2019 et Index Education pour 60 millions d'euros.

(b) Dont au cours du premier semestre 2021, DPD UK pour 7 millions, et dont en 2020, DPD Russie pour -23 millions d'euros, Jadlog pour -9 millions d'euros, DPD Pologne pour -8 millions d'euros et DPD UK pour -7 millions d'euros.

(c) Dont en 2020, dépréciation des écarts d'acquisition de Lenton Group Ltd et DPD Laser pour respectivement 23 et 9 millions d'euros.

(d) Dont au cours du premier semestre 2021 la cession de Tigers (-48 millions d'euros).

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2020	10 406	14 755	25 161
Acquisitions	253	589	842
Cessions	(281)	(172)	(453)
Variations de périmètre	11	22	33
Transferts	(12)	(15)	(27)
Ecart de conversion	440	33	473
SOLDE AU 30/06/2021	10 817	15 211	26 029
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2020	(4 540)	(8 771)	(13 311)
Amortissement de la période	(512)	(354)	(866)
Pertes de valeur	(67)	(55)	(122)
Reprises de perte de valeur (a)	39	41	81
Reprises sur cessions	267	146	414
Variations de périmètre	(11)	(21)	(32)
Transferts	1	2	2
Ecart de conversion	(53)	(13)	(66)
SOLDE AU 30/06/2021	(4 875)	(9 025)	(13 900)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2020	5 866	5 983	11 850
AU 30/06/2021	5 942	6 186	12 129

(a) Dont au cours du premier semestre 2021, 34 millions d'euros au titre de l'UGT Courrier de La Poste SA (voir note 1.5)

Les lignes « Transferts » correspondent aux mises en service d'immobilisations et à des reclassements vers d'autres postes d'actifs.

Les actifs « Droits d'utilisation », résultant de l'application de la norme IFRS 16, sont détaillés en note 13.

NOTE 13 CONTRATS DE LOCATION

- 13.1 Droits d'utilisation
- 13.2 Passifs de location
- 13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat
- 13.4 Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

13.1 Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation se détaillent comme suit par nature d'actifs loués :

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres	Valeur Nette
Solde au 31/12/2019	2 220	167	182	12	2 582
Augmentation	880	27	162	2	1 071
Diminution	(51)	(2)	(3)	0	(56)
Amortissement	(574)	(49)	(92)	(6)	(720)
Provision pour dépréciation	(395)	0	(21)	0	(416)
Variations de périmètre et écarts de conversion	570	5	(6)	2	571
Autres	1				1
Actifs destinés à être cédés	(18)	3	1	0	(14)
Solde au 31/12/2020	2 633	151	222	11	3 017
Augmentation	323	115	71	5	514
Diminution	(45)	(3)	(2)	0	(49)
Amortissement	(297)	(34)	(54)	(3)	(388)
Provision pour dépréciation ^(a)	(9)	0	(5)	0	(14)
Variations de périmètre et écarts de conversion	46	3	20	1	70
Actifs destinés à être cédés	3	0	0	0	4
SOLDE AU 30/06/2021	2 654	232	253	13	3 153

(a) Dont 14 millions d'euros de dépréciation complémentaire au titre de l'UGT Courrier de La Poste SA

13.2 Passifs de location

Les éléments relatifs aux passifs de location sont présentés en note 18 pour les activités industrielles et commerciales. Les passifs de location des activités bancaires s'élèvent à 153 millions d'euros et sont intégrés dans le poste « Autres passifs financiers et compte de régularisation » des « Passifs financiers des activités bancaires et d'assurance » en note 21 (ligne « Créiteurs divers »).

13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020
Charges opérationnelles nettes	615	947
Loyers des locations de courte durée	55	73
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	21	19
Charges locatives	68	77
TVA non déductible sur loyers	40	41
Amortissement des droits d'utilisation	388	332
Dépréciation des droits d'utilisation	14	393
Autres ^(a)	29	12
Coût de l'endettement financier net	38	38
Charges d'intérêts sur passifs de location	38	38
TOTAL	653	985

(a) Dont au premier semestre 2021 18 millions d'euros provenant de CNP Assurances et 5 millions d'euros de La Banque Postale SA.

13.4 Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	213	221
Loyers des locations de courte durée	55	73
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	21	19
Charges locatives	68	77
TVA non déductible sur loyers	40	41
Autres	29	12
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	420	366
Intérêts financiers versés sur passifs de location	38	38
Remboursements des passifs de location	382	328
TOTAL DECAISSEMENT	633	587

NOTE 14 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Holding d'infrastructures Gazières	Ariel CNP Assurances	XSS Administradora de consórcio (a)	Autres filiales Assurances	Ostrum AM	Yurtici Kargo	AEW Europe SA	Ninja Logistics	Pôle immobilier	Autres	TOTAL Titres mis en équivalence (actif)	La Poste Mobile (b)	TOTAL Entreprises avec situation nette négative
Nature du contrôle	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	contrôles conjoints	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprises associées ou contrôles conjoints			Contrôle conjoint	
Solde au 31/12/2020	427	47	0	52	114	19	56	101	30	88	935	(46)	(46)
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	21	1	0	3	2	9	2	(9)	1	3	35	(2)	(2)
Distributions de dividendes	0	0	0	(3)	0	(10)	(3)	0	0	(2)	(18)	0	0
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers	0	(1)	0	0	0	0	0	0	0	0	(1)	0	0
Pertes de valeur					0			0		0			
Var. de périmètre et augmentation du % de contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0	1	(19)	(19)	0	0
Augmentations de capital	0	0	43	0	0	0	0	0	0	1	45	0	0
Autres variations	7	0	0	0	0	(1)	0	0	(1)	0	6	0	0
Ecart de conversion	0	0	4	2	0	(1)	(1)	2	0	1	7	0	0
SOLDE AU 30/06/2021	456	47	47	53	116	17	55	94	31	72	990	(48)	(48)

(a) Voir note 1.4

(b) Comptabilisé en « Autres provisions pour risques et charges » (voir note 17).

NOTE 15 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets	0	359	0	323
Instruments financiers dérivés	1	58	14	75
Actifs financiers de placement de la trésorerie	353	0	300	0
Autres actifs financiers nets	88	132	68	105
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	441	548	382	502
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	160		174	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	31		46	
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	191		220	
Créances clients et comptes rattachés nets	3 282		3 489	
Créances sur opérations du courrier international	805		889	
Autres créances	760		722	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	4 847		5 100	
Équivalents de trésorerie	2 667		1 409	
Caisse et disponibilités	1 223		1 354	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 891		2 763	

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie :

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Comptes à terme débloqués à plus de 3 mois	72	300
OPCVM	231	0
Titres de créances négociables (échéances de 3 à 12 mois)	50	0
TOTAL	353	300

Instruments financiers dérivés

La ligne « Instruments financiers dérivés » correspond pour l'essentiel, à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 18.3.

NOTE 16 ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Caisse, banques centrales	60 824	1 783
Instruments de dettes	152 875	146 865
Instruments de capitaux propres	41 095	38 175
Prêts et avances	7 274	9 291
Instruments dérivés	1 305	1 298
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	202 549	195 629
Instruments dérivés de couverture	1 138	1 443
Actions et autres titres à revenu variable	170	170
Autres titres détenus à long terme	0	2
Effets publics et valeurs assimilés	122 634	125 387
Obligations et autres titres de dettes	100 456	105 001
Prêts et avances	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	223 260	230 559
Effets publics et valeurs assimilés	22 679	21 891
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 299	2 127
Titres subordonnés	6	0
Titres au coût amorti	23 984	24 018
Comptes et prêts sur établissements de crédit à vue	2 076	43 652
Comptes et prêts sur établissements de crédit à terme	69 496	70 681
Prêts subordonnés	102	101
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	71 673	114 434
Prêts et créances sur la clientèle à vue	5 249	5 870
Prêts et créances sur la clientèle à terme	114 114	116 127
<i>dont crédits à l'habitat et crédits immobiliers (hors dépréciations)</i>	<i>83 204</i>	<i>80 985</i>
Opérations de location financement	3 272	3 224
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	122 636	125 222
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	158	220
Actifs divers	4 248	3 780
Autres actifs d'assurance	29 564	26 169
Comptes de régularisation actif	2 035	1 588
Participation aux bénéfices différée active	0	0
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	35 847	31 538
Immeubles de placement	3 138	3 083
ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE	745 207	727 929

NOTE 17 AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail des **provisions techniques des activités bancaires et d'assurance** est analysé en Note 21.

Au 30 juin 2021, les **autres provisions pour risques et charges** se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	12	15	89	116
Provisions courantes	45	231	483	759
Solde au 31/12/2020	57	246	572	876
Dotations de la période	13	14	69	96
Reprises pour utilisation	(13)	(8)	(72)	(92)
Reprises de provisions devenues sans objet	(1)	(8)	(11)	(21)
Autres mouvements	0	9	2	11
Provisions non courantes	11	17	93	121
Provisions courantes	45	236	466	748
SOLDE au 30/06/2021	56	253	559	869

Les provisions pour litiges sociaux concernent tous les litiges salariaux (prud'hommes, etc.) ainsi que les redressements ou litiges en cours avec des organismes sociaux.

Les provisions pour autres litiges sont relatives à des litiges portés devant les juridictions administratives, civiles ou commerciales.

Les autres provisions comprennent notamment au 30 juin 2021 :

- une provision de 136 millions d'euros au titre de l'amende prononcée par l'Autorité de la Concurrence contre deux sociétés du Groupe (même montant qu'au 31 décembre 2020).
- une provision correspondant à la situation nette négative des sociétés mises en équivalence pour 48 millions d'euros, contre 46 millions d'euros au 31 décembre 2020 (voir note 14).
- divers risques liés à l'activité opérationnelle du Groupe.

NOTE 18 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES

- 18.1 Détail des dettes financières
18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée
18.3 Instruments dérivés liés à l'activité industrielle et commerciale

18.1 Détail des dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	1 288	8 035	1 451	6 253
Emprunts obligataires	1 000	7 892	999	6 151
Bons La Poste	53	0	53	0
Billets de trésorerie	145		300	
Concours bancaires courants	26		31	
Dépôts et cautionnements reçus	37	31	36	28
Autres dettes au coût amorti	28	112	32	74
Emprunts obligataires en juste valeur sur option	0	635	0	646
Emprunts couverts	0	419	0	406
Dette subordonnée		419		406
Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire	11	40	7	52
Intérêts courus non échus sur emprunts	89		75	
Totaux	1 388	9 129	1 534	7 357
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET DETTES FINANCIÈRES		10 517		8 891
Passifs de location ^(a)	675	2 948	633	2 876
PASSIFS DE LOCATION	3 623		3 509	

(a) La répartition des passifs de location par devises au 30 juin 2021 est la suivante : Euros 2 792 millions d'euros, Livre Sterling 638 millions d'euros, autres devises 193 millions d'euros.
La répartition des passifs de location par devises au 31 décembre 2020 est la suivante : Euros 2 796 millions d'euros, Livre sterling 574 millions d'euros, autres devises 139 millions d'euros.

18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée

Les emprunts obligataires et les titres subordonnés, hors intérêts non échus, ont évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Dette subordonnée couverte	Total
Solde au 31/12/2020	7 151	646	406	8 203
Nouveaux emprunts	1 750			1 750
Remboursements				0
Variation du risque de crédit		4		4
Autres variations	(9)	(15)	13	(11)
SOLDE au 30/06/2021	8 891	635	419	9 946

18.3 Instruments dérivés liés à l'activité industrielle et commerciale

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2021		Juste valeur au 31/12/2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	56	0	83	0
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		4	0	6
TOTAL	56	4	83	6
Dérivés de couverture				
Couverture de flux de trésorerie	1	46	1	52
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE	56	50	84	58
Autres				
Instruments dérivés de change	2	1	5	2
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITÉS BANCAIRES	59	51	89	59
Réserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	6	0	6	0

NOTE 19 DETTE NETTE DU GROUPE

- 19.1 Situation de la dette nette du Groupe
 19.2 Évolution de la dette nette du Groupe

19.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2021	31/12/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	15	3 891	2 763
Dérivés actifs associés à la dette	15	59	89
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif	15	0	0
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	15	353	300
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale	15	387	445
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		4 690	3 598
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	18.1	9 129	7 357
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	18.1	1 388	1 534
Passifs de location	18.1	3 623	3 509
Dettes brutes (2)		14 140	12 400
DETTE NETTE (2)-(1)		9 451	8 802
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2021		649	

19.2 Évolution de la dette nette du Groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	Renvois	30/06/2021	31/12/2020
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT (a)	940	1 354
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(617)	(1 769)
Neutralisation var. actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	51	(25)
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie (b)		(566)	(1 794)
Financements perpétuels (voir note 1.2)	TFT	198	0
Dividendes versés aux actionnaires et rémunération des titres subordonnés hybrides	TFT	(26)	(43)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(549)	(19)
Charge nette d'intérêts financiers		(123)	(234)
Variation de juste valeur des dettes et dérivés		(3)	14
Incidence des variations de périmètre et change sur dette brute (yc passifs de location)		(82)	(624)
Variation non cash des dettes de location (IFRS 16)		(401)	(1 006)
Dette nette de filiales destinées à être cédées		(9)	5
Engagement de versement de dividendes aux minoritaires		(38)	
Autres éléments (c)		8	7
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(1 023)	(1 900)
Diminution (augmentation) de la dette nette depuis le 1^{er} janvier		(649)	(2 340)
Dette nette à l'ouverture		(8 802)	(6 462)
Dette nette à la clôture		(9 451)	(8 802)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(c) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises et celle des filiales destinées à être cédées.

NOTE 20 AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2020		Variations de périmètre	Augmentation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Coût financier net	Autres variations	30/06/2021	
	Courant	Non courant							Courant	Non courant
Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	8	254	0	2	(4)	0	1	(20)	8	233
Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	21	892	(1)	29	(20)	0	1	(15)	20	886
Avantages postérieurs à l'emploi	29	1 146	(1)	31	(24)	0	2	(35)	28	1 119
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	406	1 204	0	95	(207)	0	(2)	0	401	1 095
Indemnités de rupture	96	63	0	1	(22)	0	0	0	83	55
Congés longue maladie / longue durée	44	30	0	1	(2)	0	0	0	43	30
Compte Epargne temps	142	134	0	0	(14)	0	0	0	135	127
Autres avantages à long terme	1	70	0	1	0	0	0	0	3	68
Autres avantages du personnel	283	297	0	3	(38)	0	0	0	265	280
TOTAL	718	2 647	(1)	129	(269)	0	(1)	(35)	694	2 494
		3 365								3 188

NOTE 21 PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET D'ASSURANCE

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Dettes représentées par un titre	1 877	1 614
Instruments dérivés	1 535	1 664
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	3 412	3 279
Instruments dérivés de couverture	592	763
Dettes envers les établissements de crédit à vue	1 449	1 181
Dettes envers les établissements de crédit à terme	34 350	32 351
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée</i>	23 601	23 062
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	35 800	33 533
Comptes d'épargne à régime spécial	122 045	119 480
<i>dont Livret A</i>	66 383	64 602
<i>dont PEL et CEL</i>	31 070	31 321
Dettes envers la clientèle à vue	89 434	85 315
<i>dont comptes ordinaires créditeurs à vue</i>	83 854	81 372
Dettes envers la clientèle à terme	21 938	24 998
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée à terme</i>	21 824	24 853
Dettes envers la clientèle	233 417	229 793
Dettes représentées par un titre	25 490	21 639
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	574	726
Produits constatés d'avance	462	502
Autres comptes de régularisation	1 644	1 204
Dettes de titres	81	82
Dépôts de garantie reçus	821	955
Créditeurs divers	1 810	2 619
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	5	8
Autres passifs d'assurance	16 127	13 463
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	20 951	18 834
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	355 118	347 961
Participation différée nette aux bénéfices	30 165	31 870
Provisions Epargne Logement ^(a)	184	204
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance et comptabilité reflet	385 467	380 035
Dettes subordonnées	10 709	10 187
PASSIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET D'ASSURANCE	716 412	698 788

(a) La provision pour risque épargne logement est destinée à couvrir les conséquences défavorables, pour les établissements de crédit habilités à les recevoir, des dépôts d'épargne logement compte tenu des engagements qu'ils impliquent. Elle fait l'objet d'une reprise de 20 millions d'euros au cours du premier semestre 2021.

Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance et comptabilité reflet

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Contrats d'assurance non vie	9 729	9 502
Contrats d'assurance vie	232 460	222 155
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	218 873	209 860
Contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire	108 899	112 374
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	99 203	103 133
Contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire	4 030	3 931
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	355 118	347 961
Participation différée nette aux bénéfices	30 165	31 870
Provisions Epargne Logement ^(a)	184	204
TOTAL	385 467	380 035

NOTE 22 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	Note	30/06/2021	31/12/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	15	3 891	2 763
Dérivés actifs associés à la dette	15	59	89
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif	15	0	0
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	15	353	300
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale	15	387	445
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		4 690	3 598
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	18.1	9 129	7 357
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	18.1	1 388	1 534
Passifs de location	18.1	3 623	3 509
Dette brute (2)		14 140	12 400
DETTE NETTE (2)-(1)		9 451	8 802
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2021		649	

(a) Dont en 2020, 1775 millions d'euros provenant du Groupe CNP Assurances.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 23 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 23.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres
23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

23.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

S1 2021 <i>(en millions d'euros)</i>	Produits/ (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Dépréciation	Décomptabilisation et dividendes	Gain/ (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres			
Actifs et passifs évalués au coût amorti	979					979
Actifs évalués à la juste valeur par OCI	581		(728)		(349)	(496)
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		7 801	2		1 043	8 845
Opérations de couverture	94		24			118
TOTAL	1 653	7 801	(702)	0	694	9 445

23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

30/06/2021 <i>(en millions d'euros)</i>	Valeur au bilan	Juste valeur (a)	Hiérarchie de juste valeur (b)		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Prêts et créances sur la clientèle	122 636	127 983			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	71 673	71 765			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	202 549	202 549	158 315	30 010	14 223
Instruments dérivés de couverture	1 138	1 138		1 138	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	223 260	223 260	219 046	2 702	1 511
Immeubles de placement	3 138	3 559		1 808	
Titres au coût amorti	23 984	24 997			
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	548	548		58	359
Créances clients et autres créances	4 847	4 847			
Autres actifs financiers courants	441	441	230	123	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 891	3 891	1 549	2 342	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Dettes envers les établissements de crédit	35 800	35 807			
Dettes envers la clientèle	233 417	233 416			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 412	3 412	439	2 974	
Instruments dérivés de couverture	592	592		592	
Dettes représentées par un titre	25 490	26 395			
Dettes subordonnées	10 709	11 119			
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires et dettes financières	10 517	10 962		738	
Dettes fournisseurs et autres dettes	7 974	7 974			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur

JUSTES VALEURS DE NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE (Activités bancaires)

<i>(en millions d'euros)</i>	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	TOTAL
Ouverture	14 308	1 989	16 297
Gains et pertes enregistrés en résultat	583	-	583
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	-	(100)	(100)
Achats	1 743	133	1 876
Ventes	(260)	-	(260)
Remboursements	(677)	-	(677)
Transfert vers ou hors niveau 3	(110)	(284)	(394)
Variation de périmètre	-	-	0
Autres mouvements	(1 364)	(2)	(1 366)
CLÔTURE	14 223	1 736	15 959

NOTE 24 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2020 (voir note 36 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020).

NOTE 25 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2020 (voir note 38 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020) à l'exception du point mentionné dans les faits marquants (note 1.3) relatif à l'acquisition d'activités d'assurance vie d'Aviva en Italie.

NOTE 26 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'Etat a décidé fin juillet 2021 d'accompagner la mutation du service universel postal et de garantir sa pérennité en apportant son soutien financier au travers du versement d'une dotation annuelle comprise entre 500 et 520 millions d'euros à partir de 2022. Ce projet devrait être intégré dans une loi de finances soumis au vote du Parlement au cours du second semestre 2021.

NOTE **27** EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT

27.1 Classification par type d'actifs

- a) Actifs financiers au coût amorti
- b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables
- c) Hors bilan (engagements de financement et de garantie)

27.2 Exposition maximale au risque de crédit

27.3 Concentration du risque de crédit

- a) par agent économique
- b) Retail
- c) Corporate
- d) Administration et banques centrales
- e) Etablissement de crédit

27.1 Classification par type d'actifs**a) Actifs financiers au coût amorti**

30/06/2021	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
<i>(en millions d'euros)</i>			
Titres au coût amorti	24 015	(30)	23 984
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	71 707	(1)	71 707
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	123 942	(1 271)	122 671
TOTAL	219 664	(1 302)	218 362

31/12/2020	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
<i>(en millions d'euros)</i>			
Titres au coût amorti	24 049	(30)	24 019
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	114 486	(1)	114 485
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	126 471	(1 216)	125 255
TOTAL	265 006	(1 247)	263 759

	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés (Bucket 3)		TOTAL		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur Nette comptable (a) + (b)
<i>(en millions d'euros)</i>									
Au 1er Janvier 2021	252 506	(173)	10 874	(448)	1 626	(626)	265 006	(1 248)	263 758
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	495	3	(653)	6	158	(47)	0	(38)	(38)
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	(1 314)	9	1 314	(98)	-	-	0	(90)	(90)
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	1 852	(8)	(1 852)	90	-	-	0	82	82
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	(186)	4	-	-	186	(40)	0	(36)	(36)
Transferts de ECL maturité (Bucket 2) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-	-	(203)	19	203	(53)	0	(34)	(34)
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	143	(1)	-	-	(143)	19	0	18	18
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-	-	88	(5)	(88)	27	0	21	21
Total après transfert	253 001	(170)	10 221	(442)	1 784	(673)	265 006	(1 286)	263 720
Variations des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(44 953)	(8)	(234)	(42)	(155)	33	(45 341)	(17)	(45 358)
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	31 370	(56)	1 933	(132)	348	(116)	33 650	(303)	33 347
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(76 331)	49	(2 167)	90	(455)	120	(78 953)	258	(78 695)
Passage à perte	-	-	-	-	(42)	28	(42)	28	(13)
Modifications des flux ne donnant pas lieu à une décomptabilisation	-	-	-	-	(5)	-	(5)	-	(5)
Evolution des paramètres de risque de crédit sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	8	(1)	0	0	0	1	8	0	8
Total	208 048	(178)	9 987	(484)	1 629	(640)	219 665	(1 303)	218 362
Impacts des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts									
Au 30 Juin 2021	208 048	(178)	9 987	(484)	1 629	(640)	219 665	(1 303)	218 362

b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en millions d'euros)	30/06/2021	
	Juste Valeur	Dont correction de valeur pour pertes
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	223 090	(373)
TOTAL	223 090	(373)

(en millions d'euros)	31/12/2020	
	Juste Valeur	Dont correction de valeur pour pertes
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	230 388	(372)
TOTAL	230 388	(372)

(en millions d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés (Bucket 3)		TOTAL	
	Juste valeur	Dont correction de valeur pour pertes	Juste valeur	Dont correction de valeur pour pertes	Juste valeur	Dont correction de valeur pour pertes	Juste valeur	Dont correction de valeur pour pertes
	Au 1er Janvier 2021	229 732	(361)	656	(11)	0	0	230 388
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(5)	0	4	(1)	0	0	(1)	(1)
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	(5)	0	4	(1)	0	0	(1)	(1)
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	0	0	0	0	0	0	0	-
Transferts de ECL maturité (Bucket 2) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	0	0	0	0	0	0	0	-
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	0	0	0	0	0	0	0	-
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2)	0	0	0	0	0	0	0	-
Total après transfert	229 727	(361)	660	(12)	0	0	230 387	(373)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(7 041)	3	(257)	(4)	0	0	(7 298)	(1)
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	15 290	0	67	0	0	0	15 357	0
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(18 155)	0	(327)	0	0	0	(18 482)	0
Passage à perte	0	0	0	0	0	0	0	0
Modifications des flux ne donnant pas lieu à une décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements dans le modèle / méthodologie	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations de périmètre	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	(4 176)	3	3	(4)	0	0	(4 173)	(1)
Au 30 Juin 2021	222 686	(358)	403	(16)	0	0	223 089	(374)

c) Hors bilan (Engagements de financement et de garantie)

	30/06/2021		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
<i>(en millions d'euros)</i>			
Engagements de financement et de garantie	31 133		
Provisions pour engagement de financement et de garantie		(90)	
Total des engagements de financement et de garantie	31 133	(90)	31 043

	31/12/2020		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur nette
<i>(en millions d'euros)</i>			
Engagements de financement et de garantie	28 521		
Provisions pour engagement de financement et de garantie		(99)	
Total des engagements de financement et de garantie	28 521	(99)	28 422

	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Actifs dépréciés		TOTAL (Bucket 3)		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur Nette comptable
	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)	(a) - (b)
<i>(en millions d'euros)</i>									
Au 1er Janvier 2021	27 358	(46)	1 129	(50)	35	(3)	28 521	(99)	28 422
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	70	0	(75)	5	5	(2)	0	3	3
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	(159)	1	159	(7)	0	0	0	(6)	(6)
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	232	(1)	(232)	12	0	0	0	11	11
Transferts de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	(8)	0	0	0	8	(1)	0	(1)	(1)
Transferts de ECL maturité (Bucket 2) vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	0	0	(5)	0	5	(2)	0	(2)	(2)
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	5	0	0	0	(5)	0	0	0	0
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2)	0	0	2	0	(2)	0	0	0	0
Total après transfert	27 428	(46)	1 054	(45)	40	(5)	28 521	(96)	28 425
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	2 783	(1)	(165)	7	(6)	0	2 612	6	2 618
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	8 909	(27)	193	(12)	45	(2)	9 147	(41)	9 106
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(6 126)	26	(358)	19	(51)	2	(6 535)	47	(6 487)
Au 30 Juin 2021	30 211	(47)	889	(38)	34	(5)	31 133	(90)	31 043

27.2 Exposition maximale au risque de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2021		
	Exposition nette maximale au risque de crédit	Actifs détenus en garantie et autres techniques de réhaussement de crédit	Sans garantie
Actifs financiers mesurés à la juste valeur par résultat	98 278	4 205	94 072
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 881	4 205	675
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	5 959	0	5 959
Actifs financiers mesurés à la juste valeur non SPII	87 438	0	87 438
Dérivés de couverture	1 138	1 138	0
Actifs financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	223 090	147	222 944
Titres de dette	223 090	147	222 944
Actifs financiers mesurés au coût amorti	218 362	84 705	133 656
Prêts et avances aux établissements de crédits	71 707	2 912	68 794
Prêts et avances à la clientèle	122 671	81 793	40 878
Titres de dette	23 984	-	23 984
Hors Bilan (engagement de financement et de garantie)	31 043	1 129	29 914
Engagements de financement donnés	28 521	1 129	27 392
Engagements de garantie donnés	2 522	0	2 522
TOTAL DES EXPOSITIONS MAXIMALES AU RISQUE DE CREDIT	571 911	91 324	480 586

(en millions d'euros)	31/12/2020		
	Exposition nette maximale au risque de crédit	Actifs détenus en garantie et autres techniques de réhaussement de crédit	Sans garantie
Actifs financiers mesurés à la juste valeur par résultat	100 362	7 068	93 294
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 815	7 068	747
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	6 012	-	6 012
Actifs financiers mesurés à la juste valeur non SPII	86 535	-	86 535
Dérivés de couverture	1 443	1 443	0
Actifs financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	230 388	153	230 234
Titres de dette	230 388	153	230 234
Actifs financiers mesurés au coût amorti	263 757	87 364	176 394
Prêts et avances aux établissements de crédits	114 484	2 804	111 681
Prêts et avances à la clientèle	125 255	84 560	40 695
Titres de dette	24 018	-	24 018
Hors Bilan (engagement de financement et de garantie)	28 422	1 227	27 195
Engagements de financement donnés	25 796	1 227	24 569
Engagements de garantie donnés	2 626	0	2 626
TOTAL DES EXPOSITIONS MAXIMALES AU RISQUE DE CREDIT	624 372	97 255	527 117

27.3 Concentration du risque de crédit

a) Concentration du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au cout amorti	Au 30/06/2021			
	Valeur comptable			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	67 715	5 740	1 137	74 592
Administration	100 008	44	4	100 056
Banques centrales	-	-	-	0
Etablissements de crédit	5 498	50	0	5 548
Sociétés financières	9 775	210	0	9 985
Sociétés non financières	25 052	3 943	487	29 482
Dépréciations	(177)	(484)	(641)	(1 302)
TOTAL	207 871	9 503	987	218 361

Actifs financiers au cout amorti	Au 31/12/2020			
	Valeur comptable			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	65 569	6 597	1 165	73 331
Administration	100 157	42	2	100 201
Banques centrales	41 500	-	-	41 500
Etablissements de crédit	5 609	50	-	5 659
Sociétés financières	14 672	158	15	14 845
Sociétés non financières	25 000	4 027	444	29 471
Dépréciations	(173)	(448)	(626)	(1 247)
TOTAL	252 334	10 426	1 000	263 760

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 30/06/2021			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	-	-	-	0
Administration	126 086	21	-	126 107
Banques centrales	2 475	-	-	2 475
Etablissements de crédit	44 315	7	-	44 322
Sociétés financières	5 750	214	-	5 964
Sociétés non financières	44 060	162	-	44 222
TOTAL	222 686	404		223 090
<i>Dont dépréciations</i>	<i>(358)</i>	<i>(16)</i>	<i>-</i>	<i>(374)</i>

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31/12/2020			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
Clientèle de détail				0
Administration	128 139	42		128 181
Banques centrales	2 612			2 612
Etablissements de crédit	46 018	45		46 063
Sociétés financières	6 017			6 017
Sociétés non financières	46 946	569		47 515
TOTAL	229 732	656		230 388
<i>Dont dépréciations</i>	<i>(361)</i>	<i>(11)</i>		<i>(372)</i>

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 30/06/2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
Clientèle de détail	10 989	352	26	11 367
Administration	5 449	3	0	5 452
Banques centrales	0	-	-	0
Etablissements de crédit	3 425	25	-	3 450
Sociétés financières	2 775	0	0	2 775
Sociétés non financières	7 572	510	7	8 089
<i>Provisions (a)</i>	<i>(46)</i>	<i>(39)</i>	<i>(5)</i>	<i>(90)</i>
TOTAL	30 164	851	28	31 043

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 31/12/2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
Clientèle de détail	10 433	423	28	10 884
Administration	5 583	4		5 587
Banques centrales				0
Etablissements de crédit	2 794	24		2 818
Sociétés financières	1 694	8		1 702
Sociétés non financières	6 854	670	7	7 531
<i>Provisions (a)</i>	<i>(46)</i>	<i>(50)</i>	<i>(3)</i>	<i>(99)</i>
TOTAL	27 312	1 079	32	28 423

(a) les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif au bilan.

b) Exposition au risque de crédit – Retail par classe de notes

Actifs financiers au cout amorti	Au 30/06/2021			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
PD < 1%	53 941	2 973	-	56 914
1% < PD < 3%	10 813	869	-	11 682
3% < PD < 10%	2 558	502	-	3 060
PD > 10%	403	1 396	-	1 799
Contrat douteux - contentieux	-	-	1 137	1 137
TOTAL	67 715	5 740	1 137	74 592

Actifs financiers au cout amorti	Au 31/12/2020			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
PD < 1%	52 212	3 265	-	55 477
1% < PD < 3%	10 355	1 090	-	11 445
3% < PD < 10%	2 574	636	-	3 210
PD > 10%	428	1 606	-	2 034
Contrat douteux - contentieux	-	-	1 165	1 165
TOTAL	65 569	6 597	1 165	73 331

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 30/06/2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
PD < 1%	8 281	154	-	8 435
1% < PD < 3%	2 223	52	-	2 275
3% < PD < 10%	357	47	-	404
PD > 10%	128	98	-	226
Contrat douteux - contentieux	-	-	26	26
TOTAL	10 989	351	26	11 366

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 31/12/2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
PD < 1%	7 959	186	-	8 145
1% < PD < 3%	2 002	76	-	2 078
3% < PD < 10%	358	41	-	399
PD > 10%	114	120	-	234
Contrat douteux - contentieux	-	-	28	28
TOTAL	10 433	423	28	10 884

c) Exposition au risque de crédit – Corporate

Actifs financiers au cout amorti	Au 30/06/2021			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	2 290	83	0	2 373
AA	5 074	388	49	5 511
A	6 081	563	5	6 649
Autres	21 382	3 120	433	24 935
TOTAL	34 827	4 154	487	39 468

Actifs financiers au cout amorti	Au 31/12/2020			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	1 411	136	-	1 547
AA	5 152	322	48	5 522
A	12 856	352	15	13 223
Autres	20 253	3 375	396	24 024
TOTAL	39 672	4 185	459	44 316

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 30/06/2021			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	2 228	-	-	2 228
AA	7 890	-	-	7 890
A	19 057	-	-	19 057
Autres	20 635	376	-	21 011
TOTAL	49 810	376	0	50 186

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31/12/2020			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	2 464	-	-	2 464
AA	9 183	-	-	9 183
A	19 554	-	-	19 554
Autres	21 763	569	-	22 332
TOTAL	52 964	569	0	53 533

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 30/06/2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	980	65	-	1 045
AA	516	179	-	695
A	1 984	64	-	2 048
Autres	6 867	201	7	7 075
TOTAL	10 347	509	7	10 863

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 31/12/2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	469	80	-	549
AA	1 213	89	-	1 302
A	1 814	56	-	1 870
Autres	5 052	453	7	5 512
TOTAL	8 548	678	7	9 233

d) Exposition au risque de crédit – Administration et banques centrales

Actifs financiers au cout amorti	Au 30/06/2021			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	2 891	-	-	2 891
AA	83 926	-	-	83 926
A	3 508	-	-	3 508
Autres	9 683	44	4	9 731
TOTAL	100 008	44	4	100 056

Actifs financiers au cout amorti	Au 31/12/2020			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	2 271	-	-	2 271
AA	127 308	4	-	127 312
A	4 882	4	1	4 887
Autres	7 195	34	1	7 230
TOTAL	141 656	42	2	141 700

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 30/06/2021			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	4 752			4 752
AA	100 610			100 610
A	4 625			4 625
Autres	18 574	21		18 595
TOTAL	128 561	21	0	128 582

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31/12/2020			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	5 159			5 159
AA	102 296			102 296
A	4 161			4 161
Autres	19 135	42		19 177
TOTAL	130 751	42	0	130 793

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 30/06/2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	110			110
AA	339			339
A	105			105
Autres	4 896	3		4 899
TOTAL	5 450	3	0	5 453

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 31/12/2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	120			120
AA	854	3		857
A	2 123	1		2 124
Autres	2 487			2 487
TOTAL	5 584	4	0	5 588

e) Exposition au risque de crédit – Etablissements de crédit

Actifs financiers au cout amorti	Au 30/06/2021			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA				0
AA	251			251
A	1 769			1 769
Autres	3 479	50		3 529
TOTAL	5 499	50	0	5 549

Actifs financiers au cout amorti	Au 31/12/2020			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA				0
AA	954			954
A	1 852			1 852
Autres	2 803	50		2 853
TOTAL	5 609	50	0	5 659

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 30/06/2021			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	7 267			7 267
AA	9 136			9 136
A	21 199	7		21 206
Autres	6 712			6 712
TOTAL	44 314	7	0	44 321

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31/12/2020			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	8 723			8 723
AA	10 272			10 272
A	20 677	25		20 702
Autres	6 345	20		6 365
TOTAL	46 017	45	0	46 062

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 30/06/2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	246	9		255
AA	1 655			1 655
A	408			408
Autres	1 117	16		1 133
TOTAL	3 426	25	0	3 451

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 31/12/2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	85	9		94
AA	1 645			1 645
A	844			844
Autres	219	15		234
TOTAL	2 793	24	0	2 817

NOTE 28 EXPOSITIONS SOUVERAINES

Le recensement ci-dessous est réalisé sur le périmètre défini par l'ABE, incluant les administrations locales et régionales ou les organismes bénéficiant d'une garantie de l'Etat. Ces expositions incluent les dépôts centralisés à la CDC.

30/06/2021 (en millions d'euros)	Total Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total expositions directes (a)	Prises en pension	Hors bilan	Total expositions directes et indirectes (b)	Exposition en %
Allemagne	4 448	282	4 730	514	-	5 244	2,1%
Autriche	2 459	6	2 465	-	-	2 465	1,0%
Belgique	10 025	328	10 353	1 917	-	12 270	5,0%
Espagne	14 252	110	14 362	-	-	14 362	5,8%
France	163 871	3 484	167 355	8 071	1 773	177 199	72,2%
Italie	8 001	546	8 547	135	-	8 682	3,5%
Pays Bas	299	5	304	-	-	304	0,1%
Pologne	349	36	385	-	-	385	0,2%
Portugal	1 568	75	1 643	-	-	1 643	0,7%
Autres pays d'Europe	157	71	228	-	1	229	0,1%
Supranational	4 348	717	5 065	68	-	5 133	2,1%
TOTAL EUROPE	209 777	5 660	215 437	10 705	1 774	227 916	92,8%
Brésil	2 163	14 777	16 940	-	-	16 940	6,9%
Canada	266	1	267	-	-	267	0,1%
Corée du Sud	64	-	64	-	-	64	0,0%
Japon	163	53	216	-	-	216	0,1%
Autres pays	146	42	188	-	-	188	0,1%
TOTAL RESTE DU MONDE	2 802	14 873	17 675	0	0	17 675	7,2%
TOTAL	212 579	20 533	233 112	10 705	1 774	245 591	100,0%

(a) Expositions directes: juste valeur ou valeur brute comptable des expositions pour compte propre

(b) Expositions directes et indirectes: expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les prises en pension, les achats à terme et les hors-bilan du Groupe

31/12/2020 (en millions d'euros)	Total Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total expositions directes (a)	Prises en pension	Hors bilan	Total expositions directes et indirectes (b)	Exposition en %
Allemagne	4 716	291	5 007	393	-	5 400	1,8%
Autriche	2 488	6	2 494	133	-	2 627	0,9%
Belgique	10 448	312	10 760	1 521	-	12 281	4,2%
Espagne	12 911	124	13 035	-	-	13 035	4,5%
France	208 599	3 527	212 126	12 375	1 036	225 537	77,1%
Italie	8 389	783	9 172	154	-	9 326	3,2%
Pays Bas	341	5	346	-	-	346	0,1%
Pologne	355	36	391	-	-	391	0,1%
Portugal	1 370	80	1 450	-	-	1 450	0,5%
Autres pays d'Europe	208	55	263	9	1	273	0,1%
Supranational	4 814	732	5 546	16	-	5 562	1,9%
TOTAL EUROPE	254 639	5 951	260 590	14 601	1 037	276 228	94,4%
Brésil	2 918	12 216	15 134	-	-	15 134	5,2%
Canada	269	-	269	-	-	269	0,1%
Corée du Sud	64	-	64	94	-	158	0,1%
Japon	65	474	539	-	-	539	0,2%
Autres pays	153	57	210	-	-	210	0,1%
TOTAL RESTE DU MONDE	3 469	12 747	16 216	94	0	16 310	5,6%
TOTAL	258 108	18 698	276 806	14 695	1 037	292 538	100%

NOTE 29 INFORMATIONS SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ

Passage du résultat d'exploitation courant à l'Excédent Brut d'Exploitation du Tableau des flux de trésorerie consolidé

		S1 2021			S1 2020			2020		
		Groupe	Hors Banque	Activités bancaires et assurance	Groupe	Hors Banque	Activités bancaires et assurance	Groupe	Hors Banque	Activités bancaires et assurance
Résultat d'exploitation	(a)	1 145	383	762	2 588	(1 297)	3 885	3 149	(1 327)	4 476
dont mouvements non cash à neutraliser :										
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	(a)	26	(2)	27	13	(12)	25	41	(7)	48
Incidence de la prise de contrôle de CNP Assurances					3 007		3 007	3 007		3 007
Amortissements d'immobilisations et mouvements de provisions du Produit Net Bancaire		(167)	0	(167)	(223)		(223)	(441)		(441)
Reprises et dotations de provisions relatives aux avantages du personnel	note 7	144	146	(2)	141	141	0	(106)	(102)	(4)
Amortissements et provisions	(a)	(1 240)	(813)	(428)	(2 051)	(1 645)	(406)	(3 736)	(2 572)	(1 165)
Résultat avant impôt des cessions d'actifs	(a)	7	5	2	(4)	(3)	(1)	84	2	81
Produits de réévaluation des participations	note 8	19	19	0	56	56	0	76	76	0
Divers		0	2	(1)	0	0	0	(2)	1	(3)
Excédent Brut d'Exploitation	TFT	2 356	1 025	1 331	1 651	166	1 484	4 226	1 274	2 953
Réintégration des variations des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables (hors Banque)	(b)	(12)	(12)		(28)	(28)		(52)	(52)	
Produits et charges financiers divers non cash		2	2	0	(5)	(5)	0	(11)	(5)	(6)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt	TFT	2 346	1 015	1 331	1 618	133	1 484	4 163	1 217	2 947

(a) voir le Compte de résultat consolidé

(b) La variation des provisions sur actifs circulants et les créances irrécouvrables sont des mouvements non cash exclus du calcul de l'excédent brut d'exploitation. Conformément à la recommandation de l'ANC sur les états financiers des entreprises industrielles et commerciales, ces mouvements sont neutralisés sur la ligne « Variation du besoin en fonds de roulement » d'où leur réintégration après l'EBE pour le calcul de la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt. Ce retraitement n'est plus réalisé pour les activités bancaires.



3

Rapport des
commissaires
aux comptes
sur l'information
financière
semestrielle

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta - CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Mazars
TOUR EXALTIS
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense
France

La Poste

Société anonyme

*Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle 2021*

Période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021

La Poste

Société anonyme

9 rue du Colonel Pierre Avia - 75015 Paris

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta - CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Mazars
TOUR EXALTIS
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense
France

La Poste **Société anonyme**

Siège social : 9 rue du Colonel Pierre Avia - 75015 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021

Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société La Poste, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 juillet 2021

Paris La Défense, le 30 juillet 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Mazars

Stéphanie Millet
Associée

Xavier De Coninck
Associé

Gonzague Senlis
Associé

Charles de Boisriou
Associé

A decorative graphic on the right side of the page, consisting of a teal vertical bar that curves to the right, overlapping a yellow vertical bar that also curves to the right. The teal bar contains a white number '4'.

Attestation de la personne responsable

Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en section 1 du présent rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels consolidés et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 juillet 2021

Le Président – Directeur Général

Philippe Wahl



DIRECTION FINANCIÈRE ET DU DÉVELOPPEMENT
9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75757 PARIS CEDEX 15
Tél. : +33 (0)1 55 44 00 00
www.grouperaposte.com

ECOLOGIC
Priorité neutralité carbone

